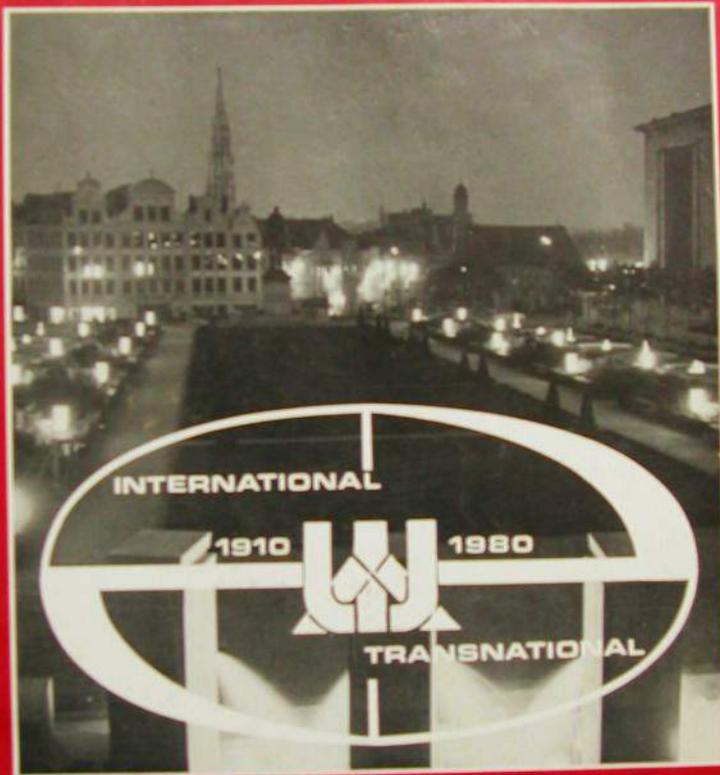


INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



La revue des associations
et des relations internationales

The Review of International
Associations and Meetings

1980 -



- n° 8-9

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

32nd Year

... is published in Brussels by the Union of International Associations (UIAI) every month, excluding July and August.

The two principal objectives of this review are, firstly, to introduce and promote the work of associations of all kinds, addressing both the public at large as well as those concerned with specifically related activities. Secondly, it seeks to help associations to go beyond their own immediate aims and preoccupations and to situate themselves within the context of the general evolution of international life as a whole.

Its columns are open to all those concerned with associations, including both those directing and working with associations, and also those attached to Universities and other specialists engaged in research connected with associations.

Articles do not necessarily express the views of UIAI.

UIAI's own research and surveys as well as regular supplements to UIAI's major publications are published in « Transnational Associations »,

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES...

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

32^e année

... est publié mensuellement - excepté pendant les mois de juillet et d'août - par l'Union des Associations Internationales (UAI) à Bruxelles. Faire mieux connaître et apprécier le travail des associations dans le grand public et auprès de tous les secteurs concernés par leur activité; aider les associations à dépasser leurs buts immédiats et à se situer dans l'évolution générale de la vie internationale. Tels sont les deux objectifs principaux de « Associations Transnationales ».

Ses colonnes sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations et aux universitaires, chercheurs, spécialistes, pour qui le monde associatif est un sujet d'analyse ou d'étude. Ces articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'UAI.

Le résultat d'études et enquêtes menées par l'UAI trouve également sa place dans « Associations Transnationales » ainsi que les suppléments à l'« Annuaire des Organisations Internationales » et un « Calendrier des réunions internationales », deux autres publications de l'UAI.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 32nd year, 1980.

The subscription rate is : BF 950, or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Account no 04552334, National Westminster Bank Ltd.

Copyright 1980 UAI

Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those

of the UAI.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 32^e année. 1980.

Le prix de l'abonnement est (te : FB 950, ou equivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser :

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Copyright 1980 UAI

Les opinions exprimées dans les articles signés ou non ne reflètent pas nécessairement

les vues de l'UAI.

ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
TRANSNATIONALES



INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

UNION DES ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
COMITÉ DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

Président : Président
: F.A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per

Vice-Présidents : Vice-Présidents
Mohamed Ali RIFAAT (A.R.E) President Secretary-General of the Afro-Asian Orga-
nisme Secretary-General of the Afro-Asian Orga-

S.K. SAXENA (India) Director of the International Cooperative Alliance
Trésorier General : Treasurer General :
Paul E. HIERNAUX (Belgique)

Members : Members :
F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions
Luis G. de SEVILLA (Mexico) President Doyen de l'Académie mexicaine de Droit international.
Mahmoud FOROUGH (Iran) Ambassadeur, Directeur de l'Institut des Affaires

Johan GALTUNG (Norvège) Director, Goals Processus and Indicators Project, United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS) Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS.

Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris I.

Jef RENS (Belgique) Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.) Executive Secretary of the Society for International Development.
Charles André SCHUSSELE (Suisse) Conseiller aux relations internationales de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge, Délégué de l'UAI à Genève.

Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert FENALUX (Belgique) Ambassadeur honoraire

« ASSOCIATIONS - TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS »

Rédaction/ Editorial
Robert FENALUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Genevieve DEVILLIE
Anthony J. N. JUDGE
Christiane de CONINCK
Jennifer OTLET

Published monthly by MENSUEL publié par
Union of International Associations - UAI (founded
1912)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1
1000 Brussels (Belgium) Tel (02) 511 83 96
Editeur responsable : R.Fenlux 1 rue aux Laines
1000 Bruxelles (Belgique) Tel (02) 511 83 96

Publicity/Advertising : Union of International As-
sociations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Bel-
gium, Tel. (02) 511 83 96 - 512 54 42

OU/OR
France : Roger Ranson, Délégué-Directeur de pu-
blicité, 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches
Tel. 741 61 80
Belgium: J J Wolff, Ave P. Hymans, 135, Bte 13,
1200 Brussels Tel. 741 61 80
U.K. : Maureen Wingham Media Representations
Ltd, 317-319 Kentish Town Road, London N.W5
Tel. 267 944770

august/september
août/septembre

1980 - n° 8-9

Editorial : Après le Forum, premières impressions	342
L'ouverture du Forum	344
De l'International au Transnational, par E. Suy	350
Les conclusions du Forum : General report by C. Ritchie Rapport général par V. Hercik	352 353
Problèmes de solidarité, d'interdépendance et d'équité dans la perspective d'un ordre mondial, par M. Edem Kodjo	354
NGO Relationships with the U.N. through the consultative status with ECOSOC. by V. Saurwein	356
Réseau des associations féminines et familiales, par M. Stephan	360
Le fait associatif et la conservation de l'environnement, par J.P. Harroy	363
Strategies for democratization of the 10 moniterritorial continent, by J. Galtung	369
Le statut juridique des associations transnationales, par G.P. Speeckaert	372
International non-governmental organizations and legal issues, by Prof. G. Morozov	374
6th supplement to the International Congress Calendar - 20th edition 1980	377





Après le Forum

PREMIERES IMPRESSIONS

Le Forum mondial des Associations internationales/transnationales sera ce que les participants à l'événement voudront bien en faire, disons-nous en conclusion de notre editorial de l'autre mois. Il en fut bien ainsi, par bonheur. Grâce soit rendue à la qualité des personnes, des communications, des rapports, des débats, qui furent d'un niveau exceptionnellement élevé, de l'avis général. On en jugera le moment venu de la publication des Actes.

Mais les lampions du Palais des Congrès de Bruxelles étaient à peine éteints et les participants repartis aux quatre vents de l'univers des associations, que déjà notre courrier nous apportait de nombreux témoignages de satisfaction et de reconnaissance.

Satisfaction d'une rencontre et de contacts que nos correspondants sont nombreux à qualifier d'« enrichissants » ou d'« éclairants ». Reconnaissance de leur avoir offert une tribune absolument libre permettant aux divers points de vue de s'exprimer aisément sur tous les tons de la palette des idées. Une seule discipline étant exigée et parfaitement observée sur ce point : la loi de s'en tenir à l'objet même du Forum, circonscrit aux

problèmes de principes et de méthodes d'intérêt commun aux OING. Nul n'y a failli et là se trouve sans doute la clef du trésor des résultats acquis.

En assumant objectivement sa fonction, sans autre souci que la stricte observance de la règle associative, avec ses droits et devoirs, l'UAI semble avoir répondu au sentiment partagé du monde des organisations non gouvernementales.

La révélation de ce sentiment ne fut d'ailleurs pas l'effet d'une improvisation, mais au contraire d'une patiente préparation. Il n'y a pas eu de miracle, comme d'aucuns ont eu la gentillesse de le dire, au sens reçu du « résultat d'un hasard improbable et heureux » (Robert). Le Forum s'est bâti sur de solides fondations, d'après les plans tracés dès 1976 par notre Colloque de Genève sur « l'avenir des associations internationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial ». A la base, il y eut l'enquête préalable auprès des réseaux associatifs et des organisations intergouvernementales dont les réponses ont éclairé le chantier des débats.

Nous aurons à revenir sur cette mine d'informations qui ont valeur d'une véritable consultation, selon les règles objectives des sondages d'opinion, en l'occurrence l'exploration méthodique de tous les réseaux associatifs, malgré d'inévitables lacunes. Nous nous bornerons aujourd'hui à remercier les participants à toutes les phases de l'enquête, depuis l'élaboration ardue des réponses au questionnaire jusqu'aux travaux de synthèse de nos rapporteurs.

Mention spéciale doit être faite ici de la collaboration remarquable et remarquable, de la fonction internationale, universelle et régionale, qui apporta aux OING l'assurance d'un soutien important et nécessaire au développement de la participation à l'action internationale institutionnalisée, encore que - il importe de le souligner - le fait associatif, indépendant des Etats, déborde les cadres de l'organisation internationale et le champ de la diplomatie multilatérale.

Le Comité d'honneur du Forum, placé sous le patronage collectif des autorités internationales, universelles et régiona-

les fut le signe de la considération portée au fait associatif par les organisations intergouvernementales, de même que la participation zélée de leurs représentants à nos débats.

Au reste, le message du Secrétaire général de l'ONU, M. Kurt WALDHEIM, apporté à la tribune du Forum par son adjoint et Conseiller juridique, M. Eric SUY, a confirmé son geste de l'an dernier à Genève, alors qu'il reconnut les associations comme l'expression autorisée des peuples et des personnes, selon la formule lancée par feu René MAHEU, Directeur général de l'UNESCO.

Mais cette entité associative des peuples et des personnes, de nature fondamentalement différente de l'entité des Etats, n'en recouvre pas les cloisons territoriales. La carte sociologique des réseaux associatifs n'est pas un simple calque de la carte politique des souverainetés. Le thème central du Forum obligeait à y penser. « De l'international au transnational » : une vision de destination vers une société à frontières ouvertes.

Il est significatif que l'idée de transnationalité n'a pas rencontré la moindre objection de principe dans les travaux consacrés aux problèmes de la communication. Pour la raison suffisante qu'il n'y aurait pas de participation possible des forces d'opinion aux relations internationales sans un passage à travers les frontières d'Etats, autrement dit sans une certaine ingérence du droit de critique concédée aux groupes transnationaux de pression au service de la paix, des droits de l'homme, des droits humanitaires ou de tout autre vocation de cet ordre.

Il est vrai qu'aux deux premiers chapitres du Forum sur l'identité du fait associatif et la participation, on s'est interrogé d'avantage sur le sens et l'opportunité d'une démarche qui est nouvelle pour beaucoup d'ONG troublées dans leurs habitudes sinon dans leurs attaches.

Dès l'enquête préparatoire au Forum, il apparut que de nombreuses associations n'étaient pas encore prêtes ni disposées à se qualifier de transnationales, ne serait-ce que pour se démarquer des » transnationales » de profit. Mais c'est là un aspect second de la question et les participants ont été invités à réfléchir à une toute autre portée de la transnationalité.

Plusieurs documents repris des publications de l'UAI et largement distribués au Forum contribueront à cette réflexion. (1)

Nous publierons prochainement le compte rendu du débat d'introduction du Forum, dont les travaux ont été intégralement enregistrés. Mais on trouvera déjà plus loin, dans ce numéro, la communication de M. Erik SUY, marquée de l'autorité qui s'attache à sa fonction « internationale », ainsi que l'excellent rapport final de Cyril RITCHIE, rapporteur général de la première commission, que reflète fidèlement les vues exprimées sur le fait associatif dans sa portée transnationale.

De l'international au transnational : rendez-vous à la suite de l'itinéraire du Forum.

Robert FENAUX.

(1) Voir les Actes de trois colloques de l'UAI:

- Milan 1972: *La nouvelle société ouverte*. G.P. SPEECKAERT.- « Transnational ou international ».
 - Paris 1974 : *Les problèmes du langage dans la société internationale*.
 - Genève 1976: *L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial*.
- Voir aussi :
- Roger MEHL : « La réalité de l'action transnationale du protestantisme » - *Revue de l'UAI 1974 - n° 2, pages 78-82*
 - François RIGAUD: « *Droit public et droit privé dans les relations internationales* » : Chapitre XI « L'espace transnational ».

Les traits principaux de la communication de M. SUY rejoignent le dessein du Forum et le bilan de ses conclusions :

- l'ordre mondial contemporain n'est plus l'ordre purement étatique de naguère,
- d'autres protagonistes sont animés par des buts communs d'ordre fonctionnel plutôt que national ou territorial,
- les auteurs juristes parlent maintenant de droit transnational, entendant par là le dépassement des frontières nationales, pour tout ce qui n'est pas de nature étatique,
- le transnationalisme juridique, de caractère plutôt statique, rencontre le transnationalisme des ONG, de caractère plutôt dynamique.

Reconnaissant l'importance qu'attache l'UAI et sa dernière initiative du Forum à la question de l'indépendance des ONG et à une meilleure définition des obligations pouvant résulter du statut consultatif, M. SUY rappela opportunément que le Service Juridique de l'ONU s'était prononcé dès 1952, à propos des Droits de l'Homme, pour la libre expression des vues des ONG, y compris la critique des Etats membres de l'organisation et des débats interétatiques.

S'agissant du processus de transformation de l'ordre mondial, l'heure maintenant venue de l'interdépendance, la solidarité politique et économique des Etats s'accompagne d'un phénomène de solidarité sociale des individus. Il suit de là que le droit international est en train de passer de la simple coordination des intérêts particuliers des Etats à la réglementation des intérêts généraux de la communauté des Nations. C'est le passage de la coexistence (de la société close des Etats) à la coopération (de la société ouverte des peuples).

Les ONG sont les instruments de cette solidarité sociale concourant à un ordre mondial dont la dimension nouvelle n'est plus fondée seulement sur les rapports interétatiques.

Dans l'ordre pratique, la complexité technique des problèmes oblige à recourir à l'expertise des personnes, de groupes ou d'institutions qui sont « la source irremplaçable de données objectives déterminant la politique ». Ce besoin du temps pousse à l'extension de la participation à tous les niveaux de l'action internationale.

Conclusion : « l'œuvre des ONG est en train d'ajouter une deuxième dimension populaire qui complète et renforce la dimension interétatique ». Que cette évolution ne s'opère pas sans étapes ni difficultés évidentes n'en change pas l'inéluctable destination.



Bruxelles - Palais des Congrès, siège du Forum.



Le Forum de Bruxelles 1980 et les diverses manifestations qui l'ont précédé et accompagné ont été un moment exceptionnel de la vie associative dans le contexte des relations internationales et transnationales.

La journée d'accueil du dimanche 22 juin a été propice à des réunions de coordination et à des contacts personnels.

L'ouverture du Forum, le 23 juin, a été honorée de la présence du chef de l'Etat-hôte, le Roi Baudouin, en première séance commémorative du 70ème anniversaire de la fondation de l'UAI, célébré conjointement au cent-cinquantième de la Belgique.

On trouvera ci-après les allocutions de circonstance prononcées par les autorités belges et par le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies, ainsi que la présentation et révocabation de l'événement par le Président et le Secrétaire général de l'UAI.

L'OUVERTURE DU FORUM

par le président de l'UAI, F.A. Casadio

Sire,

M. le Président de la Chambre des Représentants
 M. le Ministre des Affaires étrangères
 Mme le Ministre de la Région bruxelloise
 M. le Ministre de la Coopération au développement
 M. le Ministre d'Etat
 Mmes, Mrs.

J'ai l'honneur et la joie d'ouvrir le Forum mondial des Associations internationales/transnationales réuni en ce Palais des Congrès de Bruxelles à l'occasion du 70ème anniversaire de l'Union des Associations Internationales, dans le contexte de la célébration du cent-cinquantième de l'indépendance belge.

Au seuil de cette manifestation de commémoration, que mes premiers mots soient pour traduire nos sentiments de gratitude à l'adresse de S.M. le Roi Baudouin qui nous fait l'honneur de rehausser cette manifestation de sa présence - témoignant ainsi éminemment de la considération que le souverain de ce pays-hôte de noire Institut, l'UAI, et de tant d'associations internationales/transnationales, porte au mouvement associatif mondial.

Mes remerciements vont aussi aux autorités belges, nationales, régionales et municipales, qui nous font l'honneur et l'amitié d'assister à ce prologue aux débats du Forum et même d'y joindre leur voix.

Merci encore aux organisations intergouvernementales, universelles et régionales, si nombreuses à nous prêter leur appui et leur concours, en premier lieu dans le chef de M. Kurt Waldheim, Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies qui a eu l'obligeance de se faire représenter dans la personne du Secrétaire adjoint M. le conseiller juridique Eric Suy.

Merci enfin aux représentants des réseaux d'associations de toutes natures et de toutes parts qui ont bien voulu participer généreusement à cette rencontre anniversaire et aux travaux qui la marqueront.

Je donne maintenant la parole au premier magistrat de la Cité qui nous accueille si gracieusement. M. le Bourgmestre de la ville de Bruxelles.



Allocution de P. Van Halteren, Bourgmestre de Bruxelles

La Ville de Bruxelles se plaît à accueillir ce Forum mondial des Associations internationales/transnationales: un événement anniversaire à double titre, car en associant l'Union des Associations Internationales au cent-cinquantième de l'indépendance belge, il évoque à la fois la contribution de la Belgique à l'organisation internationale des ses origines et le rôle au passé et au présent de cet vénérable Institut de fondation belge issue du premier Congrès mondial des Associations internationales tenu à Bruxelles en 1910.

Les relations transnationales d'initiative non gouvernementale ont trouvé ici un vaste champ de création et d'action dans d'innombrables domaines des activités humaines et continuent à s'y développer aux fins de la paix, dans le respect d'autrui et des libertés personnelles et collectives dont la liberté d'association est un principe essentiel.

C'est pour notre capitale un sujet de fierté d'avoir été le lieu d'attraction des premiers sièges d'associations internationales et des premiers congrès internationaux. Et si Bruxelles compte aujourd'hui quelque 700 sièges d'organisations universelles et européennes, ce qui en fait le deuxième centre mondial d'organisations non gouvernementales, on sait qu'elle le doit à une longue tradition de liberté associative et à une attitude accueillante favorisée par une législation singulièrement libérale sur les associations internationales sans but lucratif, née des œuvres de l'UAI en 1919 et que les auteurs citent volontiers en exemple.

La circonstance du Forum et la partie de son programme relative à la promotion des réunions internationales m'autorisent à rappeler, sans fausse modestie, que Bruxelles fut le lieu des tout premiers congrès internationaux, au milieu du siècle dernier et, qu'en 1913 déjà, on dénombrera 420 réunions internationales ayant tenu leurs assises en Belgique, à Bruxelles assez généralement, ce qui représentait au delà d'un tiers du mouvement mondial de l'époque.

Dans cette perspective de coopération internationale et transnationale, l'organisation de ce Forum apparaît comme une sorte de confirmation sinon la consécration d'une vocation, avec tout ce que privilège implique bien entendu d'ouverture d'esprit et de cœur dans l'accueil, doit-on le dire.

Il faut savoir gré à l'Union des Associations Internationales de se consacrer à la défense d'une belle cause de liberté et de démocratie et la louer d'avoir fait l'effort considérable d'organiser ce Forum dont la raison d'être et le programme retentissent comme un appel à un ordre des Etats et à une société des peuples conformes aux aspirations et aux besoins du monde contemporain.

Message de M. E. Suy, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations-Unies

(extraits)

Le Secrétaire général des Nations-Unies M. Kurt WALDHEIM m'a prié de transmettre aux organisateurs et aux participants du Forum ses vœux les plus sincères de succès.

Le Secrétaire général estime que plus de trente années de participation des organisations non gouvernementales à la vie de l'ONU justifient entièrement que l'on se penche sur les résultats et que l'on justifie le rôle des ONG dans le processus de transformation constante de la vie internationale.

La Charte de l'Organisation des Nations-Unies, rédigée au nom des peuples, accentue les aspects sociaux, économiques et humanitaires des relations internationales et accorde en conséquence aux ONG un rôle important en tant que consultant.



Conscient de l'incidence toujours croissante des facteurs économiques, sociaux et humanitaires sur la vie des peuples et des nations, le Secrétaire général estime que la consultation des organisations non gouvernementales dans tous les domaines où elles ont une compétence et une expérience uniques, est un moyen idéal pour préparer et mettre en œuvre des décisions affectant l'avenir de l'humanité entière.

Allocution de Ch. F. Nothomb, Ministre des Affaires étrangères

Le développement prodigieux des « médias » dans le monde, sensibilise chaque jour davantage chaque individu, et cela dans tous les continents, aux événements de la vie internationale et aux problèmes avec lesquels les populations du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest de notre globe se trouvent confrontées. Cette sensibilisation, phénomène fort de la deuxième moitié du XXème siècle, a modifié le concept même des relations internationales.

Cela démontre aussi combien le Forum mondial qui nous réunit aujourd'hui vient à son heure car si l'individu est de plus en plus touché par la vie internationale, il entend également jouer un rôle plus actif dans celle-ci. Vos associations qui ont une responsabilité dans cette prise de conscience doivent poursuivre leur œuvre et je me félicite tout particulièrement que l'Union des Associations

Internationales ait choisi de célébrer son 70^{ème} anniversaire dans la ville où s'est tenu son premier Congrès mondial.

Le Gouvernement belge est heureux de vous accueillir dans cette ville qui a toujours eu vocation de s'ouvrir aux efforts faits pour assurer une meilleure compréhension entre les gens et qui a vu se créer, notamment à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, de si nombreuses associations internationales. Je me félicite d'autant plus que Bruxelles soit le lieu de vos travaux que la Belgique célèbre cette année le cent-cinquantième anniversaire de son indépendance.

Notre société est bien sûr remise en question et il devient banal de le dire. Partout on parle de nouvel ordre mondial et ceux qui suivent les travaux des Nations-Unies sont chaque jour confrontés à cette recherche d'un nouvel équilibre entre les Nations et entre leurs aspirations, leurs droits et leurs devoirs à l'égard de la société internationale. Une chose est certaine dans ce vaste débat, c'est que cette recherche n'est plus le seul fait des Etats, mais que chaque population, je dirais presque chaque individu a sa contribution à apporter.



Vos associations, grâce à la liberté qui préside à leur composition, à la multiplicité de leurs sujets de préoccupations, constituent un moyen des plus efficaces pour que soit répandue une meilleure diffusion de l'information et des idées et cela tant auprès des populations que des gouvernements. D'autres que moi parleront au cours de vos travaux, avec plus de science et d'à propos, du fait associatif et de sa portée transnationale. J'espère pour ma part, que vous pourrez dégager des conclusions sur le problème délicat de la participation active des organisations non gouvernementales à l'action internationale en tenant compte de la notion de responsabilité qui incombe aux uns et aux autres. Car il faut éviter l'anarchie principalement au niveau du pouvoir de décision. Ce dont je suis certain, c'est que vous aurez le souci de contribuer à l'œuvre toujours remise en question d'établir dans le monde une paix meilleure et plus juste.

Votre existence et votre action s'inscrivent directement dans le cadre d'une liberté à laquelle nous tenons beaucoup et qui est certainement un fondement des Droits de l'homme : la liberté d'association.

Au moment où nous sommes témoins de nombreuses violations des Droits de l'Homme, il est bon que sur un plan aussi vaste que le vôtre, cette liberté ne soit pas seulement une disposition d'actes diplomatiques mais une réalité concrète.

Il ne me reste plus qu'à formuler les vœux les meilleurs pour le succès du Forum dont les activités contribueront certainement à une meilleure compréhension des différentes composantes de notre monde d'aujourd'hui.



Allocution de M. Eyskens, Ministre de la Coopération au développement

La présence de Votre Majesté à cette séance inaugurale constitue un honneur exceptionnel pour ce Forum, ses organisateurs, les hôtes belges et le gouvernement. Par cette présence le Souverain témoigne du grand intérêt que Lui-même mais aussi notre pays attachent aux activités des organisations non-gouvernementales qui sont autant de leviers de la solidarité internationale.

Le monde dans lequel nous vivons n'est pas le monde dans lequel nous souhaiterions vivre. Dans les pays industrialisés prospères le progrès matériel, dont la vulnérabilité apparaît chaque jour, n'a pas comblé l'homme dans sa quête de valeurs plus fondamentales. Ce sont ces valeurs qui doivent rendre l'homme plus humain. Elles s'intitulent : justice, amour du prochain, tolérance, esprit de sacrifice, sens de la liberté et esprit communautaire. S'il y a tout de même une leçon que nous devrions tirer de la crise économique actuelle que de nombreux pays et plus spécialement les pays riches, doivent affronter, je voudrais la formuler ainsi : l'abondance de biens n'assure pas l'épanouissement total de notre être.

La complexité de la vie moderne, l'évolution technologique, la naissance de la bureaucratie et des technocraties forment une menace permanente pour le contact humain, l'union et la coopération des hommes qui s'efforcent d'atteindre un objectif commun.

Nous parlons à tort et à travers de notre prochain mais, enfermés dans notre propre milieu, épuisés par notre travail et aspirant continuellement à une nouvelle promotion, nous perdons notre prochain de vue. En fait notre prochain est souvent notre lointain. Et cet éloignement est encore ressenti de façon plus pénible dans les grandes villes modernes où le contact avec les voisins et les proches se limite à une lecture rapide du tableau des noms dans les halls d'entrée des grands immeubles à appartements ou dans les ascenseurs qui nous mènent à nos habitations.

La technique moderne a réussi à faire marcher des hommes sur la lune et à envoyer des engins spatiaux loin dans le système solaire mais elle a bien moins réussi à maintenir et à améliorer le contact quotidien, la communication interhumaine. D'où une fragmentation de la vie communautaire et des individus qui se sentent isolés dans la foule.

L'homme se sent plus abandonné à son sort dans la salle des guichets d'une grande gare où passent des milliers de gens que dans une randonnée en haute montagne.

Dans sa ville l'homme ne trouve souvent pas sa demeure et trop souvent une vallée de larmes. (1)

(1) Partie de l'allocution traduite du néerlandais.

Le fait associatif, basé sur le principe de la participation, la communication entre les hommes, au-delà des différentes frontières, qui nous séparent, est précisément l'antidote, le vaccin contre le mal de la société, que je viens de décrire. Mais la fonction et la responsabilité des nombreuses associations et des organisations non-gouvernementales transcendent largement la nécessité pour l'homme moderne de s'engager solidairement s'il veut survivre en tant que personne. L'objectif de cet engagement solidaire est précisément d'œuvrer à l'humanisation du monde dans tous ses aspects. Et là, force est de le constater, la tâche est immense et tellement polyvalente et omniprésente qu'elle en devient quelque peu abstraite. En effet, l'immense majorité des habitants de notre planète vit dans des conditions indignes de leur vocation d'homme.

Il suffit de rappeler que le problème le plus angoissant des années à venir n'est pas en premier lieu la crise énergétique, mais bien plus la faim dans le monde, la malnutrition, qui frappent des centaines de millions de personnes. Le drame de la sous-alimentation et de la famine n'est que l'aspect le plus dramatique d'un phénomène beaucoup plus complexe : celui du manque de développement, du non-développement économique et social dont souffre la majorité des pays aujourd'hui. On pourrait dire que notre terre est scindée en deux mondes : un monde prospère et un monde de misère. Quelques soixante-dix pays ont actuellement un revenu par tête d'habitant de moins de 1.000 \$ par an, soit moins de 30.000 de nos francs belges, et trente-sept pays, moins bien lotis encore, ont un revenu par tête d'habitant de moins de 300 \$ par an, soit moins de 9.000 francs belges. Ce sont tous des pays où l'espérance de vie oscille entre 30 et 50 ans. Dans les pays industriels, par contre, un revenu par tête est en moyenne de 7.000 \$ par an et peut atteindre dans certains pays 10.000 à 15.000 \$. Dans les pays riches, la mort diffère de se présenter jusqu'à ce qu'on ait atteint une moyenne de durée de vie de 74 ans. C'est dire que l'abîme, qui sépare beaucoup de pays du bien-être minimum, paraît infranchissable.

Et pourtant, nous ne pouvons pas désespérer ni abdiquer, face à l'avalanche de problèmes qui nous assaillent. Le dilemme, avec lequel nous sommes confrontés, s'appelle : confrontation ou coopération. La construction, pas à pas, mais avec une volonté inébranlable d'un nouvel ordre économique, est bien entendu affaire de gouvernements et de négociations bilatérales et multilatérales. Mais c'est aussi et peut-être encore davantage une question de vocation et de dévouement d'hommes qui veulent aller coopérer sur le terrain avec notre prochain du Tiers-Monde. Les organisations non-gouvernementales exercent un rôle absolument irremplaçable et j'ai moi-même pu m'en rendre compte à plusieurs reprises. La Belgique d'ailleurs se félicite de compter un nombre impressionnant d'organisations non-gouvernementales, qui font également appel à de nombreux volontaires qui n'hésitent pas à payer de leur personne dans des circonstances difficiles et pendant de longues années. L'organisation non-gouvernementale est généralement une structure souple pouvant mieux s'adapter au terrain concret de la coopération, que les instances gouvernementales et administratives. L'O.N.G. est aussi parfaitement adaptée aux nouvelles priorités qui sont de plus en plus mises en évidence, c'est-à-dire le développement rural, des projets agricoles et des projets qui permettent de satisfaire les besoins de base de la population. Un autre avantage, que représente l'O.N.G., est qu'elle peut être le véhicule d'un transfert de technologies adaptée, s'inscrivant dans le cadre de programmes et de projets de dimension moyenne ou réduite, parfaitement en harmonie avec les communautés de base, les villages, les familles. Il ressort d'ailleurs de plusieurs études que le rendement social de ce que font les O.N.G. est souvent supérieur à l'efficacité sociale de projets plus officiels qui sont négociés d'Etat à Etat.

Un dernier aspect que je veux souligner est que l'O.N.G. permet de maintenir des relations de coopération avec les populations des pays du Tiers-Monde, alors que parfois les gouvernements sont obligés de revoir, de réduire ou d'annuler leur coopération suite à des considérations politiques ou à des situations de fait ou des

attitudes de la part de gouvernements ou d'instances officielles, incompatibles avec le respect des droits de l'homme. L'O.N.G. peut pratiquer une politique de coopération qui est en même temps une politique dépolitisée, entièrement axée sur les intérêts des populations.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement belge a décidé de doubler le crédit budgétaire mis à la disposition des O.N.G. de l'espace de deux ans, puisqu'aussi bien ce crédit a été porté de 400 millions en 1978 à 800 millions en 1980. Il est peut-être utile de souligner que l'Etat belge intervient, sous forme de cofinancement, dans les projets des O.N.G. Ce cofinancement peut atteindre 75 % de la dépense totale.

Je voudrais également rendre hommage aux tâches difficiles accomplies par les O.N.G. dans le cadre de l'accueil des réfugiés, en l'occurrence les réfugiés du Sud-Est asiatique. Sans leur aide et leur sens de l'organisation, les autorités publiques n'auraient pas pu envisager la réalisation du programme, que le gouvernement avait arrêté.

Collaborer à l'épanouissement et à la croissance humaine des populations du Tiers-Monde, c'est un programme immense en même temps qu'un défi formidable. C'est aussi et surtout une tâche exaltante qui vaut qu'on lui donne sa foi et même parfois sa

On connaît ce propos de Confucius : « Lorsque la nuit tombe - et Dieu sait comme les ténèbres sont en train d'envahir notre société - alors ne maudis pas l'obscurité. Allume plutôt une chandelle, même si sa flamme est vacillante et sa lumière est pâle ». Prenons le parti d'entretenir la veilleuse de l'espoir et de la confiance, non pas que nous nous berçons d'illusions, mais parce que nous savons d'expérience éprouvée que l'homme détermine son destin autant qu'il le conditionne et parce que nous croyons résolument que les hommes et les choses sont perfectibles. •

Evocation des circonstances du Forum par le Secrétaire Général de l'UAI R. Fenaux

C'est un concours de circonstances de lieu et de temps assez rare qui a suggéré et permis à notre vénérable Institut, fidèle à son enseignement et à sa fonction, d'organiser ce Forum mondial des Associations Internationales/Transnationales ici, à Bruxelles, en 1980. Le lieu est celui d'un petit pays de libre tradition, qui a tôt fait, et beaucoup fait, pour accorder les relations entre les hommes et susciter une organisation des nations, si largement d'initiative privée à son origine.

L'Union des Associations Internationales est heureuse de confondre son anniversaire avec celui de l'indépendance de la Belgique, son hôte bienveillant de toujours.

Nous pouvons ainsi, Sire, sous votre haut patronage royal, contempler un siècle et demi d'orientation et de coopération internationales : un siècle et demi jalonné de congrès d'associations - le fait nouveau de notre histoire contemporaine - marqué aussi par la création des premiers organismes internationaux. Un siècle et demi d'efforts individuels et associatifs ardents, au service d'un idéal de paix que nos aînés attendaient du droit, de la science, de la documentation, leurs credos.

Ce fut alors, un beau jour de 1910, que se réunit à Bruxelles le premier Congrès mondial des associations internationales dont allait naître notre Union. l'UAI.

Un bel ouvrage d'histoire, évocateur de l'événement et de ses racines, vient de sortir de presse, signé par mon honorable prédécesseur Georges-Patrick SPEECKAERT. Un livre rayonnant de la vie de son auteur, vouée à la cause des associations internationales. Un document à point venu, à ce Forum commémoratif, pour éclairer le présent trop souvent ignorant du passé, pour instruire nos contemporains des œuvres des précurseurs, nos pères fondateurs, et de leurs équipes de tant de foi, de talent, de dévouement désintéressé qui, très en avance sur leur époque, cherchaient déjà, par delà les frontières et les différences, les voies et moyens d'un ordre mondial de bon aloi.

Trois grands noms se détachent à ce tableau d'honneur, sans en estomper d'autres: Auguste BEERNAERT, président de l'Union interparlementaire, notre premier président, prix Nobel de la Paix 1909, Henri LAFONTAINE, Prix Nobel de la Paix 1913, en partage moral avec Paul OTLET, son frère spirituel, tous deux nos premiers Secrétaires Généraux.

Avec le Prix Nobel de la Paix attribué à l'Institut de droit international de Gand en 1903, cela fait, au seuil du siècle, en ces quelques années d'incubation de l'organisation internationale, une belle triade belge d'hommages et de consécration.

Un seul trait suffirait à situer ces esprits créateurs : dès avant la première guerre mondiale, LA FONTAINE et OTLET ont élaboré deux projets ayant valeur d'anticipation, l'un d'organisation de la coopération internationale intellectuelle, présenté à la Conférence de la Paix en 1919, à vrai dire l'ébauche de l'UNESCO, l'autre d'une université internationale, que nous avons eu la fierté de présenter à Tokyo au Recteur de la nouvelle Université des Nations-Unies, qui en était ému d'admiration.

LA FONTAINE et OTLET, ces pères de la documentation moderne d'esprit transnational, auraient assurément goûté la collaboration établie de ces jours-ci entre notre Institut et les organisateurs du « deuxième Symposium mondial sur la documentation internationale » : l'UNITAR - l'Institut des Nations-Unies pour la Recherche et la Formation - et l'Association des Bibliothèques internationales, qui viennent de préfacier brillamment notre Forum, sous la pré-

sidence de M. le Grand Maréchal Liebaers dont le nom fait autorité dans le monde associatif de la documentation. Ils y auraient vu comme le symbole de l'unité et de la continuité de leur grande œuvre.

L'élan de ces fondateurs a provoqué la loi belge de 1919 sur les associations internationales sans but lucratif et ses amendements ultérieurs, seul exemple de reconnaissance juridique de ces associations assortie de dispositions favorables - un de sujets de notre programme important à la considération mondiale du fait associatif dans sa portée transnationale.

Cette législation belge libérale et hospitalière n'a pas peu contribué à faire de Bruxelles le deuxième centre mondial des associations internationales. - on dit aujourd'hui des OING. Leur nombre plusieurs centaines, a suscité une Fédération des Associations Internationales établies en Belgique, actuellement placée sous la présidence éminente de M. le Ministre d'Etat Pierre HARMEL dont l'appui nous a été combien précieux.

Voilà pour le site de ce Forum une belle concordance de lieu et de temps.

Mais le temps, ce n'est pas seulement celui du souvenir, si noble fût-il, ni la leçon d'autrefois. C'est encore - surtout pour notre génération positive, pragmatique - le temps actuel, que nous vivons tous, les humains de civilisations et de cultures différentes et solidaires, avec nos craintes, nos angoisses, nos détresses, nos révoltes. Mais aussi avec nos espérances, malgré le cruel démenti des faits quotidiens, avec le sentiment nouveau de l'interdépendance des êtres et des choses et la prise de conscience d'un impératif de solidarité, bon gré, mal gré.

C'est ici que la Cité rencontre le Prince. Le Prince moderne avec son pouvoir souverain plus ou moins sévère ou tolérant. La Cité avec ses forces sociales et d'opinions, qui composent un véritable univers transnational de réseaux associatifs, dans un immense déploiement d'activités humaines aux mille actes divers. Une société transnationale ouverte des peuples avec des groupes de



Sa Majesté le Roi Baudouin accueilli par les Président, vice présidents et secrétaire général de l'UAI.

(Photo Call Agency)

personnes qu'on appelle volontiers de pression quand ils dérangent et de services quand ils arrangent, à la différence d'une société internationale close dans ses barrières d'Etats. Une société d'associations qui ont leur identité propre, leur statut d'indépendance, un code de droits et devoirs, des ressources et des exigences de participation à l'action internationale et à l'ordre mondial, des besoins de communication sans bornes.

Mais cette identité, cette participation, cette communication ne vont pas de soi. Elles posent des problèmes. Des problèmes de principe et de méthode qui nous regardent. Des problèmes d'intérêt commun aux associations concernées, mais aussi d'intérêt général à la société.

D'où la raison d'être de ce Forum et de son programme, introduit par un débat fondamental sur le thème « De l'international au transnational », un itinéraire auquel ont été conviés des personnalités de provenances et d'appartenances diverses, relevant à la fois de l'Université, de la haute fonction internationale et du monde associatif, sous la présidence autorisée du professeur Pierre LALIVE, de l'Université de Genève.

Suivront trois jours de débats de commissions dont les travaux ont été préparés de longue main. Des travaux inspirés par une conception équilibrée des rapports associatifs entre les humains, tous les humains.

C'est la somme des conclusions du débat d'introduction et des débats ponctuels de commissions qui en sera le résultat final. Il reviendra alors à notre président, le professeur Franco-Alberto CASADIO, de faire l'exercice difficile sinon pénible de la synthèse globale des rapports de ce Forum, avec la maîtrise qu'on lui connaît.

Car ce Forum n'est pas un congrès, faut-il le dire. Il se conformera à l'habitude actuelle du consensus, sans procédure de vote. On ne se comptera pas. On se comparera, on se mesurera. Les Actes de l'événement, déjà prévus, en relèveront tous les éléments et notamment la riche documentation résultant de notre enquête auprès des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

La consultation objective de tous les réseaux associatifs indistinctement, nous autorise à être ici l'expression du sentiment des associations dans leurs composantes, à défaut d'en être l'impossible représentation.

Nous ne saurions assez remercier nos collègues d'avoir généreusement concouru à cette consultation. Nos remerciements vont aussi au concours empressé des organisations internationales, universelles et régionales, générales et spécialisées, dont les nombreux représentants ici présents nous apportent le témoignage de leur intérêt pour les organisations non gouvernementales et de leur sympathie pour nos efforts.

S'agissant des organisations régionales, nous n'avons pas cru déroger à notre fonction universelle en les intégrant à ce Forum mondial, en raison du bon exemple de leurs expériences de participation, qu'elles ont pu naturellement pousser plus loin, plus avant, du fait même de leur cohésion régionale.

Je me bornerai à cette présentation sommaire de notre dessein. Que mon dernier mot soit que l'événement paisible du Forum ne craindrait pas, le cas échéant, d'apparaître comme un défi à ceux qui négligeraient d'accorder aux forces associatives mondiales le respect et la place qu'elles méritent dans la société et qu'elles revendiquent résolument, au nom de la démocratie.

Signification au Forum

Permettez-moi d'exprimer la gratitude de notre association pour les mots qui ont été prononcés en cette séance solennelle d'ouverture par M. le Bourgmestre de la Ville de Bruxelles, par le Secrétaire général des Nations-Unies par l'entremise de M. le

La preuve de la confiance réside dans les soixante-dix années que l'UAI a consacrées à cette recherche. Le Congrès mondial de 1910, qui portait sur les associations internationales, sa proposition de refléter la société mondiale avec le même *sentiment de fidélité*

par F.A. Casadio

Secrétaire général adjoint, par le Ministre des Affaires Etrangères, par le Ministre de la Coopération au Développement.

Les témoignages de sympathie qu'ils ont eu l'amabilité de nous présenter et d'où découle l'exhortation pour une recherche attentive, une réflexion profonde, nous ont profondément touchés.

M. le Secrétaire général de l'UAI et moi-même leur adressons nos remerciements.

Trois sentiments nous inspirent dans ces quelques jours que nous allons consacrer à une recherche en commun sur un des aspects les plus intéressants, les plus passionnants, de la vie internationale : sa structure.

Premièrement, c'est un sentiment de réalisme que nous aimerions voir influencer nos délibérations.

L'Union des Associations Internationales s'est donnée comme tâche, depuis des décennies, de refléter l'idée internationale, de la connaître dans les détails, dans ses tendances et dans son évolution.

Deuxième sentiment, c'est un sentiment de confiance. L'analyse précise que l'Union des Associations Internationales a faite de ses dossiers, ses recherches fouillées, l'ont amenée à se rendre parfaitement compte de la complexité de la société mondiale. Elle s'est aperçue clairement des régions du monde dans lesquelles la coopération internationale est devenue presque impossible - ou excessivement difficile - à des prix de revient, si je peux ainsi m'exprimer, très élevés, payés en souffrances, en conflits, en tensions, en violences, en injustices.

qui inspire notre action de ce jour.

Donc, réalisme, fidélité à notre tâche, confiance dans le fait que la société mondiale a toujours prouvé être en mesure — en retard peut-être avec des coûts sociaux très élevés - de réagir, de distiller de nouvelles institutions, d'élaborer de nouvelles règles de la coexistence et de la collaboration mondiales.

Notre tâche consiste dans le propos de mesurer la distance qui sépare l'adaptation de la société mondiale aux réalités existantes, prenant ainsi la mesure de la responsabilité que nous estimons devoir inspirer à nos travaux.

Nous avons évidemment fait un choix. Nous avons décidé de ne pas nous occuper de la totalité de la société mondiale, ce qui aurait été un excès de confiance en nous-mêmes. Nous avons, pour des raisons pratiques autant que pour des raisons scientifiques, concentré notre attention sur une sorte de nouveau continent du monde: le continent des relations internationales et transnationales. Ce nouveau continent, affranchi des liens territoriaux, a remplacé le territoire par la dimension du réseau des relations inter-individuelles.

Un travail important, responsable, difficile, nous attend.

Je désire porter témoignage de la volonté de l'UAI d'y faire face grâce à votre collaboration, à vos suggestions, à vos délibérations.

C'est avec ce sentiment que je déclare close la séance d'ouverture du Forum mondial des Associations internationales/transnationales qui a eu lieu en présence de S.M. le Roi.

DE L'INTERNATIONAL AU TRANSNATIONAL

par Erik Suy*

Dire que l'ordre mondial contemporain n'est plus l'ordre purement interétatique de naguère c'est faire une simple constatation de fait qui ne prête pas à la contestation. Des protagonistes autres que les Etats jouent des rôles d'une importance croissante dans les rapports divers qui se déroulent à travers les frontières nationales. Ces protagonistes sont le plus souvent des groupements de particuliers animés par des buts communs et liés par des liens d'ordre fonctionnel plutôt que national ou territorial. Lesdits groupements revêtent des formes juridiques diverses et peuvent poursuivre les objectifs les plus variés. Grâce à l'action de ces groupements, qui s'étend à tous les domaines et qui se manifeste indépendamment de l'action des gouvernements, un réseau de rapports directs entre les sociétés humaines existe aujourd'hui côte à côte avec les rapports entre les Etats qui dirigent ces sociétés. C'est dans ce sens que l'on peut dire que le monde est en train de passer de l'international au transnational.

En tant que juriste et surtout en tant qu'internationaliste, le thème de « l'international au transnational » évoque nécessairement dans mon esprit le fait que depuis presque trois décennies plusieurs auteurs emploient le terme « droit transnational » pour désigner une discipline que l'on veut plus ou moins nouvelle.

Pour certains, en particulier Philip Jessup, la discipline désignée par ce terme englobe la totalité du droit international privé et certains aspects du droit international public. Pour d'autres le droit transnational est synonyme du droit international privé, avec les avantages de clarté et de précision additionnelles qui s'attachent au nouveau terme. En effet, pour Raymond Aron le droit international privé est le droit propre de la société transnationale universelle. Dans cette dernière acception du droit transnational on trouve un parallélisme évident avec rempli du qualificatif « transnational » pour décrire l'action des ONG. Dans les deux cas on rencontre des éléments communs : dépassement des frontières nationales et manque de caractère étatique ou gouvernemental. Ainsi se rejoignent le transnationalisme juridique et le transnationalisme des ONG.

Si sur le plan descriptif le transnationalisme dans les deux domaines présente des caractères communs, sur le plan du fond le transnationalisme des ONG se veut plus positif et plus dynamique. Le droit transnational régleme des situa-

tions statiques. Il n'a aucune prétention à élargir son propre domaine ou à se lancer dans la voie d'une évolution progressive, sauf dans le sens d'améliorations techniques graduelles et limitées. Par contre, les ONG aspirent de plus en plus à aborder des activités nouvelles; à militer pour un nombre croissant de causes et en général à jouer sur la scène internationale un rôle plus actif et plus déterminant. Pour pouvoir le faire, les ONG ont besoin de leur pleine liberté d'action. On comprend ainsi aisément l'importance qu'attachent l'U.A.I. et son présent forum mondial à la question de l'indépendance des ONG et à une meilleure définition des obligations pouvant résulter du statut consultatif.

Dès 1952 le Service juridique du Secrétariat des Nations-Unies a eu l'occasion de se pencher sur un aspect important de ce problème général. Au cours des travaux de la deuxième Sous-Commission de la Commission des droits de l'homme, la question s'était posée de savoir dans quelle mesure les représentants des ONG dotés du statut consultatif pouvaient formuler devant la Sous-Commission des critiques à l'égard des gouvernements des Etats membres. S'appuyant sur l'opinion du Service juridique, le Directeur de la Division des droits de l'homme, représentant le Secrétariat, a fait observer la séance du 30 septembre 1952 que les consultations avec les ONG « sont destinées à fournir (aux organes compétents des Nations-Unies) des renseignements ou des conseils et à permettre aux organisations qui représentent une partie appréciable de l'opinion publique d'exposer leurs vues ». Et il en a conclu que « les dispositions régissant les consultations n'imposent aucune restriction quant au contenu des déclarations prononcées par les représentants d'organisations non gouvernementales. En particulier, aucune règle ni aucun précédent n'interdit à ces représentants de critiquer les gouvernements des Etats membres ni de contester les déclarations des membres (des organes des Nations-Unies) ». Pour sa part, le Président de la Sous-Commission a déclaré qu'« aucune restriction n'a jamais été imposée au droit des représentants des organisations non gouvernementales d'exprimer leurs vues. En décidant qu'une partie de la déclaration prononcée par le représentant d'une organisation non gouvernementale ne doit pas figurer dans le compte tenu analytique de la séance (ainsi demandé par un membre de la Sous-Commission), le Président créerait un dangereux précédent ». Le Président a précisé qu'il a pris sa décision à la lumière

des explications données par le Secrétaire, c'est-à-dire par le Service juridique.

Et il a conclu le débat en réitérant formellement qu'« aucun organe des Nations-Unies n'a jamais décidé de limiter l'étendue des interventions des représentants d'organisations non gouvernementales ». (Document E/CN.4/Sub.2/SR.95, pages 3 à 6). Il est à espérer que les ONG, utilisant judicieusement cette grande mesure d'indépendance et de liberté de parole et d'action qui leur est reconnue, se verront facilitée la transition voulue de l'international au transnational et pourront augmenter leur apport, déjà appréciable, à l'ordre mondial en évolution.

La superstructure juridique de cet ordre mondial, dans le long et lent processus de transformation auquel nous assistons actuellement, exhibe une tendance à acquiescer elle aussi, sa propre forme de transnationalisme. Les indications sont nombreuses. Sur la scène internationale l'on constate le passage d'une juxtaposition d'Etats individuels à l'émergence d'une société étatique en gestation. Le phénomène social se distingue par l'interdépendance des individus qui composent la collectivité. De cette interdépendance est née la solidarité sociale sur laquelle l'édifice de toute société est bâti. Le degré de cohésion du corps social dépend de la mesure de solidarité existante entre les individus qui la composent. Jusqu'à une période récente pareille solidarité faisait défaut, ou existait à peine, entre les Etats formant la communauté des nations.

Depuis le fin de la deuxième guerre mondiale, les circonstances changeantes et les exigences de la vie en commun ont imposé une interdépendance accrue entre tous les Etats du monde dans tous les domaines: politique, économique et social. Cette interdépendance et la solidarité qui en résulte se manifestent contre un fond de développements technologiques, de typologies changeantes de production, d'échanges et de consommation, donnant lieu à des aspirations montantes des peuples à une vie meilleure et à des parts plus équitables du bien commun qu'offre une planète considérée de plus en plus comme une patrie commune du genre humain. Tout ceci a contribué à transformer le monde d'un groupement d'Etats épars à une communauté cimentée par une solidarité sociale naissante

*Secrétaire General Adjoint et Conseiller Juridique de l'Organisation des Nations-Unies

destinée à se renforcer constamment à l'avenir.

En conséquence des développements, le droit international est en train de passer de la simple coordination des intérêts étatiques particuliers à la réglementation des intérêts généraux de la communauté des nations. L'objet du droit international traditionnel était d'assurer la coexistence des Etats et la sauvegarde de leurs intérêts particuliers respectifs. Dans l'ère nouvelle des rapports internationaux, le droit international se propose, au-delà d'assurer la simple coexistence, de réglementer et de promouvoir la coopération entre les Etats dans l'intérêt du nouvel ordre social international. Suffit-il de rappeler les travaux concernant le nouvel ordre économique international et le droit de la mer, pour ne citer que deux exemples des plus frappants, pour se convaincre que des normes nouvelles qui s'inspirent de l'intérêt général de la communauté considérée prioritaire aux intérêts particuliers des Etats, sont en train de se formuler et de devenir partie d'un droit international rénové.

Comme dans tout ordre social, même embryonnaire, un pouvoir législatif, une source centrale de normes régulatrices de la conduite des membres de la société, est en passe d'émerger sur la scène internationale. On pense à ce propos aux conventions multilatérales traitant des matières de droit international adoptées par l'Assemblée générale des Nations-Unies. De ces conventions on pourrait dire qu'elles reflètent ce que les Etats reconnaissent comme règles coutumières du droit international contemporain, abstraction faite de leur ratification par les Etats individuellement.

La solidarité sociale que j'ai évoquée en la qualifiant de ciment de l'ordre social mondial naissant ne tie pas, est-il besoin de le dire, seulement les Etats mais aussi et surtout les peuples du monde. Sur le plan populaire les ONG sont l'instrument de cette solidarité sociale à l'échelle mondiale. Par leur action les ONG participent à l'aménagement de l'ordre mondial nouveau qui n'est plus un ordre unidimensionnel fondé sur les seuls rapports inter-étatiques.

Dans le domaine pratique, le rôle des ONG dans l'élaboration d'une nouvelle société internationale en voie de gestation paraît d'ores et déjà impressionnant. Bien que les gouvernements restent toujours la source formelle de l'aménagement final de l'ordre juridique international, leur source d'inspiration se trouve de plus en plus à l'extérieur du fonctionariat et du parlement. La complexité technique des problèmes d'interdépendance de notre monde actuel nécessite de plus en plus des recours à l'expertise de personnes, de groupements ou d'institutions afin de

fournir aux gouvernements les données indispensables pour la formation des décisions. Les acteurs non-gouvernementaux représentent dès lors une source irremplaçable de données objectives déterminant la politique. Ceci est également vrai pour la formation des décisions au sein des organisations inter-gouvernementales. Que l'on songe ici au rôle joué par les ONG dans le domaine des activités d'organisations spécialisées telles l'OAACI, l'IMCO, la FAO, l'OMS, l'UNESCO et l'OIT.

L'Assemblée générale des Nations-Unies s'adresse de plus en plus fréquemment aux ONG pertinentes pour en obtenir des observations sur des sujets à propos desquels elle se propose de préparer une réglementation.

La participation des ONG aux travaux de l'Assemblée générale se fait sur une base *ad hoc* et reste plutôt sporadique bien qu'une certaine tendance se développe à permettre l'accès des ONG au forum de l'Assemblée générale dans des Comités pléniers, des Commissions et des Conférences convoquées par l'Assemblée. Lors de la dixième session spéciale de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement, deux séances du Comité plénier ont été réservées pour permettre à des ONG de faire entendre leurs points de vue. Cette coopération continue au sein de la Commission du désarmement.

La Commission politique spéciale entend régulièrement des représentants d'ONG.

En 1975, lorsque l'Assemblée générale décida de convoquer la Conférence Habitat, elle demanda au Secrétaire général d'inviter les ONG concernées ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC.

Elle autorisa en même temps d'inviter d'autres ONG directement concernées à caractère vraiment international. Pour la Conférence mondiale de la Décennie des Nations-Unies pour la femme, l'Assemblée a prié le Secrétaire général « d'inviter les organisations non-gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC à se faire représenter par des observateurs qui auraient le droit de présenter des exposés écrits. D'autres ONG dont la liste sera approuvée par le Comité préparatoire pourront faire des déclarations devant la Conférence ».

L'œuvre des ONG est en train d'ajouter une deuxième dimension populaire qui complète en renforce la dimension inter-étatique et, à l'occasion, en rectifie le cours et remédie à ses insuffisances et ses excès. Nous assistons ainsi à la naissance d'un ordre mondial à la fois plus complexe et plus efficace rendant possible la création d'un monde meilleur. Je ne veux pas, pourtant, pêcher dans le sens d'un optimisme exagéré que seule la naïveté peut nourrir. Ne nous leurrions pas.

Nous savons que le chemin est long et difficile. Il faut beaucoup d'efforts, de persévérance et de patience pour atteindre le but visé. Il n'y a pas de dénouement rapide à tous les problèmes du monde contemporain, pas de raccourci à la juste Cité.»



La séance Inaugurale du Forum.

(Photo Call Agency)

LES CONCLUSIONS DU FORUM

On trouvera ici les deux rapports généraux de la Commission I (Identité) et de la Commission II (Participation) présentés à l'Assemblée plénière du Forum le 27 juin, l'un par Cyril RITCHIE à propos du fait associatif considéré dans sa portée transnationale, l'autre par Vladimir HERCIK à propos de la participation des associations à l'action internationale.

Les autres rapports généraux et les conclusions du président du Forum seront publiés dans un prochain numéro de la Revue.

THE ASSOCIATION PHENOMENON : ITS NATURE AND TRANSNATIONAL SIGNIFICANCE

Commission I : General Report by Cyril Ritchie

1 : The Commission met for three sessions under the chairmanship of Auguste Vanistendael. The General Rapporteur was Cyril Ritchie. Approximately 30 persons attended all three sessions and participated actively in the discussions.

2 : Several of the Forum papers were introduced by their authors and formed the basis of discussion. These were the documents prepared by Mr Marcus Heilmans, Mr Ramon Sugranyes, Mile Maryvonne Stephan, Mr Vladimir Hercik and Mr Jean-Maurice Chevalier, and they are all still available for further reading and consultation. This present report will accordingly highlight just a few of the topics which received the most attention in the Commission.

3 : Many persons spoke of the legitimacy of non-governmental (or extra-governmental) organizations, recognizing that a formal legal status is only one of the ways of affirming legitimacy. There was an acceptance that while awaiting - perhaps for a long time - the creation of an internationally valid legal status, a regionally valid status (for example via the Council of Europe) could be helpful and would bring to light all the possible advantages and disadvantages. The UAI was encouraged to pursue this matter.

4 : However on the broader question of NGO legitimacy, many participants felt that simply to exist conferred legitimacy, that it was not in doubt and did not need to be defended. Legitimacy, moreover, was not something that depended on recognition by an intergovernmental organization, particularly as the principal current form of recognition - consultative status - was often or increasingly granted with little regard for the basic rules governing such status- It would appear that responsible extra-governmental organizations would infinitely prefer to operate under the rule of law than under the whim of political resolutions. One might add that it would also be infinitely preferable if governments would also follow that precept.

5 : Related to this topic were a number of comments on the need for extragovernmental organizations to preserve a large measure of autonomy and for governments to foster and encourage this, notably by respecting and applying existing conventions and agreements - for example in regard to freedom of travel, of meeting, of expression, it was generally agreed

that the open and publicly-known granting of government funds (which after all are taxpayers' funds) to extragovernmental bodies was not incompatible with autonomy and indeed might judiciously enhance it. It should not be forgotten that if governments want to restrict autonomy they have many means at their disposal, including the granting of hidden subsidies, and that in the political field there will always be opportunities for such a client relationship to exist. It is however unacceptable to the responsible majority.

6 : A last practical point under this heading was that extragovernmental organizations should have no hesitation in emulating governments, corporations and private individuals by taking maximum advantage of the variety of fiscal legislations and systems to promote their work. This should of course always be done within the framework of the law, but it could be said that ingenuity in this area is one indication of the professional and efficient use of resources - and many speakers urged that extragovernmental organizations must be (and must be seen to be) more professional and efficient. This itself - or perhaps should be - a condition for survival, and all organizations should have the courage and the good sense to ask themselves at regular intervals if their survival is indeed essential to the world. If the honest answer is negative, personal feelings or ambitions should yield to the greater public interest.

7 : It was similarly urged that the public interest was best served if extragovernmental organizations were seen to have a real constituency, to practice internal democracy, to develop particular competences, to show solidarity with sister organizations, and to be free of personal wheeling and dealing. In short, extragovernmental organizations have perhaps a need for legal standing, but they have an overriding need to ensure their moral standing.

8 : The Commission spent some of its time on the use of the word « transnational » to replace or supplement « international ». A variety of divergent opinions appeared, some feeling there was a confusion with « multinational », some wondering if governments would understand the nuances, some posing etymological doubts, and some apprehensive about the new avalanche of legal interpretations and docu-

mentation that will inevitably arise from the use of a « new » word (though there is ample evidence provided by Mr Speeckert that the word is not new). The few voices favourable to the use henceforward of « transnational » welcomed its implication of supra-nationality and its opening up of new perspectives, while recognizing that it might be better applied to organizations grouping individuals rather than to federations grouping national affiliates. The consensus seemed to be that in the spirit of autonomy, any organization that wished to do so was entirely free to call itself transnational or international or both, if its structure and composition were appropriate.

9 : A number of references were also made in the Commission to another term often used in relation to extragovernmental organizations, namely that of pressure groups. The general view seemed to be that to be a pressure group is an entirely respectable function if standards of legality and social morality are maintained, which does not in any way exclude pressure to change unjust laws or situations. A legitimate pressure group is indeed often simply performing a public service that may in fact be essential for the attainment of social justice. It should not be overlooked that pressure groups - indeed extragovernmental organizations generally - are the frontline troops of social action and as such are knowingly exposed to the normal frontline risks.

10 : That last pithy comment made by a participant is typical of some of the pertinent remarks made in the Commission and that although unrelated are worth recording for their own merit for example

- a) The degree of civilization attained by a society can be judged by the rights that it engenders.
- b) Youth is withdrawing into a world of its own, but at the same time youth and youth organizations are more and more insisting on coresponsibility for decisions that affect them directly.
- c) Intergovernmental organizations are not in fact that at all, but are rather an internationale of governments.
- d) The Catholic church and Islam have one thing in common, namely that women of either faith are increasingly ill at ease with many facets of their religion.
- e) NGO rights are an extension of human rights.

11 : In the discussion a number of complimentary or less complimentary references were made to the United Nations. There is no doubt that extragovernmental organizations in general, and not only those NGOs that have consultative status, are fully supportive of the objectives and principles stated in the UN Charter. Sometimes we support and implement the Charter more faithfully than the UN's member governments, and no doubt will continue to do so. This does not of course impose any obligation to implement or observe any particular UN resolution, some of which change direction or contradict previous UN decisions. Once again, the goal of global unity, peace and justice re-

mains the guiding light, rather than ephemeral political manoeuvring.

12 : One particular feature of the UN on which a comment was made was the extent to which the secretariat personnel has achieved wide geographical spread. While acknowledging that this sometimes leads to nationality questions taking precedence over competence, nevertheless it is also a culturally and socially enriching phenomenon. It is clear that many NGOs have a long way to go to achieve this same richness.

13 : Lastly, some suggestions were made for future activities of UA1 :

- a) To continue to work and take the lead in regard to an international legal status for extragovernmental organizations.
 - b) To study the phenomenon of associationism in developing countries.
 - c) To organize another Forum along the lines of this week's very fruitful one, either in a developing country or with guaranteed substantial participation by developing country people.
 - d) To promote active cooperation among extragovernmental organizations working on common or related themes.
- This of course will require us all to give UA1 even greater support - moral and financial - in the future.

PARTICIPATION DES ASSOCIATIONS A L'ACTION INTERNATIONALE

Commission II : Rapport général par Vladimir Hercik

1 : La Commission a tenu trois séances sous la présidence du Dr G. Riegner. Des documents de travail ont été préparés et présentés par MM. Hercik, Malempré, Genty. Les thèmes principaux examinés par la Commission ont été les suivants : Coopération des associations internationales avec les organisations du système des Nations-Unies; coopération des associations avec les organisations régionales gouvernementales ; problème d'indépendance des associations vis-à-vis des organisations intergouvernementales.

2 : Les questions ci-après ont tout particulièrement retenu l'attention de la Commission :

2.1 : L'expérience de plusieurs décennies conduit les associations et les institutions à appliquer les dispositions du Statut Consultatif avec plus de souplesse et d'imagination. Le processus de coopération entre le secteur gouvernemental et non-gouvernemental doit se développer en fonction de nouveaux besoins, sur le plan national et international, et utiliser tant les voies officielles que non-officielles.

2.2 : L'évolution et la restructuration du système des Nations-Unies rendent nécessaire une révision des procédures de coopération entre le système et les associations internationales afin de permettre à ces dernières d'apporter leur contribution là où sont débattues les questions les concernant.

2.3 : Les associations internationales souhaitent apporter leur concours actif aux programmes « opérationnels » en faveur des pays en voie de développement. Elles estiment que leur expérience des problèmes sur le terrain justifie leur participation à ces programmes et demandent que des règlements précis soient adoptés à cet égard.

2.4 : Les associations constatent que leurs interventions auprès des organisa-

tions inter-gouvernementales sont accueillies plus facilement lorsqu'elles portent sur des questions techniques de leur compétence. Elles estiment que leurs contributions relatives aux problèmes socio-économiques, humanitaires et éthiques basées sur les convictions et les réflexions de leurs membres devraient être traitées avec le même sérieux.

2.5 : La nécessité d'une coopération accrue entre associations s'impose pour des raisons de solidarité et d'efficacité. Si la concertation des associations qui se développe autour des organisations du Système des Nations-Unies paraît satisfaisante, il est souhaitable de promouvoir plus énergiquement une coopération entre associations poursuivant des intérêts communs. Il est nécessaire d'établir des contacts réguliers entre les associations de spécialistes d'une part et les associations de caractère général représentant des fractions de l'opinion publique, d'autre part.

2.6 : Bien que différents arrangements établis par la Communauté Economique Européenne permettent à certaines associations de coopérer avec cette organisation régionale, il n'existe pas encore de dispositions formelles selon lesquelles les organisations non-gouvernementales pourraient être associées systématiquement aux travaux de la CEE. Il est souhaitable que de telles dispositions soient élaborées dans un proche avenir.

2.7 : Les associations souhaitent obtenir des renseignements complets sur les procédures et les méthodes de consultation et de coopération entre les organisations non-gouvernementales et :

- l'Organisation des Etats Américains
- l'Organisation de l'Unité Africaine
- la Ligue des Etats Arabes.

2.8 : Le financement des activités des associations internationales pose un sérieux problème pour la plupart de ces associations. Les charges occasionnées par leurs liaisons et coopération avec une

ou plusieurs organisations intergouvernementales représentent un aspect non négligeable de ce problème. Il conviendrait d'étudier et de faire connaître les solutions apportées à ce problème dans différents pays.

2.9 : Les règlements relatifs à la coopération des Organisations intergouvernementales avec les associations internationales ne contiennent pas, dans la plupart des cas, des dispositions qui protégeraient les associations de l'arbitraire en matière de refus d'admission ou du retrait du Statut consultatif. Il est proposé que ces lacunes soient comblées à l'occasion d'une prochaine révision du règlement en question et que les nouvelles dispositions à cet égard soient harmonisées, dans la mesure du possible, dans toutes les organisations intergouvernementales.

2.10 : La Commission invite le Forum à affirmer solennellement l'autonomie et l'indépendance des associations internationales vis-à-vis des organisations intergouvernementales dans le fonctionnement interne des associations, notamment dans la détermination de leur composition. Elle implique également une liberté d'expression concernant les activités des organisations du système des Nations-Unies. Cette liberté doit pouvoir se manifester tant à l'intérieur du cadre des Nations-Unies qu'à l'extérieur.

2.11 : La Commission estime que l'Union des Associations Internationales rendrait un service à la communauté des associations internationales en assumant les tâches suivantes :

- a) Publication de la substance des réponses au questionnaire distribué par l'UA1 avant le Forum.
- b) Publication des renseignements sur les arrangements de consultation et de coopération entre les associations et
 - l'Organisation de l'Unité Africaine
 - l'Organisation des Etats Américains.

PROBLEMES DE SOLIDARITE, D'INTERDEPENDANCE ET D'EQUITE DANS LA PERSPECTIVE D'UN ORDRE MONDIAL

par M. Edem Kodjo ¹

1. La 2e décennie des Nations-Unies pour le développement s'achève et les débats engagés depuis quelque temps démontrent à l'évidence la volonté de faire de la 3e décennie une ère nouvelle. Au-delà des résultats escomptés pour améliorer matériellement le sort des populations, on attend qu'elle soit un pas dans la recherche du nouvel ordre mondial.

Il est heureux que l'Union des Associations internationales contribue à cette recherche en conviant les associations « internationales », universelles ou régionale, à réfléchir sur elles-mêmes et sur leurs relations extérieures.

Le débat entre Etats-Nations

2. Jusqu'à présent les débats sur l'instauration d'un nouvel ordre n'ont concerné que les Etats, interlocuteurs privilégiés de la volonté de changement. Mais il nous faut lever une ambiguïté : le changement que nous recherchons vise-t-il l'instauration d'un ordre nouveau entre les Etats-nations ou entre les peuples ?

Car en réalité, en dépit des apparences et malgré la Charte des Nations-Unies, il semble que le débat international (te) qu'il se déroule actuellement s'oriente vers la première hypothèse. Tout se passe comme s'il s'agissait seulement de combler le retard entre les pays pauvres et les Nations avancées. L'accent est mis de préférence sur la nécessité d'améliorer les transferts vers les pays en développement, sur la conception quantitative du développement. Les Nations se retrouvent ainsi classées sur une échelle selon des indicateurs économiques chiffrés tels que le revenu national par habitant.

3. Une telle démarche les place d'emblée dans l'objectif du « rattrapage » coûte que coûte, alors que certaines données tels que le produit intérieur brut sont de quantification difficile pour les pays africains.

Alors comment assurer un développement qui maintienne les hommes et tous les hommes dans leur milieu naturel ?

Pourquoi continuer dans ces dialogues entre Etats-nations, à subir « l'effet de démonstration », à chercher à combler un « fossé » entre riches et pauvres ?

Ne pouvons-nous pas concevoir une nouvelle stratégie de développement qui ne soit point une course de rattrapage de ceux qui sont censés tenir les premières places ?

4. Malgré les efforts des peuples et des gouvernements, les statistiques prouvent pourtant que dans cette lancée nous n'avons pas obtenu des améliorations sensibles. Ainsi entre 1960 et 1975, 9 pays africains seulement ont eu une croissance économique relativement acceptable se situant entre 5,8 et 6,9 % par an.

Le dialogue entre Etats-nations pour un autre ordre cache aussi d'autres inconvénients. Il délaisse les sujets fondamentaux de l'économie internationale dont la solution aurait pu changer l'état des choses actuel. Termes de l'échange, matières premières, énergie, monnaie, science... tant de problèmes qui restent encore irrésolus. Combien d'accords de produits ont été signés depuis que les pays producteurs réclament l'organisation des marchés de base ?

Que dire enfin de l'espoir placé par les pays du Tiers Monde dans les négociations monétaires ? L'ensemble des règles qui fondent et valident ce système, sous-basements avérés des relations économiques internationales, continuent de fonctionner à sens unique dans l'intérêt de quelques-uns.

5. Par ailleurs ce dialogue conçu exclusivement entre les seuls Etats-nations laisse une place insignifiante au « social » et au « culturel ».

L'un - le social - est considéré comme le surcroît, qui nous sera automatiquement donné, dès que l'économique sera satisfait. La meilleure preuve de cette affirmation réside dans le dialogue Nord-Sud où, tant chez les partenaires que chez les protagonistes, les préoccupations du social n'apparaissent guère. Pourtant le Préambule de la Charte des Nations-Unies affirme cette détermination fondamentale qui est de « favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ». Pourtant Albert Thomas nous avait mis en garde : « le social devra vaincre l'économie ». Contentons-nous de souhaiter une complémentarité entre la matière et l'esprit ; entre l'économie, le culturel et le social, car s'il y a ordre, c'est dans leur unité et dans notre volonté de les promouvoir tous.

6. Quant au fait culturel, le voici relégué loin de réalités. « Quand on me parle de culture... ». Mais une des causes de la crise actuelle du développement ne vient-elle pas du fait que nous ne considérons pas suffisamment les composantes culturelles, c'est-à-dire l'ensemble des voies spécifiques et des potentialités du patrimoine culturel dont dispose chaque type de société et qui lui permettent de réaliser au mieux les objectifs de développement qu'il s'est librement fixés ? Le fait socio-culturel représente assurément un de ces éléments de développement dont le rôle est généralement plus décisif qu'on ne le pense. « Culture et économie sont les deux versants indissociables de la vie » affirme Cheikh Amidou Kane.

Pour une ouverture entre peuples

7. Mais en revanche, si dans la perspective d'un ordre mondial, nous privilégions.

¹ Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

au lieu d'un dialogue entre Etats-nations, une ouverture entre peuples, il devient alors possible de fonder l'édification de l'ordre nouveau sur les principes vivifiants de solidarité, d'interdépendance et d'équité. Cette vision ample est seule capable de changer la voie et l'ordre actuel des choses.

8. C'est bien cette démarche de résurgence que l'Afrique a adoptée, lorsque le mois dernier à Lagos, dans un effort sublime, elle a opté pour le plus large contre le plus étroit. Il s'agissait en réalité pour les Chefs d'Etat africains de choisir les voies nécessaires pour un développement endogène et auto-centré qui mènera à une auto-suffisance tant au niveau national que régional.

Le Plan d'Action qu'ils ont adopté à cette occasion passe en revue les secteurs essentiels du développement et les mesures à prendre pour les promouvoir :

alimentation et agriculture, industrie, ressources naturelles et humaines, environnement, énergie. ... Dans chacun d'eux ont été bien mis en évidence les immenses possibilités dont dispose l'Afrique, les objectifs à atteindre et la nécessaire coopération entre les peuples au nom de qui les Chefs d'Etat prenaient ces engagements.

Un tel développement endogène s'attachant en un premier temps à l'autosuffisance alimentaire et à la consommation des plus pauvres intègre effectivement l'économique et le social.

La nouvelle stratégie de développement que vient d'acquiescer l'Afrique doit mener à un nouveau type d'homme. A ce « Homo Africanus », le Plan de Lagos suggère les moyens nécessaires pour concilier les exigences de la tradition et du développement moderne. L'affirmation de l'identité culturelle retrouve sa place : car « si l'Afrique entend se développer, elle entend aussi préserver sa personnalité. Faire ce choix, c'est tenir à entrer dans l'histoire la tête haute et le cœur fidèle ; c'est aussi s'attendre à des difficultés qui, sans être artificielles, ne sont pas aisées à surmonter. L'antinomie en tout cas n'est irréductible que pour autant que l'on continuera à séparer les problèmes du développement de ceux de la culture ».

9. Le Plan de Lagos préconise donc une stratégie du changement. Il nous faut en recourant à un nouveau système d'éducation, en nous fondant sur nos valeurs socio-culturelles, opérer une rupture :

- avec un certain nombre de concepts et d'habitudes, en commençant par le mimétisme abusif observé dans tous les domaines ;

- avec l'obsession de l'accumulation matérielle et financière, la confusion entretenue entre croissance et développement qui empêche la promotion d'une politique de meilleure redistribution des revenus en vue d'un développement endogène équilibré et harmonieux.

Ce changement devra mener l'Afrique au cours de la décennie prochaine à :

- libérer ses peuples des conditions socio-culturelles susceptibles de recréer et d'entretenir le sens et la volonté de développement ;

- réhabiliter, restaurer, promouvoir le patrimoine culturel africain ;

- affirmer la dignité de l'homme africain et les fondements populaires de sa culture ;

- combattre et éliminer toutes les formes d'aliénation, d'oppression et de domination culturelle partout en Afrique, notamment dans les pays encore sous domination coloniale et raciste ;

- favoriser la coopération culturelle entre les Etats africains en vue du renforcement de l'unité africaine ;

- favoriser la coopération culturelle internationale pour une meilleure compréhension entre les peuples. Dans une telle coopération, l'Afrique pourra apporter à la culture humaine sa contribution originale et de qualité ;

- favoriser dans chaque pays africain la maîtrise par tout le peuple de la science et de la technique, condition de la nécessaire maîtrise de la nature ;

- développer dans le patrimoine culturel africain toutes les valeurs dynamiques et rejeter tout élément qui soit un frein au progrès.

Elle devra donc s'attacher à une réflexion fondamentale qui doit déboucher sur le choix d'un type de société et de développement. Il s'agira :

1) d'édifier des systèmes éducatifs qui intègrent les valeurs de civilisation et de solidarité africaines pour assurer l'enracinement de la jeunesse dans notre culture et mobiliser les masses dans la perspective du développement endogène et auto-entretenu ;

2) de promouvoir les langues africaines, supports des héritages culturels, instruments de développement et de conscientisation ;

3) de développer la science et la technologie notamment en créant des institutions appropriées, en formant à tous

les niveaux des cadres compétents, en suscitant innovation et créativité ;

4) d'assurer la liaison complète et effective de l'école aux réalités socio-culturelles nationales et africaines ;

5) de fonder dans les zones rurales la notion de développement sur des forces motrices telles que la famille, la solidarité, l'éthique...

10. Tous ces efforts tendent vers l'intégration économique à l'échelle du continent africain. L'Acte Final de Lagos adopté par le Sommet économique de l'OUA souligne la nécessité de créer d'ici l'an 2000 la Communauté Economique Africaine et indique les différentes étapes nécessaires.

En adoptant une nouvelle stratégie de développement telle qu'elle apparaît dans des documents essentiels comme la Déclaration de Monrovia, le Plan d'Action et l'Acte Final de Lagos, l'Afrique entend d'abord mettre en application à son niveau les principes de solidarité, d'interdépendance et d'équité pour l'instauration d'un ordre communautaire et plus juste.

11. Mais ce désir légitime de nous organiser chez nous et entre nous, d'aménager rationnellement notre espace économique, de solliciter en les adaptant mieux les efforts des peuples d'Afrique, ne signifie pas que l'Afrique tourne le dos à la coopération. L'avenir de notre continent et la réussite de notre stratégie de développement dépendent aussi de la coopération internationale. Alors si nous privilégions, au lieu d'un dialogue entre Etats-nations une ouverture entre peuples, tout devient clair. Les principes de solidarité, d'interdépendance et d'équité pourront alors prévaloir, permettant ainsi la participation de tous et la prise en compte prioritaire des intérêts du plus grand nombre. Le dialogue entre Nations ne sera alors qu'une étape secondaire où nous réglerons les problèmes de relations économiques internationales.

12. La solidarité, l'équité et l'interdépendance de nouveau réhabilitées fonderont le contrat de solidarité récemment mis en exergue par l'Institut International d'Etudes Sociales et qui doit trouver sa place dans les nouveaux rapports entre peuples, concilier dans des actes concrets notre commune volonté de bâtir un monde meilleur.

A ce nouvel humanisme, les Associations internationales peuvent valablement contribuer, elles qui sont porteuses de toutes nos valeurs humaines de foi, de connaissance, d'opinions et d'intérêts divers.

Addis Abeba, mai 1980.

NGO RELATIONSHIPS WITH THE U.N. THROUGH THE CONSULTATIVE STATUS WITH ECOSOC *

by Virginia F. Saurwein *

Introduction

The combining of human efforts to resolve special problems, and to meet special needs has a long tradition in human history. But it was in the nineteenth century that this phenomena expanded from ad hoc groupings to established, formal institutions, becoming recognized and accepted, particularly in newly emerging societies coping with the industrial revolution. It was during this era that vast social problems came to public attention and concern since governments were not prepared - or interested - in dealing with them. New technologies which enabled transnational and transcontinental communication and travel spurred the internationalization of like-minded groups which, coming together, discovered that problems were similar in varying countries and societies. And thus the twentieth century saw the flourishing of international non-governmental organizations as it also saw the extension of interest in working beyond community levels to national and international arenas. Citizens' organizations, recognizing that the roots of many problems lay in social traditions, economic structures and government policies began to approach governmental and inter-governmental institutions to monitor their policies, but also to offer their assistance, based on experience and expertise. It was no accident that the Palais des Nations at Geneva and the League of Nations meetings were centers of NGO interest and participation. Government officials often welcomed and recognized the special knowledge that many of the NGOs could apply towards some of the issues before the League. And so, too, in San Francisco, as the final phrasing of the United Nations Charter was being refined and negotiated, the NGOs were present, urging provision for their own authorized and continuing relationship

* Chief, NGO Section of the United Nations Department of International Economic and Social Affairs, for the Union of International Associations.

with the new United Nations Organization. The result, of course, is found in Article 71 of the Charter: « The Economic and Social Council may make suitable arrangements for consultations with non-governmental organizations which are concerned with matters within its competence. Such arrangements may be made with international organizations, and, where appropriate, with national organizations after consultation with the Member of the United Nations concerned. »

Thus the doorway was provided for what has become an evolving involvement of NGOs in a continually growing number of aspects of United Nations work and development.

The Economic and Social Council at its earliest meetings took on the task of establishing the procedures for relating the NGOs to the United Nations, and the consequent provisions for consultative status with the Council are well known. To-day over six hundred non-governmental organizations enjoy a relationship to the Council.

Roles of NGOs at the United Nations

This article will not dwell on the history of the NGO relationships with the United Nations, but rather will focus special attention on the recent changing nature of the NGOs image and work at the United Nations within the context of the evolving United Nations and the re-structuring of the economic and social activities of the United Nations.

Many attempts have been made to classify NGOs, by their interests, types of organizational structures, activities and so forth. Such attempts have all defied the possibility of developing any clear-cut, comprehensible and neatly identified groupings. Indeed, the description of what constitutes a non-governmental organization in Council resolution 1296 (XLIV) which establishes the consultative relationship is highly inadequate to meet the nature of many of to-day's NGOs :

« 5. The organization shall have an established headquarters, with an executive officer. It shall have a democratically adopted constitution, ... which shall pro-

vide for the determination of policy by a conference, congress or other representative body, and for an executive organ responsible to the policy-making body. » In its paragraph 7, Council resolution 1296 cites that « the organization shall be international in its structure, with members who exercise voting rights in relation to the policies or action of the international organization ». And, referring to the financing of such organizations, paragraph 8 states that « basic resources of the international organization shall be derived in the main part from contributions of the national affiliates or other components of from individual members ».

Many policy and research institutions, foundations and development assistance organizations which have been granted status with the Council do not comply with the resolution provisions. Yet they do provide the expertise called for in paragraph 14 of this same resolution :

« Decisions on arrangements for consultation should be guided by the principle that consultative arrangements are to be made, on the one hand, for the purpose of enabling the Council or one of its bodies to secure expert information of advice from organizations having special competence in the subjects for which consultative arrangements are made, and, on the other hand, to enable organizations which represent important elements of public opinion in a large number of countries to express their views. »

Within both the government bodies of the United Nations and the Secretariat there is an increasing trend towards identifying NGOs with reference to the main role that they play at the United Nations. Of course, some NGOs overlap into various categories because they undertake several roles seriously and well. What are these roles ? First, and with special reference to the Economic and Social Council is, most importantly, the expertise-providing role. This, of course is especially appreciated in those highly qualified technical and professional organizations like the International Cooperative Alliance, the International Road Federation, the International Council of Scientific Unions and the International Iron and Steel Institute - to cite but a few. This type of organization is rare-

ly present at ECOSOC meetings, as they realize that the fulfillment of their role is best met in the smaller specialized substantive committees of the Council, at specific technical conferences and meetings of the United Nations system, as well as in dealing directly with delegates and Secretariat staff primarily concerned with, and working on, the implementation

tion. Working « behind the scenes », the efforts of these organizations, and their concrete contributions are rarely publicly heralded, nor even known to the often rapid turnover of delegates at the United Nations. Yet, these organizations provide a core of experience and knowledge without which the implementation of United Nations efforts and projects, and often provide the substance of many a « Secretary-General's Report » to the committees of the Council and to the Council itself. It should be noted that most of these organizations are in the economic fields where UN priority is given. There are, of course, NGOs in the social fields - the International Council on Social Welfare, and the many women's and youth organizations - but expertise in the social fields have yet to be as succinctly defined as they have been in economic fields. Unfortunately many of the expert groups in the social fields are regarded as « cause » organizations and thus not given the priority or accepted with the degree of respect accorded to organizations in the economic professional fields. UN emphases on such topics as the handicapped and the elderly will, however, enable many of the social-concerned organizations to have an opportunity to demonstrate their experience and professionalism in these fields.

Also to be noted are the increased number of professional contributions being offered by larger more generalist associations, such as the World Council of Churches, the International Union of Local Authorities, and the trade unions. These broad-based organizations are seeking out the expertise they have in their memberships and are bringing their experience to bear on the work of the United Nations. It is gratifying to see that organizations of this type are no longer sending their high level officers to technical meetings of the UN system, but rather are recruiting from their memberships experts and technicians in the fields being discussed.

The second role played by NGOs at the United Nations is defined in Council resolution 1296 as that of bringing to the United Nations the expression of public views and concerns. This is the role that the « core wide-membership, general civic concern organizations » portray at the actual meetings of the Council and its sub-bodies. These organizations are present at these meetings to express the views of their membership on a wide variety of issues, especially in social development fields. In the hallways they plead their par-

ticular concerns, and are pleased to find the delegate that provides a sympathetic ear and is willing support their causes in the debates. But such NGOs are still hindered by the difficulty of being accepted with the same professional competence that the professional economic organizations are. Yet, it is to the credit of these NGOs that some major United Na-

and implemented. The International Year of the Child began as an idea in the mind of one NGO. Government action in the field of human rights have been due to the persistence of the NGO community in raising issues and calling violations to the attention of UN bodies. The large membership, general interest NGOs are, however, especially valued by delegates for their wide networks as channels of communication, and for the dissemination of information. In these past ten years there has been a large increase in the number of times that resolutions call upon the non-governmental organizations to promote information on the activities of the United Nations. And, it is the dissemination of information that is a third major role which NGOs play at the United Nations.

A fourth role, never clearly defined, and consequently not realized by many, yet considered extremely important and highly valued by the few that are aware, is the role of organizations as partners in the United Nations' programmes of technical and relief assistance. In this effort, a few key NGOs are in daily contact, as key colleagues, providing technical help, funds, delivery systems of goods and services, towards the practical implementation of United Nations programmes, both under emergency situations, as well as towards the on-going field-level development activities of the UN system. The extent of total development and technical assistance given by non-governmental organizations to the developing countries annually surpasses two billion dollars, and only a small part of this, as yet, is directly applied to United Nations programmes. In the emergency and disaster relief activities the role of the NGOs is vital to the success of UN efforts, and a true partnership of collaboration exists.

A final role, not realized at United Nations headquarters because it is actually implemented at national levels, is embodied in the efforts of NGOs which mobilize their memberships towards shaping the policies of their own governments to bring them more in tandem with, and supportive of, United Nations goals and resolutions. The effectiveness of non-governmental organizations not only depends upon the expertise and ability of the non-governmental organizations, and the representatives that they appoint at United States sites, but is also highly dependent upon the attitudes of both Government delegates and of members of the UN Secretariat. NGO effectiveness is directly related to the willingness of governments and the

Secretariat to be open to collaboration with them, and to their participation at policy development and programme planning stages and in the implementation of UN decisions. The fact has been, however, that opportunities for the professional input of the NGO community has been limited, and thus, NGOs have tended to replace their representation at the UN from highly qualified technical experts to the competent, but generalist volunteer whose main function is to keep his headquarters aware of what is happening at the UN, and what decisions are being taken. And this, in turn, only further discourages secretariat staff and governments from seeking out the NGOs for their specific professional experience.

The restructuring of economic and social activities

With this general background, and in the context of the rationale for the consultative arrangements with non-governmental organizations, let us now look at recent trends within the United Nations as they apply to a re-structuring of the economic and social systems, and to an evolving role of the non-governmental organization community.

The restructuring of the economic and social activities of the United Nations has moved slowly in the Economic and Social Council, there being a reluctance to convert to Committees of the Whole the many substantive sub-bodies of the Council, and there being a desire to rationalize the economic and social activities of the United Nations within the system as a whole. While the Council seems to have been blocked from taking affirmative steps, the General Assembly of the UN has, however, been accepting recommendations that have emerged from major United Nations conferences which have converted ECOSOC sub-bodies into commissions and committees of the General Assembly. The HABITAT Conference has created a Commission on Human Settlements which no longer functions under the Council; and the Conference on Science and Technology for Development's recommendation to establish a Committee of the Whole operating under General Assembly rules as caused the dissolution of the ECOSOC committee on Science and Technology. For the non-governmental organizations in these fields, it has meant that they can no longer relate to the UN bodies on these issues in the economic fields under the ECOSOC rules and the provisions of the Council's resolution 1296. New formulas for NGO participation are being determined by both of these bodies, with the provisions generally tending to favour the rules established for NGO PARTICIPATION AT THE Conferences of the United Nations system. These provide for NGOs to have access to the floors of the meeting rooms, to circulate their documents in the quantities and languages in which they themselves provide them, and

although still under debate, might offer the opportunity to present oral statements. In both cases, governments have explicitly indicated that they are especially seeking to encourage the participation of the professionally competent organizations on the subject matter.

United Nations Conference rules are more restricting than the ECOSOC provisions for NGO participation. For One thing, there is no provision (or the Secretariat to produce and translate NGO written statements; and, there is no automatic provision for oral statements by NGOs. Finally, still open for decision is the question as to which NGOs will be allowed to participate as observers in these meetings. Will they only wish to have specific technical and professional organizations in the field ? Or will they only limit participation to those already in consultative status with the Council ? Or will they seek out other NGOs for their professionalism? Will there be political criteria applied which will determine who will be invited to participate ?

It should be noted that some of the more political bodies of the General Assembly are now inviting non-governmental organizations to appear before them, giving them the opportunity to make oral statements. This has been true of the Committee on Apartheid and the Committee on Decolonization. Here it is the broader membership organizations which have carried on active programmes in support of United Nations resolutions on these issues that have been invited to speak to bring the views of their members to the attention of the UN bodies. In the two ECOSOC issue related committees cited above, the tendency has been to invite attendance by the professional and expert organizations rather than public opinion forming NGOs.

Within the United Nations Secretariat, the Department for Economic and Social Affairs was re-structured with three separate major and functional departments emerging. The Non-governmental Organization Section was removed from the office of secretariat services for the Council and directly attached as a Unit to the Office of the Under-Secretary-General for International Economic and Social Affairs. This Department is entrusted with the overall programme planning and coordination of the economic and social activities. Thus, the role of the NGO Unit has been expanded from one of primarily servicing the Council's Committee on Non-Governmental Organizations, although this continues to be one of its main functions. The current mandate of the NGO Unit has been expanded to include facilitating NGO inputs at planning stages of programme development, which means initiating and enabling cooperation with substantive units within the Secretariat, servicing NGO participation at major conferences of the United Nations to which they are invited, and serving as a central point of information on NGO relationships

to the UN system in the economic and social fields.

New dimensions of NGO participation

There are new dimensions to NGO participation at the United Nations, attributable to a number of factors intrinsically based on the world's changing economic and political evolution and on the growth of the United Nations itself. First, let us look at the changing nature of the NGO community itself. The phenomena of major United Nations conferences during the '70's has brought to the United Nations a large number of « cause » organizations in the social fields, and with special concerns, i.e. ecology, population issues, human welfare, etc. It has also brought to the United Nations professional organizations in these areas, as well as technical organizations concerned with technical matters - science, water planning, production in arid zones, and so forth. Not only have these organizations been drawn into the NGO sphere at the United Nations, but they have been given specific mandates in the Plans of Action resulting from these Conferences, and have subsequently applied their own programmes more directly to the efforts of the United Nations. This has resulted in a growing appreciation of the professional capacities of many of the NGOs associated with ECOSOC, and they have been brought into a closer working relationship in the day-to-day efforts of the UN system. The NGO community has played a vital role in the success of the International Year of the Child, and one hears openly in the corridors of the United Nations that the success of the Year for the Disabled will rely primarily on the efforts of the professional organizations in the field for its successful fulfillment. It is no accident that a growing number of resolutions of the General Assembly, as well as of the Economic and Social Council are calling upon the collaboration of NGOs !

Another new dimension of the NGO community is that it is no longer solely representative of Western European and North American thought. These past five years have seen an increase in the active participation of NGOs from socialist countries as well as from the developing world. This, in turn, has heightened the politicization of the NGO community, and is making it more expressive on non-ECOSOC issues. A few are now regularly appearing to submit both written and oral statements to bodies of the United Nations concerned with disarmament, apartheid and de-colonization. Submissions before the Commission on Human Rights by NGOs are also developing a sharper political edge as the NGOs feel bolder about speaking out and reporting on infractions of human rights in countries openly under surveillance by the Commission. UN podiums are increasingly being used for political and ideological statements by NGOs with the danger that some governments are becoming wary of

this extension of the consultative relationship provisions of Council resolution 1296.

A discussion did arise in the 1978 meeting of the Committee on Non-Governmental Organizations as to whether NGOs should be bound to accept and act in accordance with resolutions of the United Nations. Some governments felt that NGOs were called upon to support the actions of the United Nations by Council resolution 1296 ; whereas other governments pointed out the integral independence of non-governmental organizations and emphasized their autonomy. While no formal decision was adopted by the Committee to be forwarded to the Council, a general guideline to NGOs was expressed which, while not committing NGOs to resolutions adopted by the United Nations, warned against public attacks on controversial resolutions by the NGO community. Recognition of the autonomy of non-governmental organizations has been basic to the ECOSOC approach to NGOs. NGOs have been questioned on their memberships in South Africa and their activities in Rhodesia, especially after the resolution calling for sanctions against Rhodesia. The representative of China in the Council has cautioned NGOs on their Taiwan affiliates, but he Council has taken no reprimandatory action NGOs over these questions. A very few governments are again raising the issue of the extent of government funding of NGOs. There is no doubt that as the NGO community takes a more visible political role at the United Nations, more governments will begin to question them, but couched in terms of respect for their autonomy.

Another factor which affects the participation of NGOs at the United Nations is the growth in membership of the United Nations, and the increasing number of issues with which the United Nations deals. The Secretariat is increasingly pressed in its regular servicing of the government requirements, and, as NGOs have basically the lowest priority in Secretariat services, there have been cutbacks in the facilities provided for their fullest participation. They find themselves with less seating space, less time to make oral interventions at Conferences of the UN system, sometimes a shortage of documentation for them, lack of name plates in ECOSOC and its sub-bodies meeting rooms. The same number of secretariat staff services and NGO community that has tripled in size. This has led the NGO community to take a more active role in « lobbying » delegates outside the meeting rooms, and this practice has proven valuable in some instances, and detrimental to the NGO community in other instances depending upon the diplomatic and professional competence of the NGO representative.

Conclusions

There is no doubt that there is a growing recognition that non-governmental organizations provide a valuable professional

Dossier Forum

competency which can enhance the work of the United Nations. However, in conceptualizing this new understanding of the NGO community a schism is developing which separates the professional organizations from the broad membership associations and which increasingly relegates to the latter the task of disseminating information, rather than providing a substantive contribution. Both delegates and secretariat staff working with technical organizations fail to view them as a part of the ECOSOC-related NGO community which they often tend to see as a group of general orientation, « cause » organizations frequenting the Railways of the United Nations and not the working offices. This, of course, calls for an awareness by the broader based groups that they must increase the professionalism of their representation, perhaps even assigning a number of representatives to meet specific needs.

The de-centralization of the United Nations system, not only in terms of the establishment of new « headquarters » staff sites, such as the recently inaugurated United Nations Office in Vienna, but the increased assignment of tasks to the regional economic commissions, will mean that non-governmental organizations will

have to develop strong cores of representation in more diffuse areas of the world. It calls upon them to increase the effectiveness of their own representation from the developing world which could be highly visible and effective at the regional economic

as headquarters sites. Finally, the opportunities for NGO involvement and participation in the United Nations are expanding. No longer is the call one of simply helping to publicize and implement the decisions of the United Nations. Preparatory Committees of the United Nations Conference on Science and Technology for Development, the World Conference on the United Nations Mid-Decade for Women, and the United Nations Conference on New and Renewable Sources of Energy, as well as the Preparatory Committee for the forthcoming Special Session on the International Development Strategy have all called for NGO inputs in the planning stages and towards programme and policy formulation. The papers and thinking of NGOs have been encouraged, and are being used in the formulation of plans of action for the future.

New platforms, outside of ECOSOC are being offered to NGOs for the expression

of their views, and these platforms are not only being made available to the NGOs in consultative status, but to other pertinent NGOs that are considered to have valuable experiences and insights. The Secretariat staff at professional and administrative levels are opening their doors wider for the contributions of NGOs, in some cases, even giving the NGO community at the United Nations - is it truly international? Is it truly representative? And second will be the extent and dimension of the political role that they will play - will it be too propagandist? World-wide non-governmental organizations and institutions have become a powerful factor in to-days world. Their influence is great, and governments are beginning to become awesomely aware of this. The memberships of many of these organizations transcend many national boundaries and embrace the peoples of many governments - and these are peoples brought together by common goals, like-minded visions, and ready to stand together for a jointly-held purpose. They have become a force on the world scene which governments are recognizing and respecting. This is evident in the new and challenging roles which they are being offered at the United Nations.»



Vue de la salle Albert 1^{er} au Palais des Congrès de Bruxelles, durant une séance plénière du Forum.
Agency)

(Photo Call

RÉSEAU DES ASSOCIATIONS FÉMININES ET FAMILIALES

Synthèse de réponses et d'entretiens avec les responsables de ces associations (1)

par Maryvonne Stéphan *

- | | | |
|---|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Fédération Internationale des Femmes de Carrières Juridiques. 2. Alliance Internationale. 3. Conseil International des Femmes. 4. Fédération Démocratique Internationale des Femmes. 5. Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté. 6. Mouvement Mondial de Mères. 7. Association Catholique Internationale des Sciences de la Jeunesse Féminine. | <ol style="list-style-type: none"> 8. Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques. 9. Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines. 10. Fédération Internationale des Femmes de Carrières Libérales et Commerciales. 11. Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités. 12. Alliance Internationale Jeanne d'Arc. 13. Organisation Internationale (ZONTA). 14. Union Mondiale des Femmes Rurales. 15. Union Européenne Féminine. | <ol style="list-style-type: none"> 16. Conseil International des Femmes Sociat-Démocrates. 17. Conférence Internationale des Femmes Ingénieurs. <p>Ont répondu les associations soulignées correspondant aux numéros : 1. 2. 3. 5. 6 7. 8. 11 et 16.</p> <p>Deux Associations Familiales font également partie de ce groupe en raison de la proximité.</p> <p>Elles ont répondu au questionnaire :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fédération Internationale pour l'Education des Parents. 2. Fédération Internationale pour l'Education des Parents. |
|---|--|---|

La synthèse de ces réponses sans suivre exactement le plan du questionnaire, s'attache aux principales questions posées. En voici les chapitres :

1. Le fait associatif.
2. Reconnaissance du Fait associatif - Statut consultatif.
3. Participation des Associations Féminines Internationales - leur apport.
4. Les moyens.

Les réponses parviennent d'associations importantes; mais d'importantes associations n'ont pas répondu et - parmi celles-ci notons le - les organisations féminines d'ordre politique. Il n'a pas été encore possible de les interroger sur les raisons de leur silence. Faut-il en incriminer l'insuffisance de leurs informations sur l'expansion du mouvement associatif, qui a pourtant dû retenir leur attention puisque toute association politique cherche à faire valoir son idéologie et à recruter. (Il est vrai que l'annuaire des Associations Internationales son importance - « sidère » toujours ceux à qui ont le fait connaître). Elles n'ont donc pu percevoir l'intérêt du Forum. Celui-ci, si les conclusions leur parviennent. « pourrait bien leur révéler que l'organisation non gouvernementale constitue tout un pan des structures du monde actuel que les architectes du monde de demain devront intégrer à sa construction et qui en détermineront la forme générale ». L'on peut penser que le Forum va s'employer à dessiner cette architecture, tout au moins pour ce qui en revient aux ONG. L'absence des autres

(1) Les associations en gras sont celles qui ont répondu jusqu'à la 1^{ère} appel au Forum.

des Femmes

associations féminines internationales (Union Mondiale des Femmes Rurales, Union Mondiale des Organisations Féminines catholiques etc...) s'explique moins facilement sinon par un manque de moyens, mais il est possible que l'importance, les implications surtout, du phénomène associatif leur aient à elles aussi échappé.

Les réponses reçues des ONGF ne révèle aucune spécificité (des réponses d'ONG mixtes d'ordre professionnel et humanitaire ayant été examinées concurremment à celles des ONGFF).

Mais elles expriment des vœux et des vœux très proches les unes des autres. Les signataires des réponses (ONG féminines) au questionnaire - toutes présidentes de leurs associations respectives - sont conscientes de cet énorme mouvement, venu des profondeurs sociales - et sans doute d'une nouvelle conscience morale et sociale du besoin nouveau - d'association d'individus - à raison de certaines de millions d'eux... et qui sera l'une des caractéristiques de nos temps. Une force autonome parallèle à celle des Etats - et des Organisations intergouvernementales - s'est constituée dont la racine se trouve dans une volonté d'expression de l'individu, d'initiative, de liberté, autrement dit dans les Droits de l'Homme.

Les Associations dont il s'agit admettent l'intérêt de ce mouvement au plan philosophique, mais aussi politique car il fonde la démocratie c'est-à-dire le gouvernement pour et par le peuple. D'autre part elles en voient l'efficacité, la complémentarité à celle des Etats principalement dans les domaines humanitaire, social et

culturel; la contestation qu'exprimé - ce monde important d'ONG renforçant à leurs yeux les libertés démocratiques et donc la possibilité de la concertation des autres avec les Pouvoirs Publics.

L'efficacité; pensent-elles, est encore renforcée par la transnationalité et l'universalité du mouvement associatif. La transnationalité, l'universalité, garantissent de surplus l'indépendance des ONG. Du moins leurs apportent-elles une protection entre les excès de pouvoir des Etats et des OIG.

L'association revêt pour certaines d'être elles un intérêt supplémentaire du fait qu'elle suscite un « autre » arrangement social, que celui des « classes » propre au marxisme, et des hiérarchies traditionnelles et castes, propres à l'ordre bourgeois.

Dans le même ordre d'idées, il paraît aux mêmes représentantes d'associations que le phénomène associatif peut provoquer - sinon le dépérissement des Etats - ce qui n'est pas souhaité - du moins la nécessité pour eux (et pour les OIG) de « composer » et par conséquent le déblocage de situations « égoïstes » ou injustes créées par les intérêts nationaux.

L'avènement du conglomérat ONG dans le monde d'après elles, susciterait une sorte de pouvoir diffus ou une diffusion des pouvoirs, remplaçant les formes raciales et autres formes autoritaires qui ont séculairement mené le monde et en mènent encore une large partie. Mais une brèche est ouverte; les Etats autoritaires eux-mêmes créent des ONG qui ne sont certes que des courroies de transmission - mais expriment la reconnaissance du fait associatif, comme élément nécessaire

à l'exercice de la démocratie, du respect accordé à l'individu, et de sa participation à la gestion de l'Etat.

Suivant les vues d'Alain Touraine, des ONGFF considèrent que le phénomène associatif répond à une révolte des individus contre les appareils et les mentalités qu'ils forgent.

La lutte féministe a été l'une des premières manifestations au plan mondial d'action contre appareils et mentalités pour les Droits de la Personne Humaine, elle a engendré ses propres appareils c'est-à-dire les associations féminines, alors violemment contestataires, actuellement devenues collaboratrices des Pouvoirs Publics nationaux et des OIG. Les jeunes générations féminines qui se déclarent non féministes sont marquées par le féminisme; mais elles entrent volontiers dans d'autres appareils non gouvernementaux : mouvements de jeunes, mouvement écologiste, mouvements de défense professionnelle, mouvements politiques, formées à revendication de liberté et de participation et libérées de tout « complexe » relatif à leur appartenance au monde féminin, résultat du féminisme.

H s'agit désormais dans le monde d'une « autre » pratique possible de la démocratie.

Les ONGF voient dans le Forum l'occasion de poser les jalons de cette pratique. Elles espèrent que le Forum aura suffisamment de retentissement pour amener l'opinion à apprécier (aux deux sens du terme) la force du mouvement associatif, et à l'accroître, à proposer des moyens d'y parvenir.

En contre partie de ce qu'elles estiment un progrès de la conscience morale et sociale et des institutions, quelques ONGF disent qu'il peut aussi poser la limite du « pouvoir » non gouvernemental. La grève, la désobéissance civique était, jusqu'à présent, l'apanage des syndicats ouvriers. L'apparition d'une opposition violente des ONG aux Etats (en France refus d'associations de médecins, de mutuelles, à appliquer la loi) et l'extension de cette opposition, recèlent un autre danger, un autre abus de pouvoir.

L'éducation civique, pensent-elles, est en conséquence à intensifier et surtout à revoir en fonction d'une conjonction politique, économique, sociale et morale en rapide évolution; et aussi de nouvelles valeurs, la priorité étant donnée à la liberté, « conscience écologique », reconnaissance des valeurs de toutes les civilisations, interdépendance des politiques et économiques; nécessité de donner au

développement une finalité humaniste; volonté de paix et de désarmement; réaction contre les ventes d'armes; utilité du bénévolat compétent et engagé etc... Au fond de tout cela le souci de chaque être humain, de l'Humanité, de la Nature, de l'Avenir,

La part que prennent déjà les ONG à la gestion du monde est considérable et utile; les ONGFF affirment qu'elles n'ont pas à solliciter le respect des Etats, des OIG, et de l'opinion. Le fait associatif s'impose à eux.

Force parallèle à celle des Etats et OIG, les ONG ne peuvent que veiller à sauvegarder leur autonomie, leur liberté. Là où il n'y a pas de liberté il n'y a pas d'ONG véritable.

Un statut national et international, outre la reconnaissance d'existence qu'il implique, peut être un moyen d'assurer cette liberté. Mais ce statut devrait également assurer les moyens d'agir d'où la nécessité qu'il traite entre autres, de questions matérielles et financières celles du personnel étranger etc...

Un projet de statut (au plan national et au plan international) est souhaité, pour étude; le Forum en fournira-t-il un ? y aura-t-il à ce sujet discussion et prolongements d'études à poursuivre ?

La Fédération Internationale des Femmes de Carrières Juridiques et l'Alliance Internationale des Femmes suggèrent l'établissement d'un Convention internationale.

Le droit d'association et de transnationalité des ONG devraient penser d'autres, être inscrits dans toutes les Constitutions nationales.

Les statuts consultatifs ont été examinés. Les responsables des ONGFF ayant répondu au questionnaire admettent que leurs associations respectives en ont tiré bénéfice et tout d'abord la reconnaissance de leur existence comme partie à la vie internationale. Elles en sont reconnaissantes à la Charte des Nations Unies malgré les imperfections de l'article 71. Elles y voient l'intérêt d'un statut. Les principales OIG ont ensuite embloité le pas et au Conseil de l'Europe existe désormais une Commission de liaison entre les ONG et le Secrétariat Général, progrès à mettre au crédit du Statut Consultatif.

Elles admettent aussi que le Statut Consultatif leur a donné une dimension différente, supérieure, les a ouvertes à une connaissance et une prise de conscience des problèmes et des responsabilités du monde, des régions, des nations. Elles disent, qu'en outre, le Statut Consultatif les a incluses dans les opérations de développement, de paix, de construction du monde de demain(1) ce que n'avaient

pas espéré les associations d'antan. Enfin, que le nombre des OIG bénéficiant du Statut Consultatif des OIG accroît la puissance de chacune d'elles. Le bilan est donc favorable globalement.

Toutefois, les ONGF, comme les autres ONG, sont sensibles à ce qu'elles appellent le « complexe de supériorité » des OIG, leur souhait conscient ou inconscient de les tenir en sujétion rendant possible une exploitation politique qu'elles déclarent inadmissible.

Il conviendra donc que le Forum examine les moyens de remédier à cet état de choses.

Les Statuts Consultatifs devraient être normalisés tant en matière d'admission que d'utilisation et d'exclusion plus encore. Enfin la question de la soumission ou de la liberté des ONG à l'égard des résolutions et décisions non discutées entre les deux parties doit être clarifiée. L'attitude des ONGF est donc comparable ici à celles qu'elles préconisent vis à vis des Etats : nécessaire parallélisme des deux parties munies du moyen de liaison et de service mutuel qu'est le statut consultatif, mais égalité des parties et liberté des OIG dans la décision et l'action.

Les ONGF apprécient leur dimension internationale, en recherchent l'extension et conscientes du désordre du monde, souhaitent participer à ce qui se fait pour créer un monde différent. La spécificité féminine semblant scientifiquement établie («Le Fait Féminin» éléments d'un colloque scientifique recueillis par Evelyne Sullerot) les ONGF ont donc quelque chose de spécifique à dire et à faire. Comme on l'a vu plus haut elles ont le sentiment que les luttes féministes (à partir de la moitié du siècle dernier) pour les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes sont l'équivalent des luttes ouvrières où des femmes se sont d'ailleurs illustrées et constitué une sorte de « modèle » dont bien d'autres mouvements se sont inspirés. Elles disent qu'elles ont (du fait de leur spécificité et de leurs responsabilités familiales), comme aussi les associations familiales, contribué à faire prendre conscience par les OIG et les pouvoirs publics nationaux (le poids de l'électorat féminin) de problèmes humanitaires et sociaux autrefois secondaires tout d'abord de la Condition féminine (mères, travailleuses, femmes au foyer) c'est-à-dire de 52 % de la population mondiale, et désormais avant tout, des femmes du tiers monde encore exclues des droits civiques élémentaires, en pratique tout au moins, à l'exception de privilégiées qui sont rares.

Toute la politique du Développement en est modifiée, de même que dans les nations développées, les droits et le travail des femmes affectent l'organisation de la société et la répartition des revenus

(1) Le terme - Ordre mondial - du questionnaire est vivement contesté comme sonnant fasciste, autoritaire, système ferme, un - ordre - économique monétaire par contre est concevable.

nationaux. Les budgets sociaux leur sont d'us,

Les femmes des pays du Tiers Monde. tout en se gardant, comme le recommandent les ONGF d'imiter de trop près les pays développés et en prenant soin d'ajuster traditions et réformes, trouvent appui dans les associations féminines qui tissent un réseau de relations qui s'étend au monde entier, pour obtenir un type de développement satisfaisant, et en tout cas sont poussées et cherchent à participer elles-mêmes à la politique de développement qui concerne leur famille et leurs propres personnes. Cet éveil est à mettre au crédit des ONGFF encore qu'il se fasse difficilement du fait du retard dans un grand nombre de pays des mentalités masculines que l'on voudrait, dans le domaine de la Condition féminine, en voie de développement.

Dans la pratique, quelle autre groupe d'associations a une telle dimension, un tel impact sur le monde depuis plus d'un siècle ?

Il n'est pas actuellement d'association féminine et familiale internationales qui

n'aient de projets humanitaire, social, civique ou culturel destinés aux femmes du Tiers Monde.

Il serait utile qu'une OIG (OCDE par exemple) fasse une enquête sur la participation des associations féminines au développement.

Toutefois, la liberté à ses sujétions : « la pauvreté » dit dans sa réponse au questionnaire, la « Fédération Internationale des Femmes de Carrières Juridiques » pauvreté signifie action limitée, influence limitée.

L'extension des ONGF au Tiers Monde, désirée, efficace pourtant, ne vaut pas aux ONGF plus de ressources, mais au contraire plus de charges.

De sorte que ces associations souhaitent l'apport de subsides d'un Fonds Commun de ressources accordées par les Etats, les OIG, de dons à répartir selon des méthodes à trouver, tandis qu'au plan national une « maison des ONG » résoudreait bien des problèmes communs (siège, secrétariats, reproduction de documents, traductions, organisation des

Congres etc..) problème de coordination entre elles pour la défense d'abord de certains intérêts prioritaires, statut, accès aux massmedia, finances etc... liens sectoriels permanents, transitoires au plan d'opérations particulières (humanitaires par exemple) organisation de leurs moyens d'influence et d'information du public etc...

Le questionnaire a permis aux ONGF qui s'y sont intéressées de réfléchir, de soulever des questions laissées en instance faute d'une concertation globale entre elles; d'informer. Elles attendent du Forum des réponses à ces questions, mais aussi nombre d'enseignements utiles; elles pensent qu'il sera avant tout un moyen de

des OIG et de l'opinion publique à la dimension du fait associatif international et aux obstacles que rencontrent les associations les moins contestataires et les plus complémentaires à l'action publique. Elles en espèrent un plus rapide avènement d'une démocratie de participation que leur propre rôle, enfin en faveur des femmes et des familles qu'elles lient au progrès général du monde en sera mieux compris, élargi et facilité.



SEANCE DE COMMISSION DU FORUM DANS LA SALLE DYNASTIE DU PALAIS DES CONGRES DE BRUXELLES

LE FAIT ASSOCIATIF ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

par Jean-Paul HARROY*

1. Remarques préliminaires

Il convient d'abord de souligner que lorsque le mot « Environnement » figure dans une appellation comme « Programme des N.U. pour l'Environnement » ou « Ministre de l'Environnement », il s'agit toujours d'une ellipse où le mot seul remplace « Sauvegarde et Restauration de l'Environnement Humain ». Les écologistes de quel abus d'usage ce terme n'est-il pas l'objet de nos jours ? - s'occupent des relations des être vivants avec leur milieu. A priori, une modification de pH de l'eau où ils vivent constitue un phénomène, voire une catastrophe, pour un peuplelement d'infinis. C'est un problème écologique, mais ce n'est pas un problème d'environnement si cette transformation de milieu ne porte pas préjudice à la santé, au confort ni aux intérêts matériels de l'homme ou si ce dernier ne perçoit pas ou ne déplore pas ce préjudice. On en déduit immédiatement que l'efficacité du fait associatif en matière d'« Environnement » peut connaître des entraves et même des blocages aussi longtemps qu'un groupe d'humains de quelque importance ne prend pas conscience de l'existence d'une « nuisance » ou d'un groupe de nuisances et décide d'y chercher remède, malgré l'indifférence des autorités tant que ce groupe ne s'est pas nue en groupe de pression et malgré les interventions des responsables de la ou des nuisances en cause, qui s'efforcent d'en minimiser la gravité, d'en camoufler les causes, voire d'en nier l'existence. Autre préalable à faire admettre : l'Environnement correspond, dans le contexte qui nous préoccupe ici, au milieu dans lequel et dont vivent les hommes. Il y a donc un aspect qualitatif à la défense de l'Environnement : en raccourci, c'est la lutte contre les pollutions de toutes sortes (eau, air, y compris le bruit, les maladies de civilisation) et l'enlaidissement du cadre de vie et un aspect quantitatif : l'appauvrissement des ressources naturelles renouvelables (eau, sols, couverts végétaux) dont vivent les hommes. Deux corollaires, toujours très sommairement présentés :

1. la détérioration qualitative de l'environnement par les pollutions est surtout grave, perçue et même déjà combattue, en pays industrialisés, tandis que l'appauvrissement des ressources

menace tragiquement le Tiers-Monde sans hélas, faire l'objet ni d'une protestation de la part des ruraux qui en sont victimes, ni d'une réaction sérieuse de la part de quiconque.

2. partout, c'est-à-dire même dans les pays industrialisés où des appauvrissements de ressources deviennent perceptibles et observables, la lutte contre ces phénomènes : érosion, déboisement, aridification, etc... sont considérés comme relevant des pouvoirs publics exclusivement et le désir de déclencher cette lutte, et surtout d'y prendre part, ne suscite que rarement des essais d'associations : il n'existe guère de ligues contre la pollution de l'air, mais les groupements pour la défense de l'esthétique de telle région, telle vallée, tel quartier, foisonnent.

Il en résulte encore, troisième observation liminaire, que diverses catégories de spécialistes se préoccupent de l'actuelle dégradation de l'environnement humain, souvent en voie d'aggravation. Les premiers qui s'en sont soucié collectivement pourraient bien être les naturalistes que la morsure du Progrès, notamment aux USA le siècle dernier, effrayait par la brutalité de la destruction d'écosystèmes, de la disparition d'espèces animales et végétales. Les effets portant préjudice étaient encore minces et peu ressentis (il reste encore tant de forêts : que m'importe la disparition du Zèbre de Burchell ?). Les naturalistes (Jean Massart, pour la Belgique et l'Europe, en 1911) prêchaient dans le désert. Les nuisances se développaient. L'Homme commençant à être touché, comme décrit plus haut dans ses trois volets : santé, confort, intérêts matériels, il se pourrait que chronologiquement ce soient les médecins, hygiénistes et toxicologues qui se soient émus en deuxième lieu. Lorsque des intérêts matériels de quelque importance commencèrent à être menacés, surtout dans le monde riche, par des altérations de l'environnement (pollution des eaux, douces, des mers, de l'air...), devenant réellement préjudiciables, des économistes furent alertés. Mais alors que naturalistes et défenseurs de la santé poussaient des cris d'alarme et réclamaient des contre-mesures, les économistes se bornaient à faire des bilans de gestion : la société demandait de produire beaucoup au moindre coût ; si cette production portait atteinte à l'environnement, c'était aux dirigeants de la société à décider comment, jusqu'à quel point et à quel prix ces atteintes devaient être combattues par réglementation, interdiction, subsidiation, fiscalité, etc... Et à ces trois approches : mécanisme de la nuisance.

effets de la nuisance, coût de la nuisance et de la lutte contre celle-ci, vint alors s'en ajouter une quatrième : celle de la mise au point de techniques ou méthodes de lutte contre les nuisances, opération où intervenaient l'ingénieur, le chimiste, d'autres techniciens, mais aussi le juriste et, lents à s'ébranler, le sociologue et la politologue.

A nouveau, le climat et le calendrier selon lequel ces diverses catégories entreprennent de s'associer, sectoriellement d'abord, puis interdisciplinairement (lorsque naquit l'homme nouveau que l'on attendait : l'environnementaliste) sont des facteurs dont l'analyse peut être pleine d'enseignements pour les participants du Forum mondial des Associations internationales/transnationales.

2. Les débuts du fait associatif national en matière de sauvegarde de l'environnement

On conçoit que l'Association nationale ait, comme toujours (presque toujours ?) précédé l'association internationale, appelée à virer au transnational. Et l'on comprend maintenant que dans notre domaine « environnement », les actions des pionniers furent le fait, en quasi-totalité, de naturalistes alarmés et d'admirateurs de la Beauté, beauté naturelle, beauté des réalisations humaines, architecturales, urbanistiques, artistiques, culturelles... Naturalistes, esthètes : peu d'entre eux avaient des chances d'avoir directement accès au pouvoir politique, d'être donc capables eux-mêmes de concrétiser leur désir de contrecarrer les processus de destruction ou d'enlaidissement. Mais, parfois isolément par démarches persuasives personnelles auprès de tenants du pouvoir capables de compréhension (c'était plus facile à admettre, au XIX^e siècle, quand les intérêts en jeu étaient encore limités...) et parfois déjà par efforts associés, certains de ces esthètes ou naturalistes parvinrent à provoquer des prises de mesures spectaculaires et efficaces.

Ainsi furent créées par le pouvoir central français en 1853 les premières « séries » biologiques et artistiques de la Forêt de Fontainebleau. Ainsi fut fondé aux Etats-Unis autour de la Yellowstone River, sous l'impulsion de l'expédition Washburn, le premier parc national du monde, en 1872. Et, sur la lancée, l'Empire britannique imita - sauf en Angleterre même - par des créations de parcs nationaux, réserves naturelles administrées par l'Etat : Australie (1886), Canada (1887), Nouvelle

Ancien Sec Gen. 11948-1955) de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources (IUCN). Ancien Président (1966-1972) de la Commission des Parcs Nationaux de l'IUCN.

Zélande 0895), Afrique du Sud (1898), Inde (1908).

Dans ces mesures concrètes, le fait associatif ne jouait qu'un rôle modeste - s'il louait seulement - comme facteur moteur; l'autorité publique avait pris les devants, suivie, au XX^{ème} siècle, en Suède (1909) et en Suisse (1914). Par contre, dans le reste de l'Europe, la lente détérioration des espaces naturels encore de nature à fasciner naturalistes et esthètes de la nature, précisément parce qu'elle était lente, ne déclenche d'action officielle que très tard, et c'est alors à des associations privées que l'on dut les premières constitutions de sanctuaires naturels - toujours pour conserver des écosystèmes, des espèces, des paysages-cette fois par acquisition de zones sur base de souscriptions nationales ou de recours au mécénat.

Le Royaume-Uni, malgré ses immenses réalisations d'Outre-mer (Banff - Canada, 656.000 ha, 1887), n'avait encore aucune réserve naturelle sur son sol d'Europe lorsqu'en 1895 trois idéalistes, soutenus par une poignée d'amis, constituèrent le National Trust et acquirent une dizaine d'acres, berceau du remarquable domaine actuel de l'institution. Une association hollandaise, aujourd'hui également fameuse, la Verzeniging tot Behoud van Natuur monumenten in Nederland (1905) (VBN) et une homologue allemande non moins renommée : Verein Naturschutzpark E.V. Hamburg- Stuttgart (1909), suivirent la même voie non-gouvernementale de création de sanctuaires par achat privé de terrains. La première réserve française (1912), la Réserve des Sept Îles, aujourd'hui rendus tristement célèbre par des marées noires, fut, dans la même ligne, l'œuvre de la Ligue Française pour la Protection des Oiseaux. En Belgique, il fallut attendre 1942 pour voir naître la première réserve naturelle du pays, le P.N. des Roches Noires (3 ha), sous l'action de l'Association « Ardenne et Gaume ». Le Gouvernement belge, pour sa part, ne commença à constituer ses réserves naturelles domaniales qu'en 1954.

Comme on le constate, environ jusqu'à la fin du premier quart du XX^{ème} siècle, la défense de l'environnement a pratiquement partout revêtu la forme limitée et simplifiée de « Protection de la Nature », sous la double impulsion de deux moteurs : conservation de biotopes (c'est récemment que le mot écosystème a fait surface, peu avant celui d'environnement pris dans le sens admis ici) et préservation de beaux paysages. Tout au début, sauf minimes exceptions, les réalisations marquantes furent le fait de l'Etat. A la fin du siècle dernier, des organisations non gouvernementales nationales prirent leur essor, sous de premières poussées de fractions de l'opinion. Et peu à peu, aux deux motivations de départ s'adjoignaient leurs corollaires :

1. la recherche scientifique systématique dans les territoires protégés, recherche de science pure en Suisse (Parc

National de l'Engadine, Paul Sarasin, 1914. Société Helvétique des Sciences Naturelles) ou de science appliquée, comme dans les Zapovedniki de l'URSS, dès les premières années révolutionnaires, sous l'impulsion personnelle de Lénine qui, on le notera en passant, venait, autour de 1914, de vivre en Suisse les batailles de doctrine gagnées par Paul Sarasin.

2. le développement progressif de la notion de tourisme en nature protégée, visant à donner satisfaction aux amoureux de la Nature de plus en plus exigeants, de plus en plus organisés en associations aussi, avec, peu à peu, affirmation croissante du rôle économique naissant de ce tourisme.

On en était ainsi au stade d'actions nationales, d'Etat ou d'ONG, de protection de la Nature. N'existait que fort peu de choses encore, sauf quelques lois, peu suivies souvent, à caractère général (code forestier, code rural, protection des eaux) sur ce qui constitue aujourd'hui les deux piliers principaux de la lutte contre la détérioration de l'environnement : le contrôle des appauvrissements de ressources naturelles renouvelables (érosion, aridification, déboisement, etc.) et celui des pollutions s'attaquant au cadre de vie et de travail des sociétés contemporaines.

3. Les débuts du fait associatif international en matière de sauvegarde de l'environnement

Ces débuts se localisèrent en Europe, peu avant la première guerre mondiale. Ne s'écartant pas des axes décrits ci-dessus pour le plan national et que l'on dénommait donc couramment « protection de la nature », ils furent à nouveau l'œuvre surtout de naturalistes, appuyés par des amis de la Nature attirés vers celle-ci essentiellement par sa « beauté ». Le promoteur fut, une fois encore, le Suisse Paul Sarasin qui, en sa qualité de président d'une ONG, société d'histoire naturelle, s'attacha à susciter la création d'une « Commission internationale ou mondiale, composée de représentants de toutes les nations et ayant pour mission d'étendre la protection de la Nature au monde entier, du pôle Nord au pôle Sud, en embrassant les continents aussi bien que les mers » (proposition formulée en 1910 au 8^{ème} Congrès international de Zoologie). Après des avatars multiples, P. Sarasin réussissait à réunir en novembre 1913 à Berne, sur convocation du gouvernement suisse, des délégués de dix-sept pays, dont les Etats-Unis et la Russie, et à obtenir la signature de l'acte de fondation d'une « Commission Consultative pour la protection internationale de la nature ». La guerre interrompit les progrès - la Commission devait siéger pour la première fois en novembre 1914 - qui se manifestaient promoteurs, mais lorsque Sarasin s'efforça, la guerre finie, de relancer son entreprise, il s'attira du Conseil Fédéral

de son pays, qui n'avait pourtant pas connu les hostilités, la réponse significative : « ... quand tant de questions plus importantes réclament l'attention du pays, ... on ne saurait attendre de la Commission ... une activité couronnée de succès... » (fin de citation).

L'élan était brisé sur le plan semi-officiel. Il fut repris sur le plan privé, par l'un des plus prestigieux promoteurs de la protection internationale de la Nature, le Hollandais Pieter Gerbrand van Tienhoven qui, moins ambitieusement, chercha une amorce de coopération entre pays par la création de trois « comités nationaux pour la protection de la Nature » (Pays-Bas, France, Belgique), puis dans une conférence (Londres, 1926) organisant une « coopération permanente entre ces trois comités nationaux et les associations s'occupant de protection de la Nature dans d'autres pays... ».

Toujours avec moins d'ambition que Sarasin, P.G. van Tienhoven commença par porter ses efforts sur la « collecte internationale systématique de documentation », ce qui mena, avec l'appui de l'Union Internationale des Sciences Biologiques (UISB), à la fondation à Bruxelles en 1929 d'une première OING: l'Office International de Documentation et de Corrélation pour la protection de la Nature (OIPN). En 1934, l'Office devint une institution de droit belge qui, en 1939, avait déjà produit de nombreuses publications en matière de « législation comparée sur la protection de la Nature ». A nouveau, la guerre vint briser l'élan.

En 1945, l'OIPN revint à la vie, mais pas pour longtemps. Les idées avaient évolué. Diverses propositions étaient formulées, visant soit à insérer un département « Protection de la Nature » chez l'un des membres de la famille naissante des agences spécialisées des Nations-Unies(1), soit à créer une puissante OING capable de dépasser largement le simple rôle de collecte de documentation de l'OIPN de Van Tienhoven, mais de devenir opérationnelle dans toute la mesure des possibilités politiques du moment. En 1946 et 1947, la Ligue Suisse pour la Protection de la Nature, soutenue par l'UNESCO, réunit à Brunnen sur le Lac des Quatre Cantons deux conférences internationales préparatoires, ayant pour mission de rechercher une formule susceptible d'aboutir. A Brunnen II, des 24 délégations nationales, 12 contenaient un délégué officiel du gouvernement du pays (dont: France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie). Et parmi les délégations d'organisations internationales, on notait l'ONU, l'UNESCO, la FAO, l'UISB, l'OIPIM et l'une des plus anciennes OING spécifiques de la protection de la Nature : le CIPO ou Comité International pour la Protection des Oiseaux. Une solution originale, les uns dirent « mixte » ou « intermédiaire », les autres la qualifieront d'« hybride » allait en sortir. En 1948, sous la triple égide Ligue Suisse, UNESCO et Gouvernement français, naissait, le 7 octobre, à Fontainebleau, l'Union

Internationale pour la Protection de la Nature (IUPN). Le président de la Ligue Suisse, le Dr Charles J. BERNARD, en était le premier président. Caractéristique majeure de l'IUPN, l'institution était, et est encore aujourd'hui, chauve-souris, ni OING ni organisation gouvernementale, en ce sens qu'elle regroupait parmi ses membres des Etats, des organismes de droit public et des organisations nationales non-gouvernementales. Avec des droits de vote aux Assemblées pondérés différemment; on retrouve ainsi parmi les membres de l'Union (aujourd'hui rebaptisée UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources) côté à côté les Etats-Unis d'Amérique, le Cercle des Jeunes Naturalistes du Québec, l'URSS et Los Amigos du Bosque du Guatemala.

Autre trait à noter chez l'Union de 1948 : maigre les idées en évolution, maigre la conscience croissante du péril des appauvrissements des ressources naturelles renouvelables - ce que démontre la tenue en 1949 à Lake Success de la Conférence Scientifique des N.U. sur la conservation et l'utilisation des ressources UNSCOUR - malgré l'intention de charger celle-ci de s'occuper de bien d'autres choses que de conservations d'espèces, de biotopes et de paysages, la dénomination adoptée fut encore IUPN : Protection de la Nature. Cette étourderie fut aussitôt perçue, déplorée, dénoncée. Et il ne fallut pas attendre plus de huit ans pour qu'à l'Assemblée Générale d'Edimbourg, l'IUPN devienne UICN. Déjà aux années cinquante, le concept moderne faisait son entrée, sinon le mot lui-même. Protection, trop négatif, cédait la place à conservation jugé plus dynamique en anglais, sinon en français. Et les ressources naturelles étaient désormais considérées comme méritant d'être protégées ou conservées, au même titre que la Nature sensu lato. Mais à cette époque, si des instances nombreuses, agences ONU ou Unions scientifiques, commençaient à se préoccuper de pollutions, le fait associatif ne se marquait pas encore nettement par la création d'OING en matière de lutte contre les pollutions ou contre les ruptures d'équilibres dues à des abus de pesticides ou à des introductions intempestives d'espèces exotiques. En gros, de 1950 à 1970, en suivant une évolution vers la limitation de ses préoccupations, la ramenant à la protection de la Nature sensu stricto, la semi OING - semi OIG que constituait l'IUPN a été, sinon quasi la seule, du moins la principale institution internationale s'occupant exclusivement d'environnement et qui ait multiplié de manière efficace au niveau planétaire des études, des enquêtes, des conférences, des séminaires, des diffusions de publications et des actions opérationnelles, notamment en matière d'éducation, de législation (documentation et conseils juridiques), de protection d'espèces menacées, de créations de

parcs nationaux et de réserves naturelles, de divers types.

Détail: en 1952, l'IUPN avait officiellement absorbé l'OIPN et, notamment, ce qui constitue actuellement à Gland sa renommée .. Bibliothèque van Tienhoven ».

4. Le point en 1970

On peut vraiment considérer 1970 comme l'année-charnière de la mobilisation des forces nationales et internationales capables de contrecarrer l'aggravation ininterrompue de l'état de l'environnement au plan planétaire.

L'acquis des décennies précédentes, comme on l'a vu, n'était cependant pas négligeable, mais il se situait encore fort peu dans le cadre officiel, l'intérêt des sphères politiques n'ayant que rarement été éveillé.

Même l'existence des Etats-membres de l'IUCN ne pouvait pas être considérée comme la manifestation d'une volonté politique des gouvernements de prendre une part active à des actions concrètes. En fait, chaque délégué gouvernemental envoyé aux Assemblées de l'Union avait beaucoup plus (sinon exclusivement) pour mission de contrôler la gestion de l'institution que de veiller, une fois rentré dans son pays, à ce que ce dernier donne une suite quelconque aux Résolutions votées par les dites Assemblées. Et les interventions efficaces de l'IUCN n'étaient donc que très partiellement soutenues par les Etats-membres qui contribuaient, très modestement, au budget administratif de l'Union, mais ne finançaient pratiquement aucun projet opérationnel. Ce que l'IUCN pouvait concrétiser provenait du dévouement de certains de ses membres et des membres de ses Commissions, de contrats spécifiques avec des agences (FAO etc...) ou institutions (Ford Foundation), ou encore de soutiens de quelques rares mécènes et du World Wildlife Fund. Remarque significative au passage : dans ses recherches de financement parmi le grand public, l'IUCN connut peu de succès, la réaction étant : « Vous financez pour vous permettre de lutter contre l'altération et l'appauvrissement de l'Environnement ? Mais c'est aux Etats de faire ça... ». Par contre, le WWF, sous son emblème le Panda, toucha beaucoup le cœur des grands mécènes et des petits enfants pour les amener à s'associer afin d'aider à la survie du gentil petit Koala, du gros rhinocéros et du superbe tigre. Peu d'intervention officielle internationale donc jusqu'en 1970.

Quelques initiatives seulement au niveau régional (Conseil de l'Europe, 1963; Comité d'Experts pour la Sauvegarde de la Nature et du Paysage; Comité qui provoque l'organisation de l'Année Européenne de la Conservation de la Nature de 1970.

Puis à citer l'IUCN et ses collatéraux (WWF, CIPQ, Youth Organization for Conservation of Nature, etc...) et quelques alliés un peu inattendus du type : Association internationale des Directeurs de

Jardins zoologiques ou Conseil International de la Chasse. Et des branches d'unions scientifiques : « Commissions pour la conservation » de l'Association Internationale de la Science du Sol (première réunion de la Commission en 1950), du Congrès International de Botanique (première réunion de la Commission en 1954), etc... Et enfin les premiers pas d'organisations internationales du type « Programme biologique international - (ICSU), de l'International Whaling Board, ou encore de ligues de défense de l'esthétique.

Le fait associatif le plus marquant se cantonnait ainsi au niveau national et ainsi qu'on l'a vu plus haut, essentiellement dans l'activité de groupements non gouvernementaux de défense, voire d'une catégorie d'espèces particulières (ligues ornithologiques, Amis de l'Arbre, etc...), soit d'une zone déterminée (Forêt de Fontainebleau, Vallée de l'Ourthe), soit de territoires protégés acquis par lesdits groupements (Nature Conservancy aux USA, National Trust au Royaume-Unis, VNB aux Pays-Bas, Verein Naturschutz park en RFA, etc.).

5. La dernière décennie (1970-1980)

Il s'agit peut-être d'une coïncidence, mais 1970 fit retentir plusieurs coups de tonnerre qui, cette fois, furent partout entendus, car ils atteignirent simultanément les politiciens et les masses populaires. La première secousse de 1970 fut décisive pour les USA. Elle s'est traduite par le discours de janvier sur l'Etat de l'Union, du Président Nixon, largement consacré à la dégradation de l'environnement et dont les retombées furent considérables, essentiellement la naissance du « Council on Environmental quality » et les énormes financements des interventions de ce dernier, notamment en matière de pollution de l'eau douce et de l'air. Peu après, dans un discours prononcé à Chicaco, le président Pompidou emboîta le pas à son collègue américain et annonça pour la France des changements de politique qui, vigoureusement mis en œuvre, allaient porter au premier rang des « bons gestionnaires de l'environnement - ce pays qui, jusqu'alors, ne s'était pas fait spécialement remarquer dans ce domaine.

De son côté, l'« Armée Européenne pour la Conservation de la Nature - (la décision ayant été prise vers 1966, il s'agissait encore de Conservation de la Nature, pas encore de l'Environnement) fut un très grand succès dans la plupart des pays d'Europe.

Et c'est en 1970 que les peuples du monde se familiarisèrent avec l'idée qu'en 1972 allait se tenir à Stockholm la « Conférence des N.U. sur l'Environnement », laquelle devait, comme les discours de Nixon et Pompidou, avoir des prolongements concrets notables (le principal étant la naissance du PNUE) et telle l'Année Européenne 1970, retentir

comme un énorme coup de gong perceptible et perçu dans les cinq continents. Evoquons d'abord rapidement l'Année Européenne, qui vit plusieurs pays comme la Belgique, devoir le plus clair de l'impact de cette manifestation au dévouement remarquable des membres d'ONG, modestement soutenus financièrement par l'Etat, mais à qui ces quelques billets de dix mille francs belges, et l'occasion de se rappeler d'une croisade continentale orchestre, permirent de faire merveille jusque dans les villages les plus reculés. Puis, à tout seigneur tout honneur : Stockholm 1972. Bien préparée, bien conduite, la Conférence tira donc son efficacité de la totale politisation de ses débats. Les délégations, parfois conduites par une tête couronnée ou un chef d'Etat, toujours étoffées de hauts fonctionnaires entourant des Ministres, firent beaucoup de travail en Commission ou dans les Cafétéries, ce qui vida d'ailleurs souvent la réunion plénière de ses participants. C'est ainsi que, dans une salle immense, on vit souvent(i) le brillant Secrétaire Général Maurice STRONG, entouré de son état-major, écouter le porte-parole d'un Etat qui expliquait au Monde que dans son pays les textes de la législation sur l'environnement (il ne parlait pas des effets de celle-ci) étaient parfaits, et prononçait son discours devant... un seul auditeur: l'orateur inscrit suivant...

Fait infiniment significatif, la conférence UNSCCUR, déjà évoquée ci-dessus (page 7), qui avait pourtant en 1949 réuni sous invitation Nations-Unies plus de 2.000 délégués sur tous les problèmes de ce qui allait s'appeler plus tard « Environnement », était sortie de toutes les mémoires. Et de son discours inaugural, le Secrétaire Général Kurt WALDHEIM déclara sa fierté d'ouvrir cette conférence où pour la première fois depuis sa création, l'ONU allait s'occuper d'environnement. Son entourage comme lui-même ignoraient qu'il y avait eu, vingt-trois ans plus tôt, une énorme conférence de « distinguished scientists of the United Nations » qui avait produit des milliers de pages de très bons rapports tant sur une crise possible de l'énergie que sur l'érosion, le déboisement et les pollutions de l'air et de l'eau, et voté des dizaines d'excellentes recommandations restées sans suite.

L'explication de cet oubli : Lake Success 1949 n'avait réuni que des « scientifiques - dont le poids politique était absolument nul.

La conférence de Stockholm fut encore le théâtre d'un autre phénomène significatif, lui aussi non étranger au fait associatif. C'est la tenue, et le succès, de plusieurs conférences parallèles à la Conférence officielle des N.U.

L'origine du phénomène est simple. Les délégués aux réunions mondiales, surtout depuis les décolonisations des années soixante, sont souvent encins, ou contraints par leurs mandats, à taire le fond des vrais problèmes pour ménager les intérêts particuliers, voire des privilèges des classes. Ces classes sociales,

souvent détentrices du pouvoir politique et économique dans leur pays respectif, s'arrangent, en effet, pour que les porte-parole de leur gouvernement à ces conférences soient des leurs, et donc combattent toute affirmation ou proposition qui, comme ce devrait l'être, identifierait l'indispensable lutte contre la dégradation de l'environnement à une limitation des dits privilèges.

En 1966, la FAO, à une conférence sur l'alimentation tenue à Amsterdam, avait une fois (pas deux !) pris le risque de rendre ses débats publics, ce qui avait eu pour conséquence inoubliable de mêler aux graves experts et délégués ronronnant sur les thèses orthodoxes quelques centaines de hippies à longs cheveux, guitare et pendeloques qui, ma foi fort bien documentés, opposaient avec éloquence la vérité tout court aux vérités officielles sur la misère paysanne intertropicale déjà à cette époque engagée sur la pente tragique où elle glisse de plus en plus vite de nos jours.

À Stockholm, alors que dans la « vraie » conférence, les cruelles réalités des dégradations et les pénibles évidences des sacrifices à consentir restaient pudiquement camouflées au nom des raisons d'Etat et au service d'intérêts privés (multinationales, riches des pays pauvres...), ces réalités et évidences étaient véhémentement clamées en des conférences parallèles, suivies par des milliers de participants, surtout des jeunes, fréquentées par des témoins du problème : Barry COMMONER, Paul ERHRLICH, Josué de CASTRO, Margaret MEAD...

Les deux principaux thèmes de ces réunions hétérodoxes s'intitulaient « Le Forum » et « Dai Dong ». Le Secrétaire général de la Conférence des Nations-Unies, Maurice STRONG, eut l'élégance de ne pas les ignorer, d'y paraître parfois, et de s'y expliquer courageusement. Le Forum avait essentiellement pour but de permettre à des organismes tels que l'I.S.P.I. - institution privée réunissant des scientifiques américains intéressés aux problèmes de l'environnement et de développement scientifique - et l'O.I (proverbe swahili signifiant : « rien de ce qui est ne doit être négligé ») Committee, « an international committee of young scientists and scholars for a critical and holistic approach to Development and the Human Environment » de s'exprimer. Citons encore « Row Wow... » Hog Farm... « People's Forum » etc... Et rappelons la spectaculaire présentation à la foule des estropiés japonais de la maladie de Minamata.

La retombée principale de Stockholm 1972 fut, comme on sait, la création du PNUE, basé à Nairobi, et dont les réalisations, les politiques et les évolutions de politique n'ont pas à être décrites ici. Autre retombée, la décision de désormais considérer le 5 juin comme journée mondiale de l'environnement. L'élan était donné.

Les informations et les exhortations - parfois même outrancières - à la recherche du sensationnel - devenant une matière

visiblement « à la mode ... des institutions gouvernementales qui avaient, dans le passé déjà, apporté un timide intérêt et soutien à la cause, élargirent notablement leurs actions, tandis que d'autres qui étaient restées dans l'expectative entrèrent à leur tour en lice. Ces initiatives par fois précipitées, n'évitèrent pas certains doubles emplois et entraînèrent même de stériles compétitions. L'ONU convoqua des conférences sur la Population, le Droit de la Mer, l'Hydrologie, l'Aridification etc... L'UNESCO mit, entre autres, à son actif le programme MAB (Man and Biosphere). Les Communautés Européennes créèrent leur solide service de l'Environnement et de la protection des consommateurs. Le Conseil de l'Europe renforça les interventions qu'il avait, on l'a vu amorcées dès 1963. L'O.C.D.E. travailla avec succès sur des problèmes de méthodologie (évaluation des coûts de dépollution, problèmes de pollutions sans frontières, etc... etc...). L'OTAN, même, lança son important projet sur les défis de la société moderne. Tandis que le Programme Biologique International (PSI) de l'ICSU fut suivi par la SCOPE (Scientific Committee on the Problems of the Environment). Citons encore la création de l'IMCO (Inter-governmental Marine consultative organisation). Il en est beaucoup d'autres que l'on devrait énumérer ici.

Sur le plan des OING et des ONG, l'impulsion de 1970 fut également fertile en conséquences nombreuses et souvent bénéfiques. Citons-en une gerbe, avec la certitude d'être incomplet.

Il se constitue d'abord - première réunion à Stockholm - une organisation INASEN convoquant « l'Assemblée Internationale des ONG s'intéressant aux problèmes de l'Environnement ». Ces assises se tiennent habituellement à Nairobi, à l'ombre du PNUE.

Parmi les membres PNUE ayant établi des relations organiques avec plusieurs centaines d'ONG, il fut créé, également à Nairobi, un « Centre de liaison pour l'environnement », qui, depuis 1974, agit comme moyen de communication avec le PNUE, mais aussi comme organe renforçant, en matière d'environnement, la communication et la coopération entre les gouvernements des PUD et des pays développés. Pour la réunion du Conseil du PNUE de mars 1979, le Centre de liaison produisit un très précieux rapport sur l'activité des ONG en matière d'environnement et en connexion avec les projets du PNUE. Le centre publie aussi un périodique « Le courrier du CLE » d'une efficacité incontestable.

Cette forme de liaison et parfois de pression des OING ou ONG s'exerçant en direction d'une instance gouvernementale, a trouvé une manifestation similaire en Europe où, depuis quelques années, fonctionne à Bruxelles un - Bureau Européen de l'Environnement - assurant la liaison entre 40 ONG-OING des neuf pays de la Communauté d'une part et de l'autre, le Service de l'Environnement et

de la Protection des Consommateurs de la Commission des Communautés. Eurent également des imitateurs les « Conférences parallèles » de Stockholm. A Vancouver, a la conférence des N.U. sur les Etablissements humains. 1976. il y eut de même un « forum » et de nombreuses assemblées libres anarchiques mais bruyantes, où des « vérités » furent opposées aux thèses officielles. Et en juillet 1979, à Rome, lors de la Conférence Mondiale sur la Réforme Agricole et le Développement Rural, non seulement il y eut une assez confidentielle contre-conférence du « Rome Déclaration Group », mais surtout OXFAM, autorisée par la FAO, distribua quotidiennement aux participants un remarquable journal de huit pages intitulé PAN (Pan, le pain, pas Pan, le dieu...) qui prenait le contrepied ou assurait la critique des déclarations officielles prononcées en séance ou de l'évolution des travaux de la Conférence. Citons encore d'autres réactions de la décennie.

Après Stockholm, on vit se réunir plusieurs fois à Bonn, Vienne, Nairobi, Kingston, une « Conférence Parlementaire Internationale sur l'Environnement ». En l'occurrence, c'étaient donc des députés et sénateurs intéressés par l'environnement qui se réunissaient pour coordonner leurs actions nationales et prendre ensemble des engagements d'intervention devant leurs parlements respectifs. Une autre création notoire correspond au Conseil International du Droit de l'Environnement, OING très active dans un domaine où la concertation transfrontière peut être des plus fécondes. Et puis méritent la citation l'Institut de la Vie (organisme central à Paris, sections dans plusieurs autres pays), les Amis de la Terre (basse à San Francisco, sections nombreuses de par le monde), la SIRMCE (Société internationale pour la Recherche sur les maladies de civilisation et l'environnement), le CIREFA (Centre International de recherches et d'études sur les facteurs de l'ambiance). Et une autre catégorie en voie d'expansion groupe des organisations internationales de techniciens intéressés professionnellement par la défense de l'environnement, fédération de producteurs de matériel ou de produits permettant épuration, dépollution, restauration pédologique, économie d'énergie, etc. etc. ou encore des fédérations comme le GIFAP (groupement international des Associations Nationales de Fabricants de Pesticides) ou le CE8EDEAU qui réunit fréquemment des assises internationales sur la lutte contre la pollution des eaux douces. On pourrait y joindre les organisations internationales de Tourisme qui, peu à peu, de forces involontairement hostiles à l'Environnement, en sont devenues des défenseurs, conscientes de l'évidence que ce qui constituait leur objet social était en train de scier la branche sur laquelle il était assis. D'autres manifestations du fait associatif, connectées à des problèmes d'environnement, peuvent encore être évoquées.

Les unes s'apparentent aux exemples précédents par leurs caractéristiques fondamentales mais, tout en se situant sur le plan international, se sont limitées à des régions déterminées: l'Afrique, les Alpes, la Méditerranée. D'autres revêtent une forme quelque peu équivoque, mêlant inconsciemment ou délibérément les problèmes d'environnement de base (concernant la nécessaire survie des espèces et des écosystèmes ou l'appauvrissement des ressources naturelles) avec des attitudes cruelles, parfois inutilement cruelles, adoptées lors du prélèvement d'organismes animaux destinés à la consommation humaine, ou encore lors de l'élimination d'associations réputées « nuisibles ». C'est ainsi que des ligues de protection des oiseaux ont violemment protesté(1) contre les mesures de destruction des « sympathiques - petits oiseaux mange-mil Quelea Quelea qui, par myriades, détruisaient les récoltes et affamaient les populations en Afrique sub-saharienne (N.B.: aucune ligue ne s'est jamais créée pour promouvoir la protection des sauterelles...). Et chacun songe, d'autre part, à la contreverse «bébés-phoques», où la majorité des écologistes admettent que la politique du gouvernement Canadien ne menace pas l'avenir du troupeau, lui permettant même un léger accroissement. Mais face à ces environnementalistes raisonnables et peu populaires s'unissent alors bruyamment les cœurs tendres, s'apitoyant, on les comprend, devant la photographie en couleurs d'une banquise maculée de sang. Affectivité et sensationnel ouvrent alors la voie à des possibilités de publicité personnelle, dont l'un des exemples classiques est fourni par une Brigitte Bardot réussissant à forcer l'accès de la tribune d'une assemblée européenne de Strasbourg... Une phrase incidente du paragraphe précédent à propos de la définition du terme écologiste, nous conduit enfin à une autre observation essentielle, à mettre en exergue dans notre propos d'aujourd'hui. Ecologiste, au sens d'il y a à peine plus de dix ans, désignait uniquement celui qui étudiait les relations des êtres vivants entre eux et avec leur milieu physique. A cette époque, un pays comme la Belgique comptait ses écologistes sur un peu plus que les doigts de la main. Aujourd'hui, on sait ce qu'il en est. Le public s'étant soudain rendu compte de ce que son environnement se dégradait et devait être restauré ou à tout le moins défendu, la politique s'en est mêlée, des apôtres, souvent prêts à la violence, se sont découverts et fait applaudir. Et désormais peuvent, sans soulever des protestations, se prétendre aussi écologistes de purs tribuns, dont le seul but est de fomenter des désordres, et qui lancent des cocktails Molotov vers des gendarmes chargés de protéger l'emplacement d'une future centrale nucléaire contre quelques milliers de manifestants, pour la plupart de bonne foi. Il faudra nous habituer... Enfin, il reste encore à méditer un instant à propos du sens particulier de l'impact

pas toujours bénéfique pour l'environnement que peut avoir l'action d'aide au développement que le monde industrialisé s'efforce, à nouveau, le plus souvent de bonne foi, d'apporter à la plupart des nations pauvres de la zone intertropicale. Cette aide, il faut en être pénétré à priori, ne devrait en aucun cas sacrifier à un développement passager l'avenir des ressources naturelles du pays assisté, en défrichant à l'excès ses forêts, en massacrant sa faune sauvage lorsqu'il en teste, en surexploitant ses terres cultivables et ses pâturages naturels. Hélas, la réalité est souvent bien différente et dans les groupes prenant les décisions quant à ces projets de « mise en valeur », le haut du pavé est occupé par l'homme politique, l'économiste, le financier et le technicien, l'avis de l'écologiste et de l'anthropologue n'étant que rarement sollicité et encore beaucoup moins écouté. Depuis vingt ans, des actions collectives concertées ont tenté, sans beaucoup de succès, d'empêcher des technocrates de faire accepter et exécuter des projets de développement fondés sur des bouleversements d'équilibres naturels, tenant pour zéro dans leur bilan final qu'avant le projet, il y avait une forêt et qu'après lui, il ne reste qu'une brousse dégradée. En 1968, des écologistes de vingt pays se réunirent en Virginie du Nord pour affronter leurs multiples « development horror stories » et publier des recommandations pressantes sur le thème « Ecology and international assistance ». L'UICN prit sa part dans la croisade en produisant en 1973 un solide volume « Ecological Principles for Economic Development - qui, aussi, n'eut hélas que peu d'effet.

La Banque Mondiale entendit l'appel et composa à son tour, à l'intention de ses chefs et exécutants de projets, un manuel de directives en matière de messages à éviter. Interpelles il y a quinze ans sur le même sujet, les Communautés Européennes firent longuement la sourde oreille, leur première enquête systématique sur ces messages à proscrire et sur les moyens de les contrôler, datant de 1979, rapport déposé en 1980 une fois encore. des Cassandre individuels s'étaient associés sans grand succès pour tenter de protéger les générations futures contre les entreprises irréfléchies ou égoïstes des instances dirigeantes contemporaines, nationales ou internationales, tentées par un bénéfice immédiat, fut-il éphémère et dut-il correspondre à une irréparable consommation de capital naturel. Cette hypothèque permanente sur l'avenir a encore été nettement perçue à la dernière assemblée de l'UICN, tenue au Turkménistan, à Ashkhabad, en octobre 1979. A l'occasion de la discussion du document-clé de la réunion élaborant une « World Conservation Strategy », la proposition avait été formulée de faire débiter ce texte par une proclamation solennelle de l'Union, déclarant que tous les efforts préconisés, surtout pour le Tiers Monde, dans ce texte monumental ne conduiraient qu'à des combats de retard.

dement si ne cessait à bref délai l'actuel saccage des ressources naturelles du monde intertropical sous la poussée inexorable de la surpopulation et du développement à tout prix. La structure de l'UICN, avec ses Etats membres, fit que cette vérité fut considérée comme n'étant pas bonne à dire.

Et l'institution qui eût dû la première crier casse-cou fut condamnée au silence par sa propre « raison d'Etat ». Un texte de manifeste, présenté en bonne et due forme au Comité des Résolutions, disparut mystérieusement et opportunément lors de la séance de clôture.

Conclusions

Presque à elle seule, cette dernière triste histoire pourrait servir de conclusion à notre approche en diagonale au thème : le fait associatif et l'environnement.

En dernière analyse, le phénomène brutal qui effraie et blesse depuis peu l'humanité par l'appauvrissement ou la pollution de son environnement doit sa gravité au fait qu'il met en présence des responsables et des victimes, lesquelles, de part et d'autre, n'ont jusqu'ici pas su ou pas voulu s'associer, les premiers pour limiter délibérément et collectivement les dégâts qu'ils provoquent désormais en exponentielle au milieu dont et dans lequel vivent tous les hommes, les seconds pour faire efficacement pression sur les premiers afin de les contraindre à agir de la sorte. L'alerte générale est pourtant heureusement donnée depuis 1970. Mais à quelques exceptions près, il faut bien reconnaître que jusqu'en 1980, on ne s'est encore vraiment associé que pour parler, bien plus que pour agir.

Ceux qui ont le pouvoir politique d'agir hésitent à le faire car ils sont conscients de ce que toute intervention en faveur de l'environnement entraîne des limitations de comportement et des dépenses publiques élevées que les citoyens, bien qu'ils réclament par ailleurs que leur environ-

ment soit préservé, ne sont pas encore prêts à accepter. Déjà, bien sûr, ces dirigeants ont souvent commencé à promettre un assainissement ou une restauration de cet environnement, ce qui est un progrès par rapport à il y a dix ans, mais rares sont encore les pays industrialisés - le plus menacé dans son devoir alimentaire surtout, le Tiers Monde, n'est encore nulle part sous ce rapport - qui ont déjà agi avec courage et fermeté en imposant, en interdisant, en taxant, en contrôlant, en sanctionnant.

Ce bon départ, qu'ignorent donc toujours les pays en voie de développement, arrive toutefois fort tard chez les meilleurs, tarde même encore dangereusement à être pris chez d'autres (le bassin méditerranéen, par exemple) et est de surplus souvent considérablement entravé par le fait que les principales nuisances ne connaissent pas les frontières politiques.

L'exemple de la pollution des eaux des grands fleuves dont le bassin ressortit (le Rhin) à plusieurs Etats différents, constitue l'illustration modeste de cet obstacle auquel se heurtent les meilleurs volontés et, en particulier, les méritoires efforts de l'OCDE et des Communautés Européennes.

L'association transfrontière des individus ne se présente, hélas, pas sous de beaucoup meilleurs auspices sitôt que de puissants intérêts économiques se révèlent être les ennemis à combattre.

Cette affirmation peut toutefois être nuancée lorsqu'elle ne concerne que la seule conservation de la Nature dans son sens originel de préoccupation de naturalistes et de champions de l'esthétique. Les divergences politiques entre deux hommes de nationalités antagonistes s'estompent souvent lorsqu'ils sont unis par un même idéal.

A une assemblée UICN en 1954 au Danemark, nous avons surpris, au cours d'une excursion, deux délégués, un Russe et un

Américain, qui - on était en pleine guerre froide - s'étaient cachés dans des buissons pour pouvoir se parler. Et en 1966 à une autre assemblée UICN, à Lucerne nous avons nuitamment abrité dans notre chambre d'hôtel la conversation secrète d'un Arabe et d'un Israélien également passionnés par la survie d'une gazelle du désert.

Malheureusement, dans le contexte contemporain, cette forme de conservation de la Nature a depuis vingt ans fondamentalement cessé d'être seule en jeu. Malheureusement aussi, le problème s'est désormais définitivement politisé et, ce qui est grave, dans un grand désordre parfois dans la confusion, sinon la connivence.

Aujourd'hui, avec la complication aggravante de la floraison des multinationales ce sont les intérêts économiques généraux qui dominent la bataille désormais engagée pour la sauvegarde de l'environnement.

Demain, pour deux milliards au moins d'humains, l'enjeu de cette bataille ne sera rien de moins que la survie pure et simple, lorsque les ressources naturelles du Tiers Monde cesseront d'être capables d'en nourrir les paysannes. Et l'on doit se demander avec anxiété si l'humanité parviendra à sortir de cette impasse, si les groupes politiques, économiques et sociaux qui dirigent aujourd'hui ses différentes nations ne peuvent un jour prochain être obligés de changer de cap sous la pression d'associations transnationales d'individus unis, sous une menace mondiale, selon la vieille règle d'or de la sociologie: l'agrégation des pareils contre une hostilité commune.

(1) L'idée ne prit corps qu'après Stockholm 1972 par la

(2) Expérience personnelle.

(3) Le sousigné, alors Secrétaire général de l'UICN, a été

cosigner un manifeste particulièrement injurieux et irrévérencieux.



Dans le cadre du Forum, les membres associés de l'UAI se sont réunis sous la présidence de M. A. Schreurs, le compte-rendu de cette réunion sera publié dans le prochain numéro de la Revue (Photo Call Agency)

STRATEGIES FOR DEMOCRATIZATION OF THE NONTERRITORIAL CONTINENT

by Johan Galtung *

Introduction

The naivete of the person who tries to understand the world system in terms of the Westphalia system alone, the system of states and their interrelations alone, has been obvious for a long time, except, of course, to the naive. The convenience of subdividing a finite earth into countries, equipping them with *grosso modo* similar states as central organizations (a process wrongly called nation-building) with governments and the usual key figures (the head of state, the head of government) is obvious. In the nation-state it constitutes an answer - often disastrous in its consequences - to a human inclination for people with shared ethnicity (a nation) to want to live together, keeping others outside. Conceptually it is simple because it refers to a finite, well-defined space, territorial space. In a sense it belongs, as a social formation, to the infancy of world organization although historically it came after much more complex forms, e.g. nomadic organizations with their much higher level of mobility and, consequently, adaptability to nature.

So, what else is there in the world if the system of states does not exhaust it?

In this context no effort will be made to do this exercise, often done, once more in a very systematic fashion. Suffice it only to say that there seem to be two great organizing principles for human beings: by vicinity (or territorially) and by affinity (or non-territoriality). The former is simple, clear, obvious and hence in a sense more primitive, more primordial, which does not mean that it is a stage or phase ever to be left behind. Unaided by technology human beings are slow at moving, which means that the neighbourhood principle in geographical space will remain as a valid basis for human organization - unless we should acquire better wings than those provided by airplanes and better means of telepathy etc. than those provided by the PTT - including the electronic mail now just around the corner.

Experience shows that humans seek other forms of association - affinities are found over and above the familiarity derived from vicinity - a familiarity known sometimes to breed contempt possibly because it comes about with insufficient maturity of reflection - simply because they are there (« they » being persons or states). The basis may be similarity (e.g. nations not assembled in one country under one state headed by one government - the standard formula), shared values in spite of dissimilarities, shared interests, even in spite of dissimilarities and different values. Obviously, if these three criteria should coincide (as for the Jews) the

net result is a very forceful type of affinity.

All of this points to various types of associations, but then there is also the organization - such as a factory, a firm (company) where people are linked through interaction, presumably producing goods and services (sometimes also « bads » and disservices).

The second dimension in this connection would have something to do with level of social organization. The most basic social unit, of course, is the individual : to integrate one individual into a person is already a task only successfully completed in a minute fraction of humanity. But if we disregard the level of the individual there is then the traditional distinction between groups of systems of affinity at the subnational, national and transnational levels - in other words, groups that draw their members from a distinct group within the nation (here actually meaning country), from the country as a whole, or from different countries. A city or an ethnic group within a country would be examples of the first, a national trade-union organization of the second, a transnational corporation (TNC) of the third.

However, this distinction in terms of levels is rapidly losing its significance. A typical phenomenon of our times is that all such units tend to link up with each other, but not necessarily in the form of a new « actor », meaning a clearly constituted entity that acts in and on the world system.

There is something in-between the set of cities and, say, a world or continental federation or association of cities : the network of cities, interacting, conditioning each other, at times perhaps even becoming another actor, then lapsing back to something more close to the totally unstructured set.

In other words, there is a general but very complex tendency towards transnationalization. Everything tends today to link up with something somewhere else. Most important : that something somewhere else does not have to be of the same category. It can be totally different : an Indian « tribe » in the US can tie up with OPEC, for instance, thus constituting a link between what traditionally would be the subnational and the transnational. This lack of conventional intellectual and political orderliness is here seen as a characteristic of today's world and as something that has to be taken into account in any effort to come to grips with the world system.

What this leads to is in the first run a simple typology of the components of the world system :

	Vicinity or territorial	Affinity or
Transnational or global	(United Nations)	(TNCs)
level	(Westphalia)	(national trade unions)
Subnational level	(cities)	(Kinship groups)

The basic dichotomy in this scheme, for the present purpose, is not vicinity/affinity, but the Westphalia system as against all the rest. In parentheses we have given some examples of what can be found in these other categories. But then, elaborating on this, we arrive at a second level where the phenomenon of transnationalization is taken into account in a more advanced way. At this level all of the above start relating to all of the above (giving 36 categories or 72 if we count both affinity and vicinity possibilities). In so doing they do not respect borders between countries (or between countries for that matter). The relation is not only one of similarity (there are cities or members of the Tang clan on the other side of the border), but one of linkage. At the simplest level one would talk of networks - and then proceed through all kinds of intermediate levels towards the fullblown transnational actor. The only thing that can prevent this from happening in today's world would be some kind of territorial repression ; a government so jealous of linkages transcending the border that actors remain subnational of national.

Thinking, not to mention acting, in terms such as these leads to an astounding variety of actors in the world system, all of them « transnational » with the only exception of the linkages between local levels within the same country. Just think of the double embassy occupation referred to as the « Iran hostage crisis », linking three countries (Iran, the US, England), a group of Iranian militants certainly not identical with the government, a minority in Iran, possibly expressing itself thorough militants in London. The tragic outcomes of the efforts to squeeze all of this into Westphalia system type models will be with us for a long time to come.

James Rosenau, in a recent paper gives these four examples of - recent events reported in the Los Angeles press - :

* *Goals, Processes and Indicators of Development Project, (UN University). Institut universitaire d'etudes du développement Genève.*

- The Navahos and 21 other Western Indian tribes enter into discussion with the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) in an effort to get advice on the development of energy resources.
- President Sadat of Egypt consults with Jesse Jackson, a private American citizen on a five-nation trip to bring peace to the Middle East.
- The University of Southern California and the government of Bahrain sign a contract in which the former agrees to provide the intellectual resources needed by the latter.
- Ministers of the Quebec separatist government undertake a series of tours of California in an effort to gain understanding and build support for their independence movement.

And he adds : « How does one analyze such transnational development ? In what niches of the post-realist, differentiated, and multipolar state model can they be placed ? The answer strikes me as obvious as it is distressing : such events have no home in our current formulations ». With this one may certainly agree, only it is not quite so novel a phenomenon as Rosenau seems to indicate from his examples. Rather, it may be that our effort to capture something easily conceptualized and administrated has led to an overemphasis on the international association, particularly those with national chapters, at the expense of more complicated and more fluid phenomena in the world system. Maybe this is a clear example of how people's inventiveness is far ahead of the social scientists trying to come to grips with what happens !

The problem of democratization

The problem to be discussed now is the general problem of democratization of this extremely complex web of actors and entities of all kinds. Of course, much of their political effort can be seen as directed towards and partly against the state-system, as an effort, for instance, to influence and democratize that system. But the concern here is rather with these entities themselves. What are the possibilities, what can be done ?

Some words first about the meaning of the concept of « democratization ». Generally speaking there seem to be two trends in the definition of this concept, both of them with less shallow undercurrents. Thus, there is the famous definition in terms of rights to participate in decisions concerning oneself, and the institutionalization of this right in terms of free elections of representatives to a parliament. The critic would point out that only the national level is involved. But the system can then be repeated as is often done at the local (in this case municipal) level, but so far not at the global level. And it can be repeated in the organizations and associations, i.e. in all the affinity or non-territorial « components ». Second, democracy has something to do with social justice and to some extent with

equality. Thus, the « one person, one vote » principle is probably the most dramatic formulation of equality ever heard much more so than « same income to everybody ». But whatever entitlement here is the basic point about this interpretation of democracy (not etymologically derived) that it should be available to all citizens without distinction of race, creed, sex or similar ascriptive criteria. The welfare state has its origin in such reflections. The undercurrents are equally well known. The basic critique of the first concept would be that this is not participation in decision-making but merely delegation (to members of the elected body, sometimes not even to that) - that here the only meaning of democracy is direct democracy. And the basic critique of the second concept would be that it is distributive, not structural : it tries to solve problems of inequality by a more equal distribution, not by attacking those structural components that generate the inequality. In short, it is inequality directed, not inequity directed. Moreover, those on top will select what to distribute and which dimensions to take into account when social justice is to be exercised. Thus, it is only very recently that sex has become a dimension for distribution, and only after a considerable fight - age has not yet really entered the picture. Race has, and ethnicity (needless to say, after some fighting !) - but what about class ? « Distribution regardless of class » is a contradiction in adjecto in a class society, except for a minor bundle of goods and services.

The first critique may lead to anarchist conclusions about maximum size (for direct democracy to be viable) ; the second critique about class formation to socialist conclusions about collective ownership of means of production, or, in a less limiting formula, to more horizontal ways of dividing labor. Both of them together would tend to foster thinking and practice in terms of small basic social units, building democracy with such units as building blocs for instance by tying them together in federal structures. It is relatively easily seen what this means in the territorial systems of vicinity. But what does it all mean, all this about democratization, in the non-territorial systems of affinity ?

Let it first be pointed out that the very existence of two different organizing principles for human beings in itself is of profound importance for the whole theory and practice of democracy. It cuts both ways : one system may compensate for the injustices of the other ; but it may certainly also reinforce them. Just think of what trade unions (national, affinity) have meant in order to provide a (at least potentially) democratic setting for workers deprived of voting rights in the country for which they toiled ! On the other hand, we also know how international associations tend to be run by privileged persons from privileged countries, meaning a strengthening of privileges that may be converted into anti-democratic structures, in any sense of that word.

Hence, the first line answer to the problem of how to democratize is very conventional : democratize each transnationale component, by participation in decision making and distribution of whatever good, and services, or « privileges » that any particularly component may have to offer. There are three implications of this and they should be spelled out in some details : reduction of size, rotation of office, and the decoupling-recoupling scenario

Reduction in size

We have mentioned above limited size as a condition of direct democracy, without arguing in detail, nor spelling out what a reduced size may mean. Let us just say that it means, roughly speaking, the opportunity for everybody to interact with everybody else in that component or unit. How many this would imply in precise terms then becomes a question of interaction capacity. (It should be noted that it says « opportunity », not necessarily that everybody makes use of that opportunity at all times). There is a « small is beautiful » movement under way in many countries, often phrased in terms of decentralization (as opposed to delegation of some central authority to the local level) and even local self-reliance. That movement will reach the non-territorial association very soon in full, it is already lapping on the fringes of that « continent ». Thus, the international scientific associations have now become so big that they cease being attractive simply because scientific dialogue is impossible in settings of that size. Interestingly enough they tend to break up into smaller sections and sub-sections with each section having an independent life, using the big association and meetings as umbrellas under which to gather. The big association becomes, in fact, a federation of the smaller ones, each of them transnational, as the big association used to conceive of itself as a federation of national « chapters » - itself evidently being the book of which these chapters were a part. This type of development is probably something to be welcomed, as a process healthy for the same reason as the splitting into working groups in a conference with too many participants to permit direct interaction and articulation by everybody is healthy. And it is interesting to see the enormous richness of small transnational groupings now growing up - as in the Rosenau list above - deliberately staying small.

Rotation of office

It is a trivial point, but it does mean that officers are elected for a limited period, that there are some rules against re-election, and that in addition to this the office, not only the officers, rotates so as to be exposed to, and have a feed-back into new contexts. It should be noted that this is not the same as the practice aimed at in the UN system, that of distributing headquarters more evenly among regions (a total failure so far), but of shifting the office from one place to the other. The - general model has been that one of the oldest in-

ternational associations, the Catholic church, with its (apparently) rather permanent headquarters. And the fixation of the head office in geographical space has been correlated with a certain fixation of the head officers in social space ; all of it, in turn, linked to the predominance of the Northwestern corner of the world until recently. Rotation is so important for democracy in the sense of distribution of privilege that it probably should be undertaken even if it is against democracy in the sense of majority will.

The decoupling-recoupling scenario

When the fixations to certain niches in geographical and social space become too permanent, too rigid, too entrenched the only viable strategy if one wants to promote democratization would be a rupture of the association. What this means in practice is simple: underprivileged countries withdraw, forming their own associations, underprivileged people withdraw forming their own associations.

There is, of course, the problem of resources : both third world countries, and women, have proven themselves capable of mobilizing resources after such ruptures partly because the rupture itself has a mobilizing effect. (This does point to the importance, however, of making travel cheaply available, and of decreasing the rates of telecommunication as much as has been the case for computers - particularly as they depend on some of the same technology).

If an association consistently refuses to deal with issues from a third world, women's or other marginalized groups points of view they break out and form their own association as the obvious strategy, whether that group is in majority or not. One of the beauties of the non-territorial continent is exactly the ease with which this can be done, associational secession being considerably easier than territorial secession.

Whether it is always wise strategy is another matter. It may be argued that more is gained by fighting it out ; the threat of rupture being one obvious weapon in such a fight. On the other hand, to keep a group with democratic rights unsatisfied within an organization on vague promises just to keep them inside and in order to avoid the humiliation of a split and a secession is also an obvious strategy of domination. After a reasonable waiting period decoupling would therefore be the best way out, always keeping the possibility of recoupling open for the future.

What this all amounts to is a more democratic process of transnationalization than we have so far witnessed, and probably at an explosive rate once it really gets off the ground. It means, more particularly, a decrease in the years to come in the North-Western share of the offices and officers ; not because all offices will be transferred to the Third World where the majority of humankind lives, but because they will become more like the artificial satellites, or-

biting the earth, of course with a limited life span.

All of this actually gives rise to one interesting reflection : how onesided much of the analysis of transnational actors in general and transnational associations in particular in the last decade has been.

The gist of this analysis has been to show that these are vehicles of dominance by the North-Western corner over the rest of the world, undoubtedly true, but this is only one side of the story. It is often forgotten that wherever there is interaction there is a two-way dependency, and that this is true also when the interaction pattern is set up in such a way that one party dominates the other. Transnational corporations have been used as a way of exercising influence in periphery countries. But the corporations also depend on these countries in order to operate.

Hence, when the periphery becomes conscious and mobilized enough to confront the corporations, simply saying « look, you will no longer be permitted to operate on our territory unless you satisfy conditions X, Y, Z », the conditions in fact meaning a transfer of power towards the periphery, then it becomes clear that power is always a two-way thing. Exercise of dominance always presupposes some element of cooperation by the dominated.

Hence, the highly undemocratic transnational components spun around the world in the world system may become a medium unfortunately not only for democratization, but also of the emergence of new power centers, new patterns of dominance.

AM of this, then, gives rise to a considerably more difficult problem if the question is how to democratize the non-territorial continent. The problem is well known from the territorial or Westphalia system and hinted at above ; the world may witness the most beautiful democratic set-ups at the national level and down to the smallest local levels, yet the global level may be totally undemocratic, run - for instance - by two power-greedy superpowers. The non-territorial continent also has actors with power considerably disproportionate to the power of others. Thus, the problem with a superpower is not that it has power resources incommensurate with its size, value, input to the total system or whatever, but that it has a type of power keeping much of the world population to ransom (because of the strategies underlying the nuclear weapons), and that it has power incommensurate with everybody else. And the same is the case with some of the nonterritorial groups, for instance the illegitimate ones known as « terrorists ». Without having to use them as an example, however, the same point can be arrived at with reference to international pilot associations, PTT associations, etc. ; groupings that have it in their power to paralyze much of the transnational system. The answer to that problem, of course, is not to increase the penalties on them for a strike (and pay them ever more

handsomely for not going to strike), but to make them less indispensable by having alternative fall-back systems. A strike of garbage workers becomes a less impressive tool if the citizens decide to take care of the garbage disposal themselves or (an even better solution) producing less garbage.

In this connection it is interesting to see what has happened to diplomacy. A strike among diplomats all over the world would be difficult to bring about as some of them are supposed to have opposite interests.

But if it came about would hardly impress anybody as their information function is usually covered by journalists ; researchers etc. their negotiation function by direct ministerial talks over the telephone or meetings in multilateral settings and their representation function by ethnic restaurants, transnational associations/corporations, etc. What remains is their status and some less palatable functions, such as espionage and subversion.

Today diplomats are paying the price of the contradiction between their high public status, their relative dispensability for traditional functions and their use as cover for less conventional functions : the price is known as « diplo-napping ».

Through their high status governments are supposed to be touched, but governments also hit back to protect their own (in addition, in the foreign ministries are colleagues and friends of diplomats kidnapped, protecting them as best they can). The outcome of this power play in the longer run remains to be seen.

The non-territorial continent has great resilience, and in this lies exactly one of the answers to this very tricky problem : make no actor indispensable, always have another channel, another linkage system, another actor if one of them is gambling on indispensability to gain power over others. This is of course equally valid subnationally, and as a principle it militates against monopolization, including the monopolization by professions, including such professions as trade unions. It points in the direction of a world with a much higher level of self-reliance at least where the production of satisfiers for basic needs is concerned, and in the direction of a much more pluralistic world where all kinds of functions are concerned.

Conclusion

We are moving into a new kind of world, further and further removed from the Westphalia system. In fact, what we witness today is probably even a dismantling of the nation-state in many corners of the world, considering the enormous volume of migration in recent years - brain drain, body drain, refugees for economic and/or political reasons, etc. What does it all mean, what kinds of new ties are being spun around the world ? With nations, clans, families scattered all over ? We shall see - and to start with maybe we shall have to reconceptualize quite a lot and also rethink our democratic theory.»

LE STATUT JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

par Georges Patrick Speeckaert

Un problème largement exploré déjà

Le document n° 9 pour servir à l'étude des relations internationales non gouvernementales, publié par l'UAI en 1960 (1) rappelle tous les efforts tentés depuis 1910 pour doter les associations internationales non-étatiques d'un statut international.

En 1910, l'Union des Associations internationales et l'International Law Association firent des recommandations précises à cet égard. A son tour, en 1912 et en 1923, l'Institut de Droit international étudia la question et formula des propositions. En 1950, à sa XLIVe session, à Bath, l'Institut de Droit international adopta une résolution recommandant une convention internationale ainsi qu'un projet de convention, qui restait un compromis entre la reconnaissance conventionnelle de la personnalité juridique des associations internationales et la définition conventionnelle d'un statut que chaque Etat attribuerait aux groupements de son choix.

En mai 1948, au cours de la Conférence des organisations consultatives non gouvernementales, un Comité d'étude sur le statut juridique des organisations internationales fut constitué. Ce Comité rédigea en 1949 un avant-projet d'accord tendant à faciliter le fonctionnement des organisations non gouvernementales admises au bénéfice d'un statut consultatif ou équivalent auprès des organismes des Nations-Unies.

En septembre 1958, la Conférence des OING correspondantes de l'UAI formula le vœu de voir les OING obtenir une sorte de Déclaration morale reconnaissant la valeur de leur travail en même temps qu'un minimum de facilités pour l'exercice de leurs activités. Pour donner suite à ce

vœu, l'UAI organisa successivement à Bruxelles, Paris, New York, Genève et Londres des réunions de consultation des OING. Elles permirent de recueillir les avis de 70 représentants qualifiés d'OING sur le principe d'un projet de convention visant à faciliter l'activité des organisations internationales non gouvernementales, - non limitées cette fois aux seules organisations consultatives - son articulation, les bénéficiaires, les modalités d'enregistrement et de contrôle.

En date du 29 mai 1959, l'UAI a transmis le projet de convention au Directeur général de l'UNESCO, les fonctionnaires compétents des Nations-Unies ayant estimé que la question était du ressort de cette institution spécialisée. Celle-ci évita cependant de s'en occuper.

Un problème déjà fort ancien, mais toujours jeune étant donné qu'il n'est pas encore résolu.

En 1968, une recommandation formulée par la 14ème Conférence des organisations internationales, convoquée à Paris par la Commission Européenne de la FAO, à la suite d'une enquête basée sur un questionnaire établi par le Conseil de l'Europe, invita celui-ci à obtenir de ses Etats membres une reconnaissance internationale de l'existence légale des organisations internationales non gouvernementales. (2)

Malgré l'intérêt réel réservé à cette invitation par la Division des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe qui consacra plusieurs documents intéressants à cette question, celle-ci resta en souffrance une priorité ayant été donnée à la question d'un statut international des sociétés anonymes.



Un effort nouveau

Un effort conjoint des trois fédérations régionales d'associations internationales - la FIIG (Genève), FAIB (Bruxelles), UOF (Paris) - est actuellement en cours pour tenter d'obtenir, pour les organisations internationales non gouvernementales qui se situent en très grand nombre dans ce périmètre, une reconnaissance juridique sur le plan international par voie d'une recommandation intergouvernementale.

La question fut discutée plusieurs fois entre les dirigeants de ces trois fédérations et fit l'objet d'un séminaire tenu à Genève le 2 octobre 1979, dans le cadre des manifestations organisées pour le 50ème anniversaire de la FIIG. Dans le même temps elle fut débattue par un groupe de travail du Forum auquel participèrent des juristes experts en la matière.

En direction du Conseil de l'Europe

On a estimé en effet que pratiquement la seule chance de progrès aujourd'hui - une chance nouvelle et réelle - était d'entreprendre une action sur le plan régional européen, via le Conseil de l'Europe, en obtenant, avec le concours de la Commission de liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe, le soutien des parlementaires européens, et cela comme première étape. Il va sans dire, en effet, qu'en l'occurrence on ne souhaite nullement régionaliser les OING et l'on espère aboutir plus tard à un statut universel.

Il est évident aussi qu'il n'est pas question que les avantages d'une reconnaissance juridique soient contre-balancés ou dépassés par les désavantages et tout particulièrement par une perte d'indépendance pour les OING. Une autre recommandation, approuvée par tous, vise la non limitation de la reconnaissance aux seules organisations à statut consultatif.

Par contre, il n'est pas question d'obliger toutes les OING à se soumettre au statut.

La crainte d'une multiplication du nombre des OING, qui pourrait résulter d'une reconnaissance juridique internationale, ne paraît pas fondée. Au contraire, seul sans doute un statut international sérieux éviterait les agissements des faussaires de la coopération internationale.

Une convention du Conseil de l'Europe ne doit pas forcément être fermée aux Etats non membres. On peut envisager une

recommandation qui recommanderait aux Etats un statut modèle.

Contenu

- 1) Il conviendrait d'arriver à établir une sorte de code des droits et devoirs des OING et encourager celles-ci à assumer spontanément leurs devoirs plutôt que de se les voir imposer. Il faut mettre au point des critères pour l'admission des OING.
- 2) La question des conditions de travail réservées aux OING dans les Etats membres du Conseil de l'Europe ne pose guère de problèmes. Des tableaux comparatifs ont déjà été établis et il semble que l'on puisse continuer à les utiliser.
- 3) Sur le plan des facilités qui seraient souhaitées par les OING - et que certains délégués gouvernementaux pourraient appréhender - on peut affirmer que les OING n'expriment aucune exigence particulière. Dans leur très grande majorité, elles sont satisfaites de leurs conditions de travail et de la liberté qui leur est accordée dans les pays-hôtes. Dans une note de sept pages du 5 février 1980, nous avons résumé la situation et cette note a été complétée en date du 2 mars 1980, à la suite de son examen par plusieurs dirigeants d'OING.
- 4) Parmi les principales remarques qui furent faites, retenons
 - a) qu'au sujet du refus rencontré lors des réunions dans certains pays, pour l'obtention d'un visa d'entrée pour les ressortissants de certains autres pays, il est recommandé que les associations internationales adoptent une politique très ferme et même inscrivent dans leurs statuts ou règlements intérieurs que le Comité national-hôte doit s'assurer que la participation des représentants qualifiés de tous les Comités nationaux n'est soumise à aucune restriction. Il y a lieu de faire une distinction entre les personnes indésirables en raison de leur conduite personnelle et dont l'admission dans un pays pourrait certes être refusée pour des motifs valables et les personnes représentatives et qualifiées dont on ne peut refuser l'admission en raison du pays auquel elles appartiennent;
 - b) lors de difficultés rencontrées par les associations internationales, par exemple lors de l'exécution de certains contrats, il conviendrait de

faire appel à l'arbitrage d'un autre organisme international, surtout s'il s'agit de conflits avec personnes morales ou physiques n'appartenant pas au pays du siège de l'association et dont le tribunal n'ont dès lors guère de possibilités d'avoir une action efficace.

Le principal grief exprimé par les OING est qu'elles ne jouissent d'aucunes facilités qui leur seraient accordées en leur qualité d'organisations internationales. En fait, elles sont traitées comme les organisations nationales qui ne poursuivent pas de but lucratif.

Action à mener

Il existe au Conseil de l'Europe une Commission parlementaire chargée des relations avec les parlementaires nationaux et avec le public ; elle a dans ses attributions les relations avec les OING. Par elle, il faut obtenir le concours des Parlements nationaux auprès du Conseil des Ministres.

La Commission parlementaire peut être saisie par les OING individuellement ou en groupe, ou par le Comité de liaison des OING. Il faut arriver à un projet de recommandation à l'Assemblée Européenne et par elle au Conseil des Ministres.

Si les gouvernements européens parvenaient à se mettre d'accord au sujet des conditions d'existence et de travail des OING, ce serait déjà un grand progrès ; un exemple et un modèle pour les autres pays.

(1) « *Facilitation Problems of International Associations. The legal, fiscal and administrative facilities of international non governmental organizations. An international and comparative law, organization and policy study* », by Raymond Spencer Rodgers. 1960.167pages. UAI Publication n°171.

(2) *En 1968, 464 OING (non compris les organisations régionales européennes) jouissaient de la personnalité juridique, soit 24.8 % du nombre total des OING en activité à l'époque. Parmi elles, sur la base de la législation française : 170 : suisse : 109 ; belge : 73 ; américaine : 37 ; hollandaise : 22 ; anglaise : 15. etc. Lors de nos enquêtes, un certain nombre d'OING nous ont fait savoir qu'elles ne voulaient pas se placer sous un régime juridique national.*

INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS (NGOs) FIND LEGAL ISSUES

by Professor Grigori Morozov (USSR)

General Considerations

In recent years NGOs have been attracting ever increasing close attention of scholars in the field of international relations. Comparatively short time ago only a few representatives of legal profession practically dealt with issues of NGOs. The growing attention to NGOs is explained by their sharply increasing qualitative role, the growth of their influence on international relations.

The study of the role of law in the activity of NGOs involves great difficulties, above all in connection with the difficulty to determine the very subject of research : as the point at issue are several thousand international organisations that are heterogeneous in their political essence, objectives, composition, numerical strength, influence and other qualities. (1) There is no uniform classification of NGOs, which hampers to a certain extent their scientific analysis. There are among them political, ideological, social, trade union, youth, women's, research, cultural-educational, religious and a whole number of other organisations. This research paper does not cover transnational corporations, as profit-making organisations are traditionally and with good reason not included in to the category of NGOs. Trans-national corporations are not engaged in social activity, they are private capitalist monopolies associated with government bodies of the Western countries.

In this connection the question of terminology arises. The notion of «trans-nationality» as interpreted by a number of Western politicalists gives priority, as a rule, to solving supra-national problems, while subordinating to them such important principles as respect of state and national sovereignty. (2)

While by no means denying the significance of the functional factor in the activity of international organisations, in particular of NGOs, we consider it unfounded and unrealistic to subordinate the sovereign rights of states to this factor. In fact, the solution of global problems presupposes above all coordinated actions by sovereign states as well as inter-governmental and non-governmental organisations. A different way may merely provoke disputes and conflicts. Practically, the sole quality that is common for all NGOs is their non-governmental character, their greater or lesser contact with the public.

The role of NGOs in the system of contemporary international relations can be diversified. The experience of such organisations as international mass democratic organisations testifies to the fruitful and positive character of the impact of this group of NGOs on issues of maintaining peace and consolidating detente, of disarmament and international cooperation. The organisations in question among others are the World Peace Council, the World Federation of Trade Unions, the World Federation of Democratic Youth, the Women's International Democratic Federation, the International Union of Students, the Afro-Asian Peoples' Solidarity Organisation.

Useful for the activity of international organisations is the work done for many years now by the Union of International Associations (Brussels), the International Council of Scientific Unions and other research organisations. Some religious organisations have launched vigorous activity in recent years for the benefit of peace and disarmament. There are, however, non-governmental organisations opposing detente and denying, for example, certain potentialities of disarmament and the positive results achieved in this field in recent years. For all the heterogeneity of NGOs there are, however, a number of objective characteristics making it possible to pass a judgement on them from the viewpoint of the general subject of their legal scientific study and of finding an answer to the main question of the essence of their legal status.

The first such characteristics, as was already pointed out, is their non-governmental character. The relevant notion embodied in Article 71 of the U.N. Charter, and it gave this notion a widely accepted international legal value. It is known, however, that when IGOs are the point at issue, their specific limited legal subject is generally recognized. Things stand differently when NGOs are concerned. On the one hand it is clear that they cannot be viewed as fullfledged subjects of international law. On the other hand it is obvious that while actively functioning in the field of international communication a whole number of NGOs appear as counteragents in formal, including legal, relations with states and inter-governmental organisation. This concerns their influence on the international climate, on shaping public opinion, their im-

act on the policy, economics, development of science and technology. The moral-ethical aspect of the participation of NGOs in international relations is steadily growing. Of no small significance is also the fact that they, though indirectly, but ever more activity influence the creation of international norms.

NGOs and Inter-Governmental Organisations

There are fields of international and interstate activity in which NGOs appear as parties to legal relations. It is appropriate in the first place to point to the consultative relations of NGOs and national non-governmental organisations with the United Nations and a number of specialized agencies within its system (UNESCO, ILO, WHO and some others). Here we do not deal with specific questions of consultative status. It is apt to note, however, that as long as it has not reached the desired level, it is subject to well-deserved criticism.

The aim of this article is confined to an attempt at examining the possibility of determining the legal status of NGOs. Therefore we will again refer to the above-mentioned article 71 of the U.N. Charter authorising ECOSOC to arrange for consultations with non-governmental organisations concerned with the questions falling under its competence.

This article of the U.N. Charter is fundamental for the adoption by ECOSOC of specific norms of legal character, regulating relations of the United Nations Organisation, an international inter-governmental organisation, with NGOs, a large group of international organisations, whose legal status is rather uncertain. The formal ties between NGOs and the United Nations Organisation play an essential role. The evidence of such ties testifies to a specific international legal recognition of non-governmental organisations, which are of certain interest to the United Nations. It must be recalled in this connection that the objectives of ECOSOC are to contribute towards ensuring a rise in the living standards and freedoms. For NGOs cooperation with the United Nations Organisation and specialised agencies constitutes a specific form of participation in international relations, gives a certain possibility to exert some influence on the activity of the United Nations Organisation.

By having consultative relations with non-governmental organisations the United Nations has additional channels for publicizing its activity and influencing public opinion. The European Regional Conference of Non-Governmental Organisations held in Geneva in October 1979 placed on record that the degree of such a use of NGOs by the U.N. could be more significant. A number of NGOs can give the United Nations technical aid in the form of expertise and consultations. In some cases the U.N. may transfer to non-governmental organisations some functions for the implementation of their programmes. The consultative status thus gives ground to consider the character of participation of a number of NGOs in international relations through inter-governmental organisations as formalized to a certain measure.

The character of this influence of NGOs is diverse, but it is preconditioned by class and social characteristics, the level of competence and representative nature of this or that NGO.

An analysis of other aspects of the activity of NGOs gives an additional reason for pointing out the presence of legal elements that are formalized to a greater or smaller degree and inherent in these organisations, their relations with states and their mutual ties. The practice of NGOs has created a certain procedure which is derived from a procedure of inter-governmental organisations adapted to their specifics and relevantly modified, as well as the structure of bodies, standards regulating membership, financial issues, etc.

Much of it, above all terminology and the fundamental principles are borrowed from inter-governmental organisations, and above all, from the United Nations; of some influence are also intra-state legal institutions. Different forms of work (organisation of conferences, exhibitions and holding of discussion forums, etc.) were devised in the process of activity of the NGOs themselves.

While characterising the legal aspects of NGOs, it is naturally necessary to admit the fact that there is still much ambiguity in this field resulting from specific conditions which stem from the character of this or that NGO or its host country: the same functions of NGO are more often than not regulated differently by laws of different countries.

Questions pertaining to the internal structure of NGOs are of interest in the first place because they make it possible to form an idea of the conditions of existence and activity of these organisations. Relevant provisions are contained in the charters, which most of NGOs have. Many of them literally or in general terms reproduce individual provisions of the charters of inter-governmental organisations. The charters of NGOs give a definition of the aims of the organisations, the principles of their activity and interpret the above stated institutional provisions (structure and

competence of bodies, rules of admission to the organisation, the procedure of decision-making, financial and other issues) (3). There are also rules (regulations) of the activity of NGOs reminding to a large extent the procedure of activity of

The charters of NGOs and their practices create specific forms of activity which are quite often recognized by official bodies of many countries of the world and IGOs (for example, the holding of international congresses, appeals to legislative bodies and governments of states, dispatch of missions, etc.).

The supreme body of an overwhelming majority of NGOs is the general conference, the periodicity of which is envisaged by the charter. This representative body is named differently by various organisations. Executive bodies are either elected for a certain term by the representative body or set up on the basis of the principle of representation from national organisations, their names also being different in various organisations. Executives are also elected. An important role among them is played by secretary generals - full-time paid officials supervising the activity of the permanent secretariat. Of interest is also the character of membership in NGOs. In most organisations membership is the same and consists of national organisations, or individuals, or both (the so-called collective and individual membership).

Therefore NGOs, with certain exception, can be conventionally divided into two types: consisting of physical persons and uniting national non-governmental organisations (the latter prevailing). Sometimes one and the same NGO has a membership of several categories. There are NGOs stipulating membership in them by special requirements. This concerns, for example, religious organisations demanding affiliation to some religion. There are NGOs requiring certain qualifications or certain field of professional activity from its members. The membership in some NGOs is conditioned by political limitations. Among them, for example, is the Atlantic Treaty Association, whose members are only the national organisations of the NATO member-countries. Some NGOs do not have fixed membership, there are only registration centres of these organisations in various countries. There are also organisations incorporating both national and international non-governmental organisations. The question of financing NGOs deserves special consideration. Their budgets are made up, as a rule, of contributions by national organisations, individuals and private donations, grants paid by funds and sometimes by governments. Most of the organisations have an established scale of contributions approved and reconsidered by their highest representative body. In a number of NGOs a lot of financial resources are ensured by publication activity, some receive financial aid from

intergovernmental organisations (for example, UNESCO, ILO or other NGOs). The press reported cases when under cover of donations some organisations were financed by government departments. The budget of the Conference of MPs of the NATO member-countries is officially made up of donations by the governments of the NATO countries. The budget of the so-called Atlantic Institute is made up chiefly of donations by individual firms, corporations, certain circles of the business world having a stake in the propaganda of « Atlanticism ».

NGOs and Sovereign States

A certain international legal recognition of NGOs by states represents an important aspect. It finds its expression above all in granting of a certain legal status to NGOs by a host country. As a result a non-governmental organisation possesses property and finance, premises and in a number of cases publishing services and, finally, can hire personnel enjoying the rights granted to it by national laws. Both the host country and other states officially permit NGOs to carry on their activity, hold conferences and other events and distribute publications. Thus, this aspect is indicative of the presence of elements ensuring an actual legal status of NGOs. Many specific practical problems arise in the activity of NGOs: finding the seat for their HQ, defining the status of the staff (which more often than not includes representatives of several countries), the problem of transfer of financial means, purchase and sale of property, concluding treaties and contracts, ensuring visas for delegates to international conferences and their own personnel, etc. Most of these problems come into the field of international private law or civil law of individual countries.

Certain legal relations of NGOs are regulated by domestic legislation of individual countries, as a rule, by analogy with the legal status of national non-governmental organisations.

There are still no special international legal acts regulating the activity of NGOs. This must be considered a negative phenomenon, as such a state of things does not contribute to a normal functioning of NGOs.

Generalized data on the aspect of the matter under examination has not been published for a long time. In 1958-1959, the Union of International Associations carried out an investigation into the legal and financial status of NGOs - its results were reflected in the - The Yearbook of International Organisations, 1968-1959-

(4)

More than 20 years have passed ever since in the course of which the activity of NGOs was ever increasing and broadening. Naturally, this activity involved the development of new legal forms in which the relations between NGOs and states are taking shape. Regrettably, the relevant

materials have not been amassed so far. The Forum scheduled to be held in 1980 may give an opportunity to discuss the issue of cooperation to amass most recent data about the legal status of NGOs in connection with their relations with states, the data concerning the working out of national legislations on these issues and, possibly, legal procedures for civil suits, sides to which were NGOs. Work of this kind could provide important data for a scientific analysis and possibly for drawing up recommendations that would facilitate a practical resolution of problems pertaining to the activity of NGOs for the benefit of peace and international cooperation.

Some Conclusions

The above stated makes it possible to draw the conclusion that there exists actual, although very limited but nevertheless recognized by other states certain legal capacity of NGOs which depends on the legislation of the host country. Without this quality, official and in a number of cases of a normative character relations of NGOs with states and intergovernmental organisations would be impossible. The complicated characters present-day international relations, the emergence of ever new forms and spheres of these relations often find their expression in the fact that they are not regulated by international law, as an appropriate norm has not taken shape so far. But notwithstanding this fact, the practical development of international relations originates such ties de-facto transferring to new fields of relations such forms of legal ties that have already taken shape.

This concerns in particular non-governmental organisations. Mutual ties between elements of the system of international relations assume ever new features. The development of these relations influences the formation of norms within the state, the commitments for the implementation of agreements concluded. NGOs appear as parties to legal relations equal in conditions of the given specific relations with the counter agent, which by no means implies, as has already been pointed out, their identity with full-fledged subjects of international law. Such legal capacity is of a secondary and relatively narrow character, however, denying it, as has already been mentioned, means disregarding facts.

Legal, political and other relations between fullfledged subjects of international law and NGOs acquire legal force only as a result of recognition for these organisations of certain legal qualities. These qualities arising as a result of complex processes specifying the degree of legal capacity of NGOs and allowing them to take their own, special, but nevertheless a definite part in moulding international public Opinion and concrete political assessments of international developments, influence the creation of norms.

Considering the main specific feature of NGOs as organisations which are called upon to express public interests it is important to ensure a stable formal status of NGOs. As has been already stressed, we proceed from the premise that the activity of NGOs must express the interests of broad public circles and serve the aims of strengthening peace, mutual understanding of peoples and scientific progress. Facts thus indicate that practices are developing towards ensuring for NGOs a minimum of legal elements necessary for their activity, be it national legislation or international legal norms. But the relevant legal aspects are far from being perfect. The resolution of these problems necessitates international-legally coordinated understanding of states on the granting to NGOs the necessary degree of legal capacity in an equal volume in the territories of all states, where affiliations of that organisation are based, or for the holding of some events. It is also important the NGOs should officially have some international legal norms they are in need of. The requirements in this field necessitate a debate on the possibility of embodying through convention of relevant norms actually granted by individual states. A contribution to the resolution of these questions can be made by the United Nations Organisation, mainly by ECOSOC, the U.N. specialized agencies, organisations incorporating NGOs with consultative status, as well as non-governmental organisations themselves. It is apt to recall in this connection the work done in the past by the Union of International Associations, it prepared for Unesco a draft international agreement on NGOs. (5)

There is no doubt as regards the advisability to continue this work. The Forum of International Associations scheduled to be held in 1980 is the most appropriate meeting for the discussion of the question of the possibility to work on the above said problems. It may result in setting up a group of experts to carry on this work.

It is necessary to take into consideration the great significance of the actions by NGOs which can help towards consolidating peace and broadening international cooperation on global problems. The point at issue can apparently be a broadening of the notion of the law of international organisations. We have determined this field of law as a « complex of legal principles and norms ensuring the existence and activity of international inter-governmental organisations ». (6) It is apparently high time to complement this definition with an indication to the specific field of legal regulation of the activity by non-governmental organisations in the system of international relations, including, along with international legal norms, the fundamentals of relevant national legislation, necessary for a normal functioning of NGOs. This formula is of course far from being

complete. It is proposed only as a basis for a debate.

It is necessary to use all opportunities to ensure an increasing effectiveness of the positive influence of NGOs on international relations. This is necessitated by the objective of preserving and strengthening peace in which a vast majority of people all over the world have a vital stake.

1. See, for example, - Yearbook of International Organizations 1978-79, Brussels, (1978, as well as the annu-
tions of the past years.
2. See, for example, R. Kichane and J. Nye, « Transnational Relations and World Politics », - « International Organisation », Vol. 25, Summer 1971; A. Leroy Bennett, International Organizations: Principles and Issues, Englewood Cliffs, New Jersey, 1977, pp. 348-352.
3. See, for example, « World Peace Council, Rules and Regulations », Helsinki, Finland. The contents of this document is: 1. Principles of the movement, 2. Character of the movement; 3. Leading bodies; 4. Conference
ison, cooperation and joint actions together with other
Research and study of the peace problems; 8. Publications and publicity of activity; 9. Finance. « Constitution and by-Laws », L. 1977: « Constitution of the WFUNA », Geneva - Statute of IPRA » (xerox); « The International Peace Bureau », Geneva, 1977, pp. 10-11; Association internationale des parlementaires de langue française, - Statuts et règlement - Paris, 1975; - Constitution of the Asian Buddhist Conference for Peace -, xerox.
4. See also R.S. Rodgers, Facilitation Problems of International Associations (The Legal, Fiscal and Administrative Facilities of International Non-Governmental Or-
sels 1960, pp. 24-25.
5. R.S. Rodgers op.cit. pp. 15, 16, 138.
6. See G.L. Morozov, International Organizations. Some Theoretical issues. Second Edition, Moscow, 1974, p. 261.



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

20 EDITION 1980

6e supplement / 6th Supplement

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au « Annual international congress calendar » 20e édition, 1980.

Le signe * indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.

This calendar is a monthly supplement to information listed in the « Annual International Congress Calendar 20th edition 1980.

The sign * indicates supplementary information of modification to previous announcements.

- 1980 Aug 1-2 Guildford (UK)
Symposium (in association with the World conference on clinical pharmacology and Pie-Prof W Marks. Dept of biochemistry. Univ of Surrey, Guildford Surrey GU2 5XH
- 1980 Aug 2-9 Birmingham (UK)
Youth for Christ Int. 5th Triennial convocation : Together into the 80's. P : 500. C. 67
Youth for Christ Int. PO Box 236. CH 1280 Nyon/Geneva, Switzerland.
- 1980 Aug 3-10 Singapore (Singapore)
Psychological biological workshop. P : 1050.
Dr Beng T Ho. 1300 Hounsund Ave. Houston TX 77030. USA.
- 1980 Aug 4-8 Forcalquier (France)
... le patrimoine européen, les particularismes régionaux... (A 0703)
Coopérative Européenne Longo Mai. Rempart de Barluc Perussis. F-04300 Forcalquier.
- 1980 Aug 5-7 Ramat Gan (Israel)
5th Int. Mediterranean conference on the history and geography of the Mediterranean. P : 60.
Dr Bat Sheva Albert Dept of General History. Bar Ilan Univ. Ramat Gan.
- 1980 Aug 6-7 Singapore (Singapore)
2nd Inter-regional dental conference of Singapore, Malaysia. Hong Kong and Macao. P : 300.
Singapore. Registered Dentists Assn. c/o Conrad Chiew. 5222 Wch Hup Complex. 1st Fl. Golden Mile. Beach Rd. Singapore 0719.
- 1980 Aug 6-17 Madrid (Spain)
Int Pharmaceutical Students' Federation. Congress (A 2353)
IPSF. c/o ACEPT. 2 bis Bd Tonnelles. F 37032 Tours Cédex. France.
- 1980 Aug 6-21 and 12-15 Tel Aviv (Israel)
ment and care of insulin dependant diabetics P : 200
Mr Zohar D Lertan. Expedition Ont Juvenile Diabetes Foundation m Israel. PO Box 3054. Tel Aviv.
- 1980 Aug 11 London (UK)
Dr P Leans. Dept of Clinical Pharmacology. Royal Postgraduate Medical School. Hamersmith Hospital. Du Cane Rd. London W12 0HS.
- 1980 Aug 11 - 14 Bogota (Colombia)
National Steering Committee for the Integrated Project in Colombia/Japanese Organization for Int. Cooperation in Family Planning. 1st Latin American meeting for the pro- (B 7595)
JOKCP. Hoken Karkan. 1-1 Sadohara-cho. Ichigaya/Shinjuku-ku. Tokyo 162. Japan.
- * 1980 Aug 11 - 15 Baden (Austria)
Int Society for Education Through Art. Congress. Int kunstlerziehungsverband Wien. (A 2482)
Osterreichischer Kongressverband. Judenplatz 3/4. A 1010 Vienna 1. Austria
- 1980 Aug 11 - 16 Sheffield (UK)
Prof J R Quayle. Dept of microbiology. Univ of Sheffield. Sheffield S10 2TN.
- 1980 Aug 11 - 17 Forcalquier (France)
European Cultural Centre/Coopérative Européenne Longo Mai Commission None Identité. Session : Quelles traditions (mouvement ouvrier, guerre de paysans) sont à redefinir contre la perte d'identité européenne parmi les tensions Est/Ouest Nord/Sud et l'écrasement des régions? (A 0703)
Coopérative Européenne Longo Mai Rempart de Barluc Perussis. F-04300 Forcalquier.
- 1980 Aug 11-18 Lublin (Poland)
Socialist Union of Polish Students. Int seminar : The medicine of the Far-East.
Medical Academy Students Cl. ul. Chitzky 9. Lublin
- 1980 Aug 14-16 (MA. USA)
Int Committee on Thrombosis and Haemostasis. Annual meeting. P : inv.
Dr E W Salzman. Dept of Surgery. Beth Israel Hospital 330 Brookline Boston MA 02215. USA.
- 1980 Aug 18-22 Singapore (Singapore)
Seminar for Asian project on research utilization. P : 100.
Singapore Family Planning and Population Board Hyderabad Rd. Singapore 0511
- 1980 Aug 18-24 Forcalquier (France)
European Cultural Centre/Coopérative Européenne Longo Mai. Commission l'Europe dans le Monde. Session: Serons nous de nouveaux chiens de garde du Tiers Monde ou les promoteurs d'un non alignement basé sur un modèle de développement indépendant? Quelles solidarités immédiates pouvons nous mettre en oeuvre efficacemet? (A 0703)
Coopérative Européenne Longo Mai, Rempart de Barluc Perussis. F-04300 Forcalquier.
- 1980 Aug 19-21 San Francisco (CA USA)
Inst Institute of Refrigeration. Commission A2/American Society of Mechanical Engineers/American Institute of Chemical Engineers. Session: La cryogénie au siècle 2.
procédés matériel et application des cryosystemes. (A 2159)
C F Gottzmann, Union Carbide Corp, Linde Div. Po Box 44, To nawande, NV 14 150, USA
- 1980 Aug 19-22 Helsinki (Finland)
4 th Nordiska etologisymposiet P: 60 -70
Societés pro Fauna et Flora, Fennica, Snellmanspeten 9/11, 00170 Helsingfore 17. Finland

1980 Aug 20-21	Jerusalem (Israel)	1980 Sep 1-13	Valladolid (Spain)
<i>Dr L Goldstein, Dept Biochemistry, Tel Aviv Univ., Tel Aviv, Israel</i>		<i>Prof Jose Casanova, E4 Valladolid 80, Facultad de Ciencias, Valladolid</i>	
1980 Aug 20-21	Jerusalem (Israel)	1980 Sep 3-5	Interlaken (Switzerland)
The biochemistry of parasites, satellite meetings of FEBS, P: 150 <i>Dr G M Slutsky, Sanford F Kuvim Center for the Study of Infectious and Tropical Diseases, Hadassah Medical School, Ein Kerem, Jerusalem.</i>		Int symposium on inborn errors of metabolism in humans. <i>Mrs S R Wyss, Med chem Int Univ, Bnistr 28, CH 3000 Bern 9, Switzerland.</i>	
1980 Aug 20-22	Jerusalem (Israel)	1980 Sep 3-5	Durham (UK)
Connective tissue matrix macromolecules, satellite meeting of FEBS, P: 90. <i>Dr S Shoshan, Head Connective Tissue Res Lab, PO Box 1173, Hadassah Medical Cen-</i>		Int conference on adhesion and adhesives: Science technology and applications <i>Mrs S M Sejeant, Plastics and Rubber Inst, 11 Hobart Place, London SW1W 0HL UK</i>	
1980 Aug 23-29	Mexico City (Mexico)	1980 Sep 3-5	Kuala Lumpur (Malaysia)
Int Biophysics congress, P: inv. <i>Prof S Estrada-O, Dir de Ciencias Biologicas y de Salud, Univ Autonoma Metropolitana.</i>		Int symposium on food technology in developing countries. <i>The Oig Sec, Int Symposium, Dept of Food Science and technology, Univ Pertanian Malaysia, Serdang, Selangor, Malaysia.</i>	
1980 Aug 24-30	La Lamberlie (France)	1980 Sep 3-5	Reading (UK)
Institut d'Etudes Mondialisées, Session: Mass-media et nouvel ordre mondial. <i>Inst d'études mondialisées, Paul de la Pradelle, c/o Centre français d'enregistrement affilié au RICM, 15 rue Victor Durry, F 75015 Paris, France.</i>	(B 6973)	Meeting on microbial adhesion to surface. <i>Dr P R Rutter, c/o Conf Secretariat Soc of chemical industry, 14 Belgrade square London SW1X 8PS, UK.</i>	
1980 Aug 24-30	Selzburg (Austria)	1980 Sep 3-9	Coster (SO, USA)
Int Music Centre, 12th Int IMZ-conversion, P: 300. <i>Int Music Centre Vienna, Lothringerstrasse 20, A 1030 Wien, Austria.</i>	(A 2276)	Int Organization for Mycoplasmaology. Meeting: All aspects of the microorganisms known as mycoplasmas. P: 250. <i>P F Smith, Ph D, Dept of Microbiology, USD, Vermilion SD 57069, USA.</i>	
1980 Aug 25-27	San Francisco (Ca, USA)	1980 Sep 4-6	Berlin (West)
American College of Hospital Administrators. Meeting. <i>Ariene Ventura, 840 Lake Shore Dr, Chicago Ill, 60611.</i>		Liberal Int. Congress. <i>Liberal Int, 1 Whitehall Pl, London SW1A 2HE, UK.</i>	(A 2934)
1980 Aug 25-28	Jakarta (Indonesia)	1980 Sep 4-6	La Maddalena (Sassari, Italy)
<i>c/o World Muslim Congress, PO Box 5030, Karachi 2, Pakistan.</i>		11 th Int Sarda symposium: Medicine and surgery. <i>Romeo Milani, Lucia Tupci, Mario Corgiolo, Via G.B. de Rossi ISA, Roma, Italy.</i>	
1980 Aug 25-29	Koningsnof (Netherlands)	1980 Sep 5-8	Leuven (Belgium)
Symposium on the study of motion perception: recent developments and applications P: inv. <i>Dr W A Wagenaar, Inst for Perception (TNO), Soesterberg, Kampweg 5, Postbus 23, Soesterberg, Netherlands.</i>		Int Peace Bureau. General assembly and seminary. <i>Inter-Paix, 12 rue Dohis, F 94300 Vincennes, France.</i>	(A 2940)
1980 Aug 27-29	Amsterdam (Netherlands)	1980 Sep 7-10	Mexico City (Mexico)
Netherlands National Institute for Water Supply. Int symposium: Water supply and health. <i>Symposium WSH, c/o KM, PO Box 30424, 2500 GK The Hague, Netherlands.</i>		American Nuclear Society. Int executive conference on non-proliferation and safeguards. <i>John E Gray, Pres, Int Energy Associates, Suite 200,2600 Virginia Ave NW, Washington DC 20037, USA.</i>	
1980 Aug 27-29	New York (USA)	1980 Sep 7-26	Port of Spain (Trinidad/Tobago)
Tennis Teachers Conference, P: 1000. <i>Mrs. Lewis Kraft 729 Alexander Rd, Princeton, NJ 08540.</i>		Standing Committee on Commonwealth Forestry/Commonweami Foundation. Commonwealth forestry conference. (A 3285/A 0369) <i>Standing Com on Commonwealth Forestry, Forestry Cmsn, 231 Corstorphine Rd, Edinburgh DH12 7AT, UK.</i>	
1980 Aug 27-30	Guildford (UK)	* 1980 Sep 8-11	Saint Vincent (Italy)
K forum on subcellular methodology, P: inv. <i>Or E Read, Univ of Surrey, Wolfson Biocatalytic Centre, Guildford, Surrey GU2 5XH.</i>		World Information Centre for Bilingual Education. Int conferences on language and local government: Bilingual education in europe the needs and practices. (B 2660) <i>conseil régional, place a. Defeyes, 11100 Aosta, Italy.</i>	
1980 Aug 27-Sep 5	Dublin (Ireland)	1980 Sep 8-12	Lannion (France)
Int Art Critics Association. Conference, P: 200. <i>Silverdale Travel, 31 Exchequer street, Dublin 2.</i>	(A 1255)	2 ^e Colloque int sur: La fiabilité et la maintenabilité. <i>M R Goarin, CNET, Lannion B-BP 40, F-22301 Lannion.</i>	
1980 Aug 31-Sep 5	Ljubljana-Bled (Yugoslavia)	1980 Sep 9-11	Lille (France)
European Society for Neurochemistry. Meeting. <i>Dr Miro Brzin, Institute of Pathophysiology, Medical Faculty, University of Ljubljana, Yugoslavia.</i>		bies, P: 350. <i>Secretariat du symposium, 3 rue du Prof Laguesse, F 59045 Line Cedex</i>	
1980 Aug 31-Sep 5	Noordwijkerhout (Netherlands)	1980 Sep 9-11	(East Anglia University, UK)
Sichting 5th World conference of T C s: Therapeutic communities in society on different subjects P: 400. <i>Robert Chenevert, Zieken 107, 2515 SB The Hague, Netherlands.</i>		Fisheries Society of the British Isles. Int meeting: stress in fish. <i>Dr O Solomon, NAFF, Fisheries Lab, Lomwstfot, Suffolk, UK.</i>	
1980 Aug 31-Sep 5	Vienna (Austria)	1980 Sep 9-12	Nuremberg (Germany Fed Rep)
Int Federation of Automobile Engineers and Technicians Association, 11 th Congress <i>Os Ingénieur u Architektverein, Eschenbachgasse 9, A 1090 Vienna, (A 1863)</i>		Society of Nuclear Medicine. 18th Int annual meeting. <i>Prof Dr F Woll, Inst und Poliklinik für Nuklearmedizin der Unn Erlangen-Nürnberg, Krankenhausstrass» 12, Postfach 3536, D 052 Erlangen, Germany FR</i>	
1980 Aug 31-Sep 13	Velden (Austria)	1980 Sep 10-13	Geneva (Switzerland)
<i>BERG, Germany Fed Rep.</i>		Association des Physiologistes. 48 ^e Reunion. <i>Pr H Monod, Laboratoire de Physiologie du Travail CHU Prle Salpêtrière 91 Boulevard de l'Hôpital, F-75634 Paris cedex 13</i>	
1980 Aug	Ankara (Turkey)	1980 Sep 12-13	Brussels (Belgium)
Int Association of Educators for World Peace. 3rd Asian convention. (A 1276) <i>IAEWP, Suite 102/104, 549 E 162nd Street South Holland IL 60473, USA.</i>		9 ^e Congrès européen de neuroradiologie: La neuroradiologie pédiatrique- la recherche en tomographie comutée - les problèmes neuroradiol. etage ant. et moyen du crâne P 200-300. <i>Serv neuroradiologie, Prof Comelis UCL, Av Hippocrate 8-1200 Brussels</i>	
1980 Sep 1-4	Port Moresby (Papua New Guinea)	1980 Sep 12-13	Copenhagen (Denmark)
Commonwealth Association of Surveying and Land Economy. Pacific regional seminar. <i>CASLE, 12 Great George Street Parliament square, London SW1P 3AD, UK.</i>	(A 0361)	Danske Mobelarkitekter and Indretningsarkitekter DMI/Int Federation of Interior Designers. Forum: Space, furniture and people. <i>Int Fed of Interior Designers, PO Box 19610, 1000 GP Amsterdam, Netherlands</i>	(A 1935)
1980 Sep 1-5	Stockholm (Sweden)	1980 Sep 13-16	Banff (Canada)
Int Federation of Multiple Sclerosis Societies. Annual general meeting P: 100 <i>Neurologist Handikappades Kkatorbund, MS Forbundet David Bagares Gata 3 S 111 38 Stockholm</i>	(A 1960)	Int symposium on radiodiagnostics <i>Of L I Wiebe, FAC of Pharmacy and Phartaceutical Sciences, Unn of Alberta, Edmonton Alberta T6G 2N8, Canada.</i>	
1980 Sep 1-6	Munich (Germany Fed Rep)		
Int Commission on Civil Status General assembly, P: 150 <i>1559)</i> <i>Tourist Office of the City at Munich, Rindmarkt 5, D 8000 Munich 2.</i>	(A		

1980 Sep 13-19 Cologne (Germany Fed Rep)
Int Scientific Film Association 14th Congress P: 100-120 (A 2436)
Inst für den wissenschaftlichen Film, Nonnenstieg 72, D 3400 Göttingen, Germany FR.

1980 Sep 14-17 Galway (Ireland)
Federation of European Biochemistry Societies. Meeting on muscle and motility. P: 120 (A 0936)
Dr Headon, Univ College, Galway.

1980 Sep 15-17 Geneva (Switzerland)
European Society for Artificial Organs 7th Annual meeting (scientific). Artificial organs. P: 300.
Dr J Belenger, 10 route des Jeunes, CH 1327 Geneva-La Praille, Switzerland.

1980 Sep 15-18 Brighton (UK)
Int Power Sources Symposium Cmt, PO Box 17, Leatherhead, Surrey KT22 90B, UK.

1980 Sep 15-18 Dublin (Ireland)
Association of Applied Biologists. Int conference. P: 200.
Dr B M Cocks, Dept of Plant Pathology, Univ College, Belfield, Dublin 4.

1980 Sep 15-19 Hamar (Norway)
UN Economic Commission for Europe. Seminar: Production, marketing and use of finger-jointed sawwood. (B 4176)
UN information service, CH 12 11 1 Geneva 10, Switzerland.

1980 Sep 15-19 Munich (Germany Fed Rep)
Int symposium on subscriber loops and services. P: 500.
Tourist Office of the City of Munich, Rindmarkt S. D 8000 Munich 2.

1980 Sep 15-19 Munich (Germany Fed Rep)
European Society for Microcirculation. 11th Conference. (A 4192)
Prof Dr Med E Hennersen, Dept of Anatomy, Technical Univ of Munich, Biedersteinerstr 29, D 8000 Munich 40.

1980 Sep 15-19 Sheffield (UK)
Library Association/ASLIB/Institute of Information Scientists. Joint conference. 1980 Conf Organiser, ASLIB, 3 Belgrave Square, London SW1X 8PL, UK.

1980 Sep 15-19 Southampton (UK)
Conference on electromagnetic compatibility.
Mr P M Elliot, Institution of Electronic and Radio Engineers, 99 Gower St, London WC1E 6AZ, UK.

1980 Sep 15-19 Vienna (Austria)
Int Atomic Energy Agency. Int symposium. (A 1383)
Int Atomic Energy Agency, PO Box 100, A 1400 Vienna.

1980 Sep 15-22 Dublin (Ireland)
European Economic Community. Workshop on education. P: 80.
P J Breen, Dept of Education, Marlboro street, Dublin 2.

1980 Sep 16-18 Paris (France)
16th Meeting on hydraulics waste heat disposal in the atmosphere, thermal control and
Soc hydrolique de France, 199 rue de Grenelle, F 75007 Paris.

1980 Sep 16-19 Nijmegen (Netherlands)
Int Symposium on Ultrasonic Diagnoses in Ophthalmology. 8th Bi-annual congress echo-ophthalmography. P: 150. (B 6420)
Miss M van Tongerlo, Dept of Ophthalmology, Univ of Nijmegen, 6500 HB Nijmegen.

1980 Sep 17-19 Dublin (Ireland)
European Committee for Electrotechnical Standardization. TC/64 meeting. (A 0634)
J A O'Donerty, Sec-TC/2, Electro-Technical, Council of Ireland, Ballymun Rd, Dublin 9.

1980 Sep 17-19 Wrocław (Poland)
5th Wrocław symposium on electromagnetic compatibility. Ex.
EMC Symposium and Exhibition Wrocław, Box 31411, Pl - 51645, Wrocław.

1980 Sep 18-19 Paris (France)
3^e Journées du rachis de l'hôpital Beaujon: Acquisitions récentes et perspectives nouvelles en pathologie rachidiennes de l'adulte.
Serv du Py Cauchoux, Hôpital Beaujon, 100 Bd Ménière Leclerc, F 92110 Clichy.

1980 Sep 18-19 Bruges (Belgium)
Technologisch Instituut K.V.IV- Working Party Mechanical separation. Section Chemical
K.V.IV, Jan Van Rijswijcklaan 58, 2000 Antwerpen, Belgium.

1980 Sep 20-26 Singapore (Singapore)
P: 200.
Regional Inst of Higher Education and Development Heng Men Keng Terrace, Singapore 05).

1980 Sep 21-25 Versailles (France)
World insulation ana acoustics congress.
WIACO, 10 rue du Débarcadere, F 78852 Paris Cedex 17, France.

1980 Sep 22-24 Omaha (NB, USA)
American College of Hospital Administrators. Meeting
Arlene Ventura, 640 Lake Shore Dr, Chicago Ill, 60611.

1980 Sep 22-26 Canterbury (UK)
Summer school on neutron scattering from macromolecules
Dr J S Higgins, Dept of Chemical Engineering, Imperial College, London SW7, UK.

1980 Sep 22-26 Djerba (Tunisia)
Mediterranean Cooperation for Solar Energy. 14th Int meeting
COMPLES, Prof J P David, Univ des sciences et des techniques, F 13397 Parselle Cedex 4, France.

1980 Sep 22-28 Los Angeles, (CA, USA)
American College of Hospital Administrators, Meeting.

1980 Sep 22-26 Vienna (Austria)
Int Atomic Energy Agency. General assembly. P: 800. (A 1383)

1980 Sep 22-27 Vicenza (Italy)
Int post-graduated practical course: Pain therapy. P: 400.
Dr Ruggiero Rizzi, Ospedale Regionale, Vicenza.

1980 Sep 22-28 Varna (Bulgaria)
3rd Int colloquium on physical and chemical transfer in regulation of reproduction and aging.
Julia G Vasileva-Popova, Dept of Biophysics, Bulgarian Academy of Sciences, 1113

1980 Sep 23-25 Cardiff (UK)
Chemical Soc, Burlington House, London W1V 0BN, UK.

1980 Sep 23-25 Munich (Germany Fed Rep)
Int Council for Building Research Studies and Documentation, W23A Safety of Load Beading Walls, Meeting. (A 1723)
Int C/for Building Res Studies and Documentation, Postbox 20704, 3001 JA Rotterdam Netherlands.

1980 Sep 23-26 Rome (Italy)
Int Catholic Union of the Press. 12th World congress. (A 1458)
Sapientissimo Congresso UCIP, c/o UCSI, Piazza Montecitorio 115, 100186 Roma.

1980 Sep 23-Oct 2 Co Meath (Ireland)
Int Federation for Family Life Promotion. Conference. P: 100. (B 6598)
Mrs E Fitzgerald, Medical Meetings Int, 12 Pembroke Park, Dublin 4, Ireland.

1980 Sep 24-26 Lyon (France)
PROMOLYON, Palais des congres, Quai Achille Lignon, F 69459 Lyon Cedex 3.

1980 Sep 24-27 Jönköping (Sweden)
Elmie AB, Box 6066, S 550 06 Jönköping.

1980 Sep 25-26 Paris (France)
Int Council for Building Research Studies and Documentation, W29 Concrete Surface Finishing, Meeting. (A 1723)
Int C/for Bldg Res Studies and Documentation, Postbox 20704, 3001 JA Rotterdam, Netherlands.

1980 Sep 25-28 Sorrento (Italy)
Centro Italiano Congressi. Congrès: rencontre pluridisciplinaire sur les comportements sexuels. P: 300.
Centro italiano congressi, Via L. Spallanzani 11, 00161 Roma, Italy.

1980 Sep 26-27 Paris (France)
Centro Italiano Congressi. Stage d'information: Cours d'angiographie et laser de Creteil. P: 150.
Centro italiano congressi, Via L. Spallanzani 11, 100161 Roma, Italy.

1980 Sep 26-28 Dublin (Ireland)
Federation of Doctors Who Respect Human Life. Int congress. P: 250.
Mrs E Fitzgerald, Medical Meetings Int, 12 Pembroke Park, Dublin 4.

1980 Sep 26-28 Dublin (Ireland)
Labour History Society. Int conference, p: 100.
G Sweeney, Dept General Sec, Civil Serv Exec Union, 109 Lr Baggot St Dublin 2

1980 Sep 26-28 Esch-Alzatte (Luxembourg)
1 ères Journées int des apiculteurs.
Office National du tourisme, BP 1001, Luxembourg, Luxembourg.

1980 Sep 26-28 Helsinki (Finland)
The nordic magic convention, p: 200.
Teikapää ry., Mr Salmu Mäkelä, PO Box 132, SF 00181 Helsinki 18.

1980 Sep 27-Oct 5 Rio de Janeiro (Brazil)
Int Movement of Apostolate in Middle and Upper a asses. Assemblée générale: Signes
MIAMSI, Piazza S Calisto 16, 100153 Roma, Italy.

1980 Sep 28-Oct 4 Fonyod (Hungary)
Summer school on formation processes on thin films.
Mrs E Nagy, c/o Roland Eotvos Physical Soc, PO Box 240, H 1368 Budapest Hungary

1980 Sep 29-Oct 3 York (UK)
Chemical Society. Symposium on modern radiochemical practice.
Sec. Analytical Div, Chemical Soc, Burlington House, London W1V 0BN, UK.

1980 Sep 29-Oct 4 Basel (Switzerland)
3^e Congrès mondial de recyclage: Utilisations industrielles des matières premières récupérées.
FABI, Square Marie Louise 28, Bte 1040 Brussels, Belgium.

380 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 8-9/1980

1980 Sep 30-Oct 2 Paris (France)
 Europe Union of Independent Lubricant Manufacturers. 12^e Congrès européen sur
 le recyclage des huiles usées P. 400. (B 0893)
 R Kachler. Union Europ des Indep en Lubrifiants. 33 rue Marbeuf. F 75008 Paris.

1900 Sep 30-Oct 2 Rio de Janeiro (Brazil)
 Int Federation of Association football. 2^e Congrès de médecins sportive appliquée ou
 football (A 1856)
 Fed for de Football Assn. FIFA House. 11 Hitzigweg. CH 8032 Zurich. Switzerland.

1080 Sep 30-Oct 2 Vienna (Austria)
 Int Social Security Association. Int Section for the Prevention of Occupational Risks due
 to Electricity. 6th Int colloquium : Electric and magnetic fields, electric arcs and atmo-
 SCJWC electricity, effects, hazards and protective measures. P : 360. (A 2468)
 Allgemeine Unfallversicherungsanstalt Adalbert Sitter Str 65A. A 1080 Vienna.

1990 Sep 30-Oct 3 Amsterdam (Netherlands)
 American Institute of Aeronautics and Astronautics/American Society of Mechanical
 Engineers. 10th Int forum for air cargo : The customer is the business (Jointly with 4th
 air cargo Exhibition). P - 450.
 P/R Columbus. 10th Int forum for air cargo. Society of Automotive Engineers inc. 400
 Commonwealth drive. Warrendale PA 15096. USA.

1980 Sep 30-Oct 3 Washington (DC, USA)
 Int Monetary Fund/World Bank. Annual meeting of the boards of governors. P : 5000.
 (A 2266/A 1393)
 Joint secretariat - annual meetings. IMF - World Bank. Washington DC 20431.

1980 Sep Dublin (Ireland)
 European Airlines Committee for Materials Technology. Meeting. P : 100.
 W P Ward. Aer Lingus. Dublin airport.

1980 Sep-Oct Reno (NV, USA)
 Int Association of Orthodontics. Meeting. P : 300.
 Joanna Carey. 645 N. Michigan Av. Ste 522. Chicago Ill 60611. (B 3247)

1980 Oct 1-3 Lake Placid (NY, USA)
 Institute of Electrical and Electronics Engineers. 21st Annual symposium on founda-
 tions of computer science. (B 0621)
 Prof David Bray. Dept of Electrical and Computer Engineering. Clarkson College. Pots-
 dam NY 13676. USA.

1980 Oct 1-4 Bischenberg (France)
 INSERM. France. Meeting on hormone and cell regulation : Tissue growth, hormone
 action and late. CMS and metabolism. P: 100.
 Prof Dr Jeanrenaud. Ave Roseraie 64. CH 1205 Geneva. Switzerland.

1980 Oct 1-4 Split (Yugoslavia)
 Yugoslav Association of Orthopaedic Surgery and Traumatology. 6th Mediterranean and
 native treatment of the injured knee without application of prosthesis. Oostomyelitis
 hematogenous and posttraumatic, bone-grafting, knee injuries-special problems, polo-
 myelitis. P : 500.
 Prof Dr Ivo Marinovic. Opca bolnica. ortopedija. 58000 Split.

1980 Oct 2-4 Singapore (Singapore)
 Public Services Int. Asian regional conference. P : 70. (B 5548)
 Ms Delice Can. Wisma AUIPE. 295 Upper Paya Lebar Rd. Singapore 2953.

1980 Oct 2-4 Rome (Italy)
 Centro Italiano Congressi. European colloquium of phlebology. p : 300.
 Centro Italiano congressi, via L. Spallanzani 11. 1 00161 Rome.

1980 Oct 2-5 Vichy (France)
 Antenne Médicale. Congrès exceptionnel de l'ancien corps de santé d'AFN. P : 400-500.
 Mr Vidali. 24 rue Verdi. F 06000 Nice. France.

1980 Oct 3 Valencia (Spain)
 Symposium on the role of food science and technology in social and economic develop-
 ment.
 Dr S Barber. IATA. Jaime Roig 11. Valencia 10.

1980 Oct 3-4 Paris (France)
 Int Federation of Automobile Experts. Congress. P : 500. (B 1864)
 J Lemaire. 12 rue Victor Massé. F 75009 Paris. (A 1941)

1980 Oct 4-6 Geneva (Switzerland)
 Lutheran World Federation. Meeting of secretaries of Christian world communions.
 (A 2937)
 LWF. Route de Ferney 150. PO Box 66. CH 1 2 1 1 Geneva 20.

1980 Oct 5-8 Herzliya (Israel)
 Int Federation of Knitting Technologists. 29th Congress. P : 200.
 Mr S Shabat. Israel section of the Int Fed of Knitting Technologists. The Shenkar Col-
 lege of Fashion and Textile Technology. Ramat Gan. Israel. (A 1941)

1980 Oct 5-9 Liège (Belgium)
 European Union of Aquarium Curators. 6th Congress P : 30.
 M J Voss. Conservateur de l'Aquarium de l'Université de Liège. 22 Quai Van Beneden.
 8 4020 Liège.

1980 Oct 6 London (UK)
 European Society for Clinical Investigation. Guest meeting : Postgraduate exchange
 group P inv (A 0851)
 Ciba Foundation. 41 Portland Place, London W1N 4BN

1980 Oct 6-8 Madrid (Spain)
 Int Commission for Agricultural and Food Industries/Int Union of Food Science and
 Technology. Symposium on energy and the food industry. (A 1 5 1 8 / A 1610)
 Prof A Bonastre. Gen Sec. CIA. 24 rue de Teheran. F 75008 Paris. France.

1980 Oct 6-10 Gilon (Switzerland)
 Lutheran World Federation. 3rd Session of the forum to evaluate the bilateral dialogues
 (A 2937)
 LWF. Route de Ferney 150. PO Box 66. CH 1 2 1 1 Geneva 20.

1980 Oct 6-10 Jakarta (Indonesia)
 3rd Asian congress of nutrition.
 Sec of the 3rd Asian congress of Nutrition, c/o Lembaga Biologi Nasional-UPI. PO Box
 110. Bogor. Indonesia.

1980 Oct 6-10 Nîmes (France)
 Int Committee of Scientific Management In Agriculture. 20th CIOSTA congress study
 days of CIGR. section 5. (A 1616)
 BCMEA. 2 rue Paul Escudier. F 75000 Paris. France.

1980 Oct 6-10 Strasbourg (France)
 General Association of Municipal Health and Technical Experts. 60th Congress
 (B 0590)
 AGHTM. 9 rue de Phalsbourg. F 75854 Paris Cedex 17. France.

1980 Oct 7-9 Lausanne (Switzerland)
 Secretariat des journées d'électronique- Dpt d'Electricité de l'EPFL. Chemin de Belle-
 Rive 16. CH-1007 Lausanne.

1980 Oct 7-9 London (UK)
 Conference on diesel fuel injection : Now and in the future.
 Conf Dept. Instn. of Mechanical Engineers. 1 Birdcage Walk. London SW1H 9JL

1980 Oct 8-10 Llyermore (CA, USA)
 American Society for Testing and Materials. Meeting
 Patricia Gross. 1916 Race St Philadelphia. PA 15103.

1980 Oct 9-11 Freiburg/BR (Germany Fed Rep)
 Falk Symposium n° 29. 6th Int bile acid meeting : Bile acids and lipids
 Falk foundation. Habsburgerstr 81. 0 7800 Freiburg Br.

1980 Oct 11 Geneva (Switzerland)
 Int Union of Alpinist Associations. General assembly.
 UIAA. CP 237. CH 1 2 1 1 Geneva 11. (A 2884)

1980 Oct 11 Liège (Belgium)
 Federazione Italiana dei Lavoratori Emigrati e Famiglie. Colloque européen. P : 300.
 M Argento. FILEF. 88 rue Cockerill. B 4100 Seraing. Belgium.

1980 Oct 11-18 (Mer Adriatique-Mer Egée)
 Sélécteur Groupement. Croisière des médecines et sciences parallèles à bord du
 Romanza (Conférences-débats).
 75001 Paris. France.

1980 Oct 11-19 Canoga Park (CA, USA)
 5th Annual Int body imaging conference.
 Dr Donald Friedman. Annual Int Body Imaging Conf. West Park Hospital. 22141 Roscoe
 Blvd. Canoga Park. CA 91304.

1980 Oct 12-17 Munich (Germany Fed Rep)
 Int Council of the Aeronautical Sciences. Congress. P : 400. (A 1759)
 Tourist Office of the City of Munich. Rindermarkt 5. D 8000 Munchen 2.

1980 Oct 12-18 Montevideo (Uruguay)
 B^e Congrés odontologique int uruguayen.
 Asociacion Odontologica Uruguaya. Av Libertador Brig Gral Lavalleja 1464-
 P13. Mon-

1980 Oct 13-15 Paris (France)
 1^{er} Conférence int sur les usines flottantes. P : 250.
 A Gaillard. SEPHC (UF). 40 rue du Colisée. F 75008 Paris.

1980 Oct 13-16 Nice (France)
 2nd Mediterranean congress of chemotherapy. P : 700.
 R C Werner. Bactér. Médicale. Inst Pasteur. 25 rue du Dr Roux. F 75734 Paris Cedex
 15. France.

1980 Oct 13-17 Paris (France)
 Journées Pharmaceutiques int de Paris - 15èmes Journées Pharmaceutiques Françai-
 ses. Conférences scientifiques : La pharmacie françaises. Conférences scientifiques:
 La pharmacie française : 1950-1980. 1980-2010. acquis et perspectives. P- 2000.
 JPF- JPIF. 57 rue Spontini. F 75116 Paris.

1980 Oct 14 Luxembourg (Luxembourg)
 European Community. Conseil de ministres : Affaires étrangères. (A 0662)
 170 rue de la La. B - 1048 Brussels.

1980 Oct 15-16 Sheffield (UK)
 Glass-chips with everything ? A meeting on the application of microprocessors m the
 glass industry.
 Mr R AM. The ravenhead Co. Ravenhead Glassworks, Si Helens. PO Box 48.
 Lanes.
 UK.

1980 Oct 15-16 Singapore (Singapore)
 Regional conference on labour. P : 100.
 Amalgamated Union of Public Employees. 295 Upper Paya Leor Rd. Singapore 1953.

1980 Oct 15-17 Milan (Italy)
 University of Milan. Int symposium : Calcitonin 1980. P : 400.
 Dr Maria Luisa Pecile, Dept of Pharmacology. Univ. 32 via Vanvitelli, 120129 Milan.

1980 Oct 15-18 Helsinki (Finland)
3rd Conference on the study and conservation of migratory birds of the Baltic basin P 100-150
The Finnish Ornithological Soc. *Phil. He. Juha Tiainen, Univ of Helsinki, Inst of Zoology, Pohjonen Rautekatu 13, SF 00100 Helsinki 10.*

1980 Oct 16-17 Lyon (France)
Int symposium on clinical applications of evoked potentials in neurology. P : 300.
Secretariat service EEG, Hôpital neurologique, 59 Bd Pinal, F 69003 Lyon.

1980 Oct 16-18 Perpignan (France)
10^e Journées méditerranéennes int de médecine du travail. P : 200.
Dr Vilain Pierre. Médecine du travail. Inst de médecine légale et sociale. Centre Gui de Chauillac. F 34059 Montpellier. France.

1980 Oct 16-18 Singapore (Singapore)
Int Federation of Women's Travel Organisation. Pacific regional conference. P : 200.
Women's Travel Club of Singapore, PO Box 844, Maxwell Rd, Singapore 9012.

1980 Oct 17-18 Palermo (Italy)
Associazione Italiana per l'Endoscopia Ginecologica. Int symposium : endoscopy-gynecology. P : 600.
Prof P Quarararo. Piazzale Ungheria 73, 90141 Palermo.

1980 Oct 17-24 Killarney (Ireland)
Int Association of Students on Economics In Management. Meeting P : 55
AIESEC. 8, 32 Trinity College, Dublin 2, Ireland. (A 01349)

1980 Oct 19-24 Lake Buena Vista (FL, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patrice Gross. 1916 Race St Philadelphia, Pa 19103.

1980 Oct 20 Luxembourg (Luxembourg)
European Community. Conseil de ministres : économie/finances. (A 0662)
170 rue de la Loi. B - 1048 Brussels.

1980 Oct 20-21 Luxembourg (Luxembourg)
European Community. Conseil de ministres : environnement. (A 0662)
170 rue de la Loi. 13-1048 Brussels.

1980 Oct 20-24 Stockholm (Sweden)
Int Atomic Energy Agency. Int conference on current nuclear power plant safety issues. (A 1383)
Mr. Robert Najjar. Conference Service Section. IAEA P.O. Box 100. A-1400 Vienna.

1980 Oct 21 London (UK)
British Tourist Authority, 64 St James's Street London SW1A 1NF.

1980 Oct 21-23 London (UK)
Gastech Ltd, 2 Station Rd, Rickmansworth, Herts WC3 1OP, UK.

1980 Oct 22-24 London (UK)
UK Guild of Air Traffic Control Officers : - Convex 80 int - - Conférence - Chaos or control - a conference into the requirements and problems of air traffic control int the 80's. Ex.
Convex 80 Int room 237, London air traffic control centre, Porters Way, West Drayton, Middlesex. UB7 9AU, UK.

1980 Oct 22-24 Paris (France)
Int Council for Building Research Studies and Documentation, W24/IMG Dimensional and Modular Co-ordination. Meeting (A 1723)
Int CI for Bldg Res Studies and Documentation. Postbox 20704, 3001 JA Rotterdam, Netherlands.

1980 Oct 22-24 Strasbourg (France)
European Association of Photonics. Colloque européen de photonique appliquée a c/o Council of Europe, av de l'Europe, F-67000 Strasbourg.

1980 Oct 22-24 Toulouse (France)
Int symposium on homodynamics of the limbs. P : 400.
Dr H Bocalan. Fac de médecine. 133 route de Narbonne. F 31062 Toulouse Cedex.

1980 Oct 23-24 Zurich (Switzerland)
bgue Suisse contre le Cancer et Ligue Zurichoise contre le Cancer/Société Suisse d'Oncologie/Faculté de Médecine. Université de Zurich. Journées du cancer.
Prof W Hitzig. Clinique universitaire de pédiatrie. Steinwiesstrasse 75, CH 8032 Zurich.

1980 Oct 24-26 Luxembourg (Luxembourg)
Congres int des arbitres de basketball.
Office National du tourisme. BP 1001, Luxembourg.

1980 Oct 25-27 Zichron Yaacov (Israël)
Eurobike Holidays Organization. 5th Annual meeting. P : 80.
Mr J C van Dalen. Israel Cyclists' Touring Club, PO Box 339, Kfar Saba, Israel.

1980 Oct 27 Luxembourg (Luxembourg)
European Community. Conseil des ministres : question fiscales. (A 0662)
Office national du tourisme. BP 1001, Luxembourg.

1980 Oct 27-30 Jerusalem (Israel)
2nd Int ombudsman conference. P 200.
Dr I E Nosenzani. State Comptroller and Commissioner for Complaints from me Public. State Comptroller's Office, PO Box 1081, Jerusalem.

1980 Oct 27-31 Cologne (Germany Fed Rep)
Int Federation of Building and Woodworkers. Assembly P: 150-160 (A 1679)
FITBB, 29 rue de la Colouvenière, CH 1205 Geneva, Switzerland.

1980 Oct 27-31 Santa Monica (CA, USA)
American College of Hospital Administrators. Meeting.
Ariene Ventura, 840 Lake Shore Dr, Chicago Ill, 60611.

1980 Oct 28-31 New York (USA)
American College of Hospital Administrators. Meeting.
Ariene Ventura, 840 Lake Shore Dr, Chicago Ill, 60611.

1980 Oct 29-Nov 2 Dallas (TX, USA)
Parker Chiropractic Research Foundation. Meeting.
David Shanks, P.O. Box 40444, 10652 Old Burleson Rd, Fort Worth, TX 76140.

1980 Oct 30-Nov 1 Deauville (France)
INSERM. Colloque int : New trends in arterial hypertension, cellular pharmacology and physiopathology. P: 120.
Dr M Worcel, Centre de recherches Roussel-UCLAF, 1 1 1 Route de Noisy, F 93230

1980 Oct 30-Nov 1 Singapore (Singapore)
Prof Bill B P Lim. Organiser/Chairman, do Fac of architectural and Bldg. Univ of Singapore, Kent Ridge Campus, Clement Rd, Singapore 0511.

1980 Oct end Frankfurt (Germany, Fed Rep)
Int Federation of Resistance Movements. Commission permanente sur le fascisme.
FIR Castelelgasse 35, A - 1020 Vienna.

1980 Nov 2-4 Herzliya (Israel)
cbs, P : 50-70.
State Comptroller's Office, PO Box 1061, Jerusalem. Israel or Int Ombudsman Inst Univ of Alberta, Canada.

1980 Nov 2-5 Lisbon (Portugal)
Int Chamber of Commerce, ee Conférence annuelle : L'énergie, un défi pour l'entreprise. (A 1490)
CCI, 38 Cours Albert 1^{er}, F 75008 Paris, France.

1980 Nov 4-6 Nantes (France)
Colloque int : Sterilisation par filtration, chaîne stériles industrielles-blocs hospitaliers stériles, P 120-150.
Pr de Rosier, Lab de Cosmétologie et de pharmacie industrielle, 68 Bd Eugène Orlaux, F 44300 Nantes.

1980 Nov 3-5 Budapest (Hungary)
World Federation of Engineering Organizations, Committee on Engineering Information. Int conference Delivery mechanisms for engineering and technological information. (A 3522)
M Organizing Cmt c/o Hungarian Fed of Technical and Scientific Societies, PO Box 451, 1372 Budapest.

1980 Nov 3-21 Trieste (Italy)
Int Centre for Theoretical Physics. Workshop on physics of desertification. (B 2724)
Int Centre for Theoretical Physics, PO Box 576, I 34100 Trieste.

1980 Nov 5-6 Avignon (France)
Association Scientifique Française des Psychiatres de Service Public. Congrès scientifique : Situations de crise en psychiatrie. P : 350.
Dr J C Pascal, Centre Jean Wier, 30 rue Anatole France, F 92800 Puteaux, France.

1980 Nov 5-7 Nice (France)
Int Institute of Administrative Sciences/Int Union of Local Authorities. Colloquium : The impact of micro-processors on local authorities. (A 2138/A 2736)
JULA, 45 Wassenaarseweg, 2596 CG Den Haag, Netherlands or USA, 25 rue de la Charité, B 1040 Brussels, Belgium.

1980 Nov 5-10 Rabat (Morocco)
Int Civil Defence Organization. 9^e Conférence mondiale de la protection civile : Protec-OIPC, 10/12 chemin de Surville, CH 1213 Petit Lancy/Geneve, Switzerland.

1980 Nov 6-10 Havana (Cuba)
Int Academy Legal Medicine. Latin american meeting and interim meeting.
Prof A André, IALM, rue des Facton, B 4020 Liege, Belgium.

1980 Nov 7-8 Chicago (IL, USA)
Int Association for the Study of the Liver. Congress : hepatology. P : 400. (A 1240)
Prof JP Bernham, Hôpital Beaujon, F 92118 Clichy, France.

1980 Nov 7-10 Liege (Belgium)
Congrès dentaire du millénaire; Chirurgie dent, implantologie reh. or. : La prothèse et son support. P 500.
Dr R Street, 21 rue Léon Mignon, B 4000 Liège.

1980 Nov 8 Brussels (Belgium)
Benelux Phlebology Society. Réunion : science médicale : maladies veineuses (hypo-dermites). P.100. (A4379)
Dr Thyry, Korte Moor 12, B 9000 Ghent Belgium.

1980 Nov 9-11 Montreuil (France)
4^e Symposium de chirurgie esthétique : La chirurgie esthétique des paupières, le traitement médicochirurgical de la calvitie. P : 150.
Dr J Faivre, 23-25 rue Vital, F 75016 Paris, France.

- 1980 Nov 9-13 Rio de Janeiro (Brazil)
Int Federation of Industrial Property Attorneys. Executive committee meeting. (A 1972)
ICIPRI 14 av de la Grande Armee F 7501 7 Paris. France.
- 1980 Nov 9-14 Acapulco (Mexico)
Work conference on soya processing and utilization.
American oil Chemists' Society, 508 S Sixth St Champaign IL 61820. USA
- 1990 Nov 9-15 Manila (Philippines)
10th Int congress on tropical medicine and malaria. P : 2000.
Dr Edlio G Garcia. MD.MPH. Inst of Public Health. 625 Padre Gl. St. Ermita. PO Box EA 460. Manila.
- 1980 Nov 10-11 Geneva (Switzerland)
European Free Trade Association. Ministerial council. (A 0766)
- 1980 Nov 10-13 Palmerston North (New Zealand)
Int Union of Food product and process development in Pacific countries. (A 1610)
Dr Mary Earle. Food Technology Dept. Massey Univ. Palmerston North.
- 1980 Nov 10-15 Cologne (Germany Fed Rep)
Int der direktoren der europ. musikhochschulen. akademien u. konservatorien. P : 100.
Staatl. Hochschule für Musik Köln. Dagoertstr 38. D 5000 Köln 1. Germany Fed Rep.
- 1980 Nov 11-15 Milan (Italy)
Int Federation of Clinical Chemistry. 1 st African and mediterranean congress of clinical chemistry : Regional aspects of organization, training, sciences and technology. P : 1000-1500.
Prof F Montalbetti. Via Kaplero 10. I 20124 Milan.
- 1980 Nov 11-16 Cologne (Germany Fed Rep)
Messe- und Ausstellungs-Ges. in Verbindung mit im kongresse und ausstellungen. D 6240 Königstein. Germany FR.
- 1980 Nov 12-14 Strasbourg (France)
Council of Europe. Colloque sur le terrorisme en Europe. (A 0435)
av de l'Europe. F-67000 Strasbourg.
- 1980 Nov 14-16 Paris (France)
UNAFAM. Congrès : Les comportements schizoïdiques. P : 500.
Mme Vieille Saize. Unafam. 40 rue Racelle. F 75015 Paris.
- 1980 Nov 17-21 Singapore (Singapore)
Int Air Transport Association. 67th Timetable meeting. P : 300. (A 11 49)
IATA Singapore, Suite 701, Tin Fi. Cathay Bldg. Mount Sophia. Singapore 0922.
- 1980 Nov 16-26 Tel Aviv (Israel)
Women's Int Zionist Organization. 60th Anniversary and 18th world wizo conference P : 800. (A 3441)
Mrs Raya Jaglom. Prés de la WIZO. 38 David Hamelekh Blvd. Tel Aviv.
- 1980 Nov 19-20 Tokyo (Japan)
do IMCO. 101-104 Piccadilly. London W1V 0AE. UK.
- 1980 Nov 19-21 Savannah (GA, USA)
American College of Hospital Administrators. Meeting.
Ariene Ventura. 840 Lake Shore Dr. Chicago Ill. 60611.
- 1980 Nov 19-21 (Israel)
Postal, Telegraph, Telephone Int. Executive meeting. P : 65. (A 3136)
Mr E Britz. Prés de PTTI. 36 Av de Lignon. CH 1219 Geneva. Switzerland.
- 1980 Nov 19-22 Basel (Switzerland)
Int Union of Architects. Groupe de travail « santé publique ». 7^e séminaire int sur la santé publique : Planification, construction et organisation de la recherche sur les équipements médicaux. (A 2659)
UIA. 51 rue Raynouard. F 75016 Paris. France.
- 1980 Nov 20-23 Singapore (Singapore)
MeComm Pte Ltd. 36 Prinsep Street Singapore 0718.
- 1980 Nov 21-23 Luxembourg (Luxembourg)
Int Business Travel Association. 8th Int congress. (B 2759)
Tony Coppens. c/o Union Minière. rue de la Chancelerie. 1. B 1000 Brussels. Belgium.
- 1980 Nov 22 Paris (France)
Permanent Mondialist Committee. Colloque : La lutte contre la faim. (B 7315)
Inter-Pan. 12 rue Dohis, F 94300 Vincennes. France.
- 1980 Nov 22-24 Nagoya (Japan)
Association Japonaise des Professeurs de Langues Etrangères. Conférence int sur l'enseignement et l'étude des langues.
Paul G La Forge. English Dept. Nanzan Junior Collège. Shovra-ku, 19 Hayato-Cho. Nagoya. 466.
- 1980 Nov 23-27 Vina Del Mar (Chile)
Sociedad de Cirujanos de Chile. 53th congress : Curso int sobre cirugía del cancer digestivo y otro sobre : emergencias no derevables en cirugía.
Soc de cirujanos de Chile. Casille 2043. Santiago. Chile.
- 1980 Nov 23-30 Tel Aviv (Israel)
2nd Int seminar on the treatment of rheumatic diseases. P : 350-450.
Dr I Macthey. Head. Dept of medicine A. and of the Rheumatology service. Hasharon Hospital. Petah Tikva. Israel.
- 1980 Nov 24-26 Strasbourg (France)
Council of Europe. 14^e Conférence de recherches. criminologiques: L'intégration
av de l'Europe. F-67000 Strasbourg. (A 0435).
- 1980 Nov 24-28 Colombo (Sri Lanka)
FAO/Int Atomic Energy Agency. Int symposium on combination processes in food irradiation. (A0971/A 1383)
Mr. Robert Najar. Conference Service Section. IAEA, P.O. Box 100. A-1400 Vienna, Austria.
- 1980 Nov 24-28 Strasbourg (France)
Council of Europe. Conférence sur « Education des adultes : 10 années de changement - tendances pour les années 80 ». (A 0436)
av de l'Europe. F-67000 Strasbourg.
- 1980 Nov 24-28 Teleste (Italy)
Int Centre for Theoretical Physics. Topical meeting on physics of waterlogging and salinity. (B 2724)
Int Ct for Theoretical Physics. PO Box 576. 134100 Trieste.
- 1980 Nov 25-27 Prague (Czechoslovakia)
World Council for the Welfare of the Blind. Conférence européenne sur la déficience visuelle : Définition de la déficience visuelle, aspects social, médical et technique, déficience visuelle et éducation, déficience visuelle et réadaptation. Ex. (A 3499)
WCWIB. 58 fn Bosquet. F 75007 Paris. France. Ex : Svaz Invalidu, Federaini Vybor. Karinske namesti 12. 19 803 Prague 8. Karlin.
- 1980 Nov 25-28 Cologne (Germany Fed Rep)
nationen. P: 200.
DIGV/Deutsche Gesellschaft für die Vereinten Nationen. Simrockstr. 23. D 5300 Bonn. Germany FR.
- 1980 Nov 28 Paris (France)
disantes P: 400.
Dr Audeval. Lab Wellcome. 159 rue Nationale. F 75013 Paris.
- 1980 Nov Help and Action. Conference. Madrid (Spain)
Help and Action. BP 6. F 77850 Hérisy-sur-Serre. France. (B 6155)
- 1980 Nov Strasbourg (France)
Council of Europe. Conférence des directeurs de recherches criminologiques. (A 0435)
av de l'Europe. F-67000 Strasbourg.
- 1980 Nov or Dec Moscow (USSR)
Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue. Conférence mondiale intercommunale pour un nouvel ordre linguistique : Education bilingue. (B 2650)
CMIES. 9 rue de Lincoln. F 75008 Paris. France.
- 1980 Dec 1-2 Luxembourg (Luxembourg)
Council of Europe. Meeting. (A 0435)
Ct of Europe. Av de l'Europe. F 67006 Strasbourg Cedex. France.
- 1980 Dec 1-3 Lomé (Togo)
World Intellectual Property Organization/Unesco. Development cooperation, African regional seminar on copyright. (A 3383/A3635)
WIPO. 32 Chemin des Colombettes. CH 12 11 1 Geneva 20. Switzerland.
- 1980 Dec 1-5 Tokyo (Japan)
JOICFP. Hoken Kaitans Bekkan. 1-1 Sadohara-cho. Ichigaya. Shinjuku-ku. Tokyo 162.
- 1980 Dec 1-5 Trieste (Italy)
Int Centre for Theoretical Physics. Conference on circulation and transport in the Mediterranean. (B 2724)
Int centre for theoretical physics. PO Box 576. 134100 Trieste.
- 1980 Dec 1-6 Nairobi (Kenya)
Int Comparative Virology Organization. 2nd Int conference on the impact of viral diseases on the development of African and Middle-East Countries.
Prof E Kurstak. Int comparative virology Org. Fac of medicine. Univ de Montréal. CP 6128. Suce A. Montréal OU H3C. Canada.
- 1980 Dec 2-4 Strasbourg (France)
Council of Europe. CEMT. 3^e Conférence mixte sur l'enseignement de la sécurité routière. (A 0435)
av de l'Europe. F-67000 Strasbourg.
- 1980 Dec 3-5 Singapore (Singapore)
2nd U.S.I.S.E.A. telecommunication conference. P : 900.
The Show Co Int. 8667 Melrose Ave. Los Angeles CA 90096. USA.
- 1980 Dec 4-5 Lomé (Togo)
World Intellectual Property Organization/Unesco/Int Labour Organisation. African regional seminar on neighboring rights. (A 2183/A 3363/A 3635)
WIPO. 32 Chemin des Colombettes. CH 12 11 1 Geneva 20. Switzerland.
- 1980 Dec 5 Paris (France)
Société Française de Pathologie Infectieuse. Réunion annuelle : Le paludisme
Dr Couland. 10 Av Porte Aubervilliers. F 75019 Paris.
- 1980 Dec 8-12 Julien (Germany Fed Rep)
UN Economic Commission for Europe. Seminar : Technologies related to new energy Sources (B4176)
UN Information service. CH 12 11 1 Geneva 10. Switzerland.



Dans les pays anglo-saxons cet appareil a réellement apporté un soulagement aux orateurs. Plus de textes à apprendre par cœur, plus de feuillets de papier à consulter honteusement. Aucun Congrès digne de ce nom n'a lieu en Angleterre sans la présence d'un VIDEORATOR.

Les chefs d'état de plusieurs grands pays l'ont adopté.

Le VIDEORATOR permet de lire un texte en public sans que les spectateurs s'en aperçoivent, au moyen d'une glace transparente et réfléchissante, discrète, sur laquelle défile le texte à une vitesse contrôlée.

Un seul inconvénient : les orateurs qui l'utilisent ont tendance à se prendre pour Cicéron !

Disponible à la location, à :

SAV 16, rue de la Grange Butlière
75000 Paris
Tel. : 770.05.10
Telex : ETRAVE 220064 F

AUTOCUE

SYSTEMES - AUDIOFREQUENCE - VIDEONIQUE

1980 Dec 8-12 Ciba Foundation. Guest meeting : Pugwash conferences on science and world affairs : new weapons systems and criteria for evaluating their dangers. P: inv. Ciba foundation, 41 Portland Place, London W1H 4BN.	London (UK) (B 1827)	1980 Dec Council of Europe. Conférence sur la politique criminelle. av de l'Europe, F-67000 Strasbourg.	Strasbourg (France) (A 0435)
1980 Dec 8-12 Colloque Evaluation des agents nocifs sur les lieux de travail. P : 300. Office national du tourisme, BP 1001, Luxembourg.	Luxembourg (Luxembourg)	1981 Jan 18-23 Library Association of Australia/ New Zealand Library Association. Conference : Sharing. LAA-NZLA Conf 1981, PO Box 29037, Fendalton, Christchurch.	Christchurch (New Zealand)
1980 Dec 8-12 Council of Europe. Conférence sur l'intolérance en Europe. gy de l'Europe, F-67000 Strasbourg.	Strasbourg (France) (A 0435)	1981 Jan 18-23 American Society for Testing and Materials. Meeting. Patricia Gross, 1916 Race St Philadelphia, Pa 19103.	Fort Lauderdale (FL USA)
1980 Dec 9-11 Online Review. 4th hit online information meeting. P : 2000. C : 23. Organising Secretariat Online Review. Learned Information (Europe), Besselsleigh Rd. Abingdon, Oxford OX3 6EF, UK.	London (UK)	1981 Jan 19-24 Int Association for Medical Research and Cultural Exchange. 56 Journées medicates pathologie colique en Cote d'Ivoire etc. P: 800. AIRMEC, 4 rue de Sèze, F 75009 Paris, France.	Abidjan (Ivory Coast) (A 1199)
1980 Dec 10-16 Asean Federation of Accountants. 2nd Conference. P : 500. Singapore Soc of Accountants, Rms 3 and 6, 15-B Amber Mansions, Orchard Rd, Singapore 0923.	Singapore (Singapore) (B 7299)	1981 Jan 26-28 American Society for Testing and Materials. Meeting. Patricia Gross, 1916 Race St Philadelphia Pa 19103.	New Orléans (LA, USA)
1980 Dec 14-17 Int symposium on single-parent families. P : 250. Dr S Dreman, do Ophir Tours Ltd, 84 Ben Yehuda Street, Tel Aviv, Israel.	Beer-Sheva (Israel)	1981 Jan 26-29 American Physical Society. General meeting. The American Physical Society, 339 East 43th Street, New York, NY 10017.	New York (USA)
1980 Dec 15-18 Collegium Biologicum Europae. Congrès de médecine : congresso poliematico e polispecialistico. P. 150. Lucia Tucci, Giorgio Ficola, Via G B de Rossi, ISA, Roma.	Rome (Italy)	1981 Jan 27-30 Int intra-ocular lens implant symposium. P : 250. Mount Elizabeth Hospital, c/o Ms Cynthia Pua, Mt Elizabeth Travel Sen, Pte Ltd, Lobby F1, Bldg A, Mount Elizabeth, Singapore 0922.	Singapore (Singapore)
1980 Dec 17-19 Association Dentaire Egyptienne. Congrès dentaire int. Dr M Amin, 42 Kasr El Aini St Cairo.	Cairo (Egypt)	1981 Feb 2-4 Ciba Foundation. Symposium on collaboration in biomedical research in Europe. P : inv. Ciba Foundation, 41 Portland Place, London W1H 4BN.	London (UK) (B1827)
1980 Dec 29-1981 Jan 2 Int Council of Hearth, Physical Education and Recreation. 1st Europe congress on : social aspects of physical education and sport. P : 50. Mr Yarn' Oren, c/o Wingate Inst Wingate Post Office, Israel 42902.	(Israel) (A 1789)	1981 Feb 3-6 Colloque int sur l'élimination des déchets industriels par stockage en milieux naturels. Promolyon, Palais des congrès, Quai Achille Lignon, F 69459 Lyon Cedex 3	Lyon (France)
1980 Dec Int Association of Agricultural Students. Seminar : Beer-production : its technical, economic, social and agricultural applications. Marc Hauwaerts, Neamestraat 174, B 3000 Leuven.	Leuven (Belgium) (A 1249)	1981 Feb 16-19 American Nuclear Society/Japan Atomic Energy Society /Canadian Nuclear Association. 3rd Pacific basin conference. Dr Carlos Valez, Institute de Investigaciones Electric, Leibniz 14-3er Piso, Apt Postal 5-849, Mexico 5 I.F.	Acapulco (Mexico)

1981 Feb 16-19 Almeria (Spain)
Int Commission of Agricultural Engineering, « Symposium of the CIGRI technical section (A 1548)
Dr E del Sarno Martin, Gamero. *Inst Nacional de Reforma y Desarrollo Agrario, Avda Generalísimo 2 Madrid 16, Spain.*

1981 Feb 17-20 London (UK)
Clapp and POLAK, Inc. Park Ave. New York NY 10019, USA.

1981 Feb 22-Mar 1 Tel Aviv/Jerusalem/Dead Sea (Israel)
Int seminar of practitioners of natural therapeutics. P : 250-300.
Health Vacation Center. Int Medical and Scientific Congress dept 49 Ibn Gvirol street Tel Aviv, Israel.

1981 Feb 20-24 Tel Aviv (Israel)
Int Association of Professional Congress Organizers. Annual general assembly. P : 30. (A 1330)
Mr Gideon RIVLIN. Vice Prés IAPCO. PO Box 16271. Tel Aviv.

1981 Mar 3-7 Cairo (Egypt)
Int Association for Medical Research and Cultural Exchange. 9^e Journées médicales Franco-egyptiennes : Actualité en médecine. P : 200. (A 1199)
AIRMEC. 4 rue de Séze. F 75009 Paris, France.

1981 Mar 8-12 Tel Aviv (Israel)
Int conference on the use of human beings in research. P : 300.
Prof A de Vries. Teva Pharmaceutical Industries. PO Box 1423. Tel Aviv.

1981 Mar 8-13 Jerusalem (Israel)
ments. P : 250.
Dr I Fai. Israel Branch of the European Assn for Animal Production, Dept for Technical

1981 Mar 9-13 Atlantic City (NJ, USA)
trosscopy.
Mrs L Briggs. Program Sec. Pittsburgh Conf. 437 Donald Rd, Pittsburgh PA 15235, USA.

1981 Mar 15-21 Orlando (FL, USA)
Int Glaucoma Congress. Meeting : Glaucomous diseases. P : 1500.
J G Bellows. M D. Ph. D. 6 N Michigan Ave. Chicago IL 60602, USA.

1981 Mar 16-17 Cologne (Germany Fed Rep)
2 Int binnenschiffahrtkongress. P : 300-400.
Frau Ohnhoff. Delsberger Allee 38. CH 4018 Basel, Switzerland.

1981 Mar 16-20 Tallberg (Sweden)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, W70. Maintenance and modernization seminar. P : 50. (A 1723)
Ann Marie Wilhelmson, Exec Sec. Chalmers Univ of Technology, S 41296 Goteborg, Sweden.

1981 Mar 18 Paris (France)
Centre National de Coordination des Etudes et Recherches sur la Nutrition et l'Alimentation. Congress : Aminoacides et protéines des boissons.
CHERNA. 72 rue de Sévres. F 75007 Paris.

1981 Mar 24 London (UK)
Ciba Foundation. Post-symposium meeting : Collaboration in biomedical research in Europe. P : inv.
Ciba Foundation, 41 Portland Place, London WIN4BN. (B 1627)

1981 Mar 24-26 Singapore (Singapore)
Conference on third world airports, the 20 year outlook. P : 400.
Publishers of Airports Int IPC Conference Ltd, Surrey House, Throley Way, Sutton. Surrey SM44qq, UK.

1981 Mar 27-28 Singapore (Singapore)
Asian air cargo conference, in-flight catering symposium.
Hem Pte Ltd, Suite 908 Robing House, 1 Scherton Way, Singapore 0106.

1981 Mar 30-Apr 3 Nottingham (UK)
systems.
Dr. J.B. Raynor. Chemistry Dept. The University, Leicester LE1 7RH, UK.

1981 Mar 30-Apr 3 Prague (Czechoslovakia)
Int Institute of Refrigeration. Commission D2. Meeting : Developments in temperature controlled land transport. (A 2159)
IIF. 177 Bd Malesherbes. F 75017 Paris, France.

1981 Mar 31-Apr 2 Oxford (UK)
Institute of Physics. Conference on designing with fibre reinforced composites.
Meetings officer. Inst of Physics. 47 Belgrave square. London SW1X 8QX, UK.

• 1981 Spring Amsterdam (Netherlands)
European Federation of Corrugated Board Manufacturers. 1st Technical seminar. (A 0735)
FEFCO. 37 rue d'Amsterdam. F 75008 Paris, France.

1981 Spring Hradek Kralove (Czechoslovakia)
Int Institute of Refrigeration. Commission C1. Meeting: Preservation of human milk. (A 2159)
IIF. 177 Bd Malesherbes. F 75017 Paris, France.

1981 Spring (Western Europe)
Int Institute of Refrigeration. Commission D1. Meeting : Fire prevention and safety in cold stores (A 2159).
IIF. 177 Bd Malesherbes. F 75017 Paris, France.

1981 Apr 6-10 Galway (Ireland)
5th Int conference on historical linguistics. P : 200
Prof A Alquist. Univ College Galway.

1981 Apr 11-13 Helsinki (Finland)
European Federation of Funeral Directors Association. Congress P 100. (A 0675)
Finish Assn of Funeral Directors. Dr L Borisoff, Suvillabankatu 4. SF 00500 Helsinki 50

1981 Apr 12-16 Nottingham (UK)
Mrs J Sleigh. Royal Botanic Garden, Edinburgh EH3, UK.

1981 Apr 13-16 London (UK)
Society for the Bibliography of Natural History. Int conference on history in the service of systematics.
Mrs J A Dimont. Botany Lib. British Museum (Natural History), Cromwell Rd. London SW7 5BD.

1981 Apr 14-16 Herzliya (Israel)
Israel Society of Anesthesiologists (Int). 12th Congress. P : 150.
Dr G Gurman. Rothschild Univ Hospital. PO Box 4940. Haifa, Israel.

• 1981 Apr 14-19 Mexico City (Mexico)
Int Federation of Agricultural Producers. World sugar farmers' conference. P : 100. C : 56. (A 18501)
World Sugar farmers Conf. Secretariat. IFAP. 1 rue d'Hauteville, F 75010 Paris, France.

1981 Apr 20-22 San Antonio (TX, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1918 Race St Philadelphia, PA 19103.

1981 Apr 21-24 Helsinki (Finland)
Int symposium on prevention of occupational cancer. P : 400.
Inst of Occupational Health. Me Outi Teperi. Sec. Haartmaninkatu 1. SF 00290 Helsinki

1981 Apr 22-24 Dublin (Ireland)
Int symposium on emergency coinages. P : 120.
FIDS. Ballsbridge. Dublin 4.

1981 Apr 22-26 Galway (Ireland)
Dr C Oheocha. Univ College. Galway.

1981 Apr 28-30 London (UK)
Computer Graphics 81 conference.
On line conferences Ltd. Cleveland Rd. Lxbridge UB8 200, UK.

1981 Apr Dublin (Ireland)
European Economic Community. Productivity conference. P : 100. (A 0665)

1981 May 3-8 Acapulco (Mexico)
4th Int congress on cleft palate and related craniofacial anomalies. P : 1200. Ex.
4th Int congress on cleft plate and related crenioclacial anomalies. Cerrada de Popocatepeti n° 51-A. Mexico 13 DF. Mexico.

1981 May 4-8 Torremolinos (Spain)
Technical Research Association of the Spanish Paper Industry/Organization of American and paper congress. (A 3030)
Association de Investigation Tecnica de la Industria Papelera Espanola. II Congreso Latinoamericano de Celulosa y Papel. Apartado de Correos 33. 045 Madrid 35, Spain.

1981 May 6-8 Liege (Belgium)
European Federation of Pallet and Wooden Crate Manufacturers. Meeting. P : 150 (A 0744)
M Libert Caisserie Liégeoise. 355 Rue de l'Yser. B 4300 Ans, Belgium.

1981 May 6-8 Noordwijkerhout (Netherlands)
Association for Crystal Growth in Netherlands, Fed Rep of Germany and the UK. Drie landen conferentie : It will mark the 25th anniversary of the periodic bond chain theory developed by Hartman and Perdok.
Dr B Knook. Kamerlingh Onnes Lab. Nieuwsteeg 18. 2311 SB Leiden. Netherlands.

1981 May 10-17 Tel Aviv (Israel)
Int symposium on potatoes in hot climates.
Dr S Marco. Chairman of Professional Cmf, Vokani Centre, Agricultural Res Org. PO Box 6. Bet Dagan, Israel.

1981 May 12-14 (Ireland)
Int Union of Aviation Insurers. Insurance conference. P : 50. (A 2693)
Convention Bur of Ireland. 71 lower Baggot Street Dublin 2, Ireland.

1981 May 12-16 London (UK)
Int Institute of Refrigeration. Commission D3. Meeting : Controlled atmospheres aboard ships. (A 2159)
IIF. 177 Bd Malesherbes. F 75017 Paris, France.

1981 May 15-20 New Orleans (LA, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1918 Race St Philadelphia, Pa 19103.

1981 May 17-24 Dubrovnik (Yugoslavia)
48th European congress on ultrasonics in medicine: Diagnostic ultrasound P: 2000
Prof Asja Kurak. Ljubinkovac stuba 1. 41000 Zagreb, Yugoslavia.

1981 May 18-20 Liege (Belgium)
Journées int d'étude sur l'énergie. P: 500.
M Lucien Craisse. Asn des ingénieurs de montefiore. 31 rue Saint ulies, B 4000 Liege.

1981 May 16-20 Linz (Austria)
Int Social Security Association. Int congress.
Osterreichischer Kongressverband, Jüdeplatz 3/4, A1010 Vienna 1, Austria. (A 2468)

• 1981 May 18-21 Helsinki (Finland)
Int Federation of Journalists. Executive committee meeting. P: 45-50. C: 25. (A 1937)
Union of Journalists in Finland. Me E Hyppönen. SG. Yfönkatu 11 A. 00120 Helsinki 12.

1981 May 20-22 Lyon (France)
Int Silk Association. Session du conseil de direction.
Asn int de la soie. 55 Montée de Choulans. F 69323 Lyon Cedex 1. (A 2463)

1981 May 21-23 Agadir (Morocco)
Int Association for Medical Research and Cultural Exchange. Congrès int de médecine tropicale 6e langue française: Situation épidémiologique mondiale, immunol. parasitaire.
AIRMEC. 4 rue de Sera. F 75009 Paris. Franco. (A 1199)

1981 May 24-27 Jerusalem (Israel)
Int Association for the Distribution of Food Products and General Consumer Goods.
Congress. (A 1233)
AIDA. Int rue Marianne 34. B 1180 Brussels, Belgium.

1981 May 24-29 Rhodes (Greece)
Int College of Pediatrics. 2nd Symposium: General pediatrics. P: 500-600.
C Papadatos. 2nd Dept of Pediatrics. Univ of Athens. Children's Hosp Aglaia Kyriakou. Athens. Greece.

1981 May 24-29 Washington (DC, USA)
Society of Critical Care Medicine. 3rd World congress on intensive and critical care medicine. P: 2000-3000.
Norma Shoemaker, Exec Dir. Soc of Critical Care Medicine. 223 E Imperial Hwy 140. Fullerton CA 92635, USA.

1981 May 27-30 Grenoble (France)
Groupeement Latin de Médecine du Sport. 8^e Congrès: La croissance et le sport: appareils locomoteur, cardiovasculaire, respiratoire, endocrinien, cardiologie, biomécanique, psychomotricité. P: 360.
Dr Louis Déterre. SG, GLINS, Rue Roger Vergin. F 59130 Lambersart, France.

1981 May 30-31 Helsinki (Finland)
European Swimming Federation. Congress. P: 100.

1981 May 31-Jun 5 Jerusalem (Israel)
World conference on the Jewish family heritage. P: 750.
Prof 1 Helbrecht c/o PO Box 16271, Vol Aviv, Israel.

1981 May 31-Jun 5 Kiryat Anavim (Israel)
Int symposium on osteoporosis. P: 100-150.
Prof M Makin, Osteoporosis Centre. PO Box 744. Jerusalem, Israel.

1981 May 31 - Jun 7 Singapore (Singapore)
rapy congress p: 300
Mise Elizabeth Rich. Admin Sec. 1st Austral-Asian Physiotherapy Congress. Australian Physiotherapy Asn. GPO Box 4135. Sydney 2001. a Australia.

1981 May Paris (France)
Int Federation of Interior Designers/Center de Creation Industrielle CCI/Syndicat National des Architectes d'Intérieur SNAI. Forum: Professional training of interior architects. (A 1935)
Int Fed of Interior Designers. PO Box 19610. 1000 CP Amsterdam, Netherlands

1981 May Int Association of Educators for World Peace. 2nd N and S American convention. (A 1276)
IAEWP. Suite 102-104. 549 E 162nd Street South Holland IL 60473, USA.

1981 Jun 1-3 Amsterdam (Netherlands)
Int League against Unfair Competition. Journée d'étude. (A 2197)
Ligue int contre la concurrence déloyale, 2 rue Fabert F 75007 Paris, France.

1981 Jun 1-5 Brighton (UK)
The Institution of Electrical Engineers. Savoy Piece London WC2R 0BL UK.

1981 Jun 1-6 Cologne (Germany Fed Rep)
Int Enamellers Institute. 13th Int congress. P: 400. (A 1801)
Int Enamellers Inst Ripley near Darby, UK or Verein Deutscher Emailfachleute. Zehlendorfer str. 24. 0-5800 Hagen, Germany FR.

1981 Jun 2-4 Delft (Netherlands)
Int Association for Bridge and Structural Engineering. Colloquium. Advanced mechanics of reinforced concrete Synthesis of material research and numerical analysis. P: 150. C: 60. (A 1177)
IASSE. FTH-Honggerberg. CH 8093 Zurich, Switzerland.

1981 Jun 2-5 Helsinki (Finland)
Council of Europe. Commission, Science and Technology - 5th Parliamentary and «scientific conference (A 0435)
avenue de l'Europe. F-67006 Strasbourg.

TRIANON-PALACE HOTEL

**** LUXE

1 boulevard de la Reine
78000 VERSAILLES
(Yvelines)

Téléphone : 950-34-12
Adresse téléphonique TRIANOTEL VERSAILLES
Telex : 698863 TRIANOTL-VERSA

- 130 chambres avec vue sur le parc, toutes avec bain (ou douche) et W.C.
 - Sa situation dans un magnifique parc de trois hectares en bordure du château de Versailles et des Trianons, lui assure un calme absolu.
 - Idéal pour conventions ou séminaires; nombreuses salles de réunion ou de travail.
 - Thés - Déjeuners - Diners en plein air - Repas d'affaires - Salons particuliers.
- » A 25 minutes, en voiture, des Champs-Élysées.
PARKING gratuit.

J.P. MARCUS, Directeur

1981 Jun 5-6 Marseille (France)
P: 150-200.
Dr Ritano. Hôpital Michel Levy. 84 rue de Lodi. F 13 Marseille Cedex Z

1981 Jun 7-12 Edmonton (Canada)
Int Cargo Handling Co-ordination Association. 15th Biennial coherence: Changing
ICHCA Canadian Crnt Transportation of Dangerous Goods, Rm 38. Place de Ville. Ottawa KIA 0N5 Canada.

• 1981 Jun 7-15 Athens (Greece)
Int Society of Nephrology. 8th Int congress P: 3000. (A 2559)
Asn Prof M Papadimitriou. Aghia Sophia Hospital Thessaloniki Greece.

1981 Jun 10-12 Ann Arbor (MI, USA)
5th Symposium on X- and gamma-ray sources and applications.
Ms C Lehman. Phoenix Memorial Lab. The Univ of Michigan. Ann Arbor RI 48109

• 1981 Jun 15-18 Tel Aviv (Israel)
Int symposium on underwater acoustics. P: 250.
Prof Mark J Beran. School of Engineering, Tel Aviv Univ. Tel Aviv

1981 Jun 15-19 Atlanta (GA, USA)
American Society for Testing and Materials Meeting.
Paficra Cross. 1915 Race St Philadelphia, Pa. 19103

1981 Jun 15-19 Washington (DC USA)
American Society of Mechanical Engineers/National Bureau of Standards 8th Symposium on thermochemical properties.
Mr. J V Sengers. Institute of Physical Science and Technology. Univ of Maryland, College Park. MO 20742

- 1981 Jun 16-19 Berlin
(West)
Int Peritoneal Dialysis Int Society of Nephrology. 2nd Int symposium on peritoneal dialysis (as a satellite meeting to the 8th int congress of nephrology in Athens (A 259))
G M Gali, M D Frele Univ Berlin, Klinikum Charitottenburg, Dept of Nephrology Spon-
duser Damm 130, D 1000 Berlin 19.
- 1981 Jun 17-18 Tel Aviv (Israel)
Tel Aviv satellite symposium of the 8th int congress of nephrology on Acute renal failure
P.200.
Prof Y Elyahu, Suckler School of Medicine, Tel Aviv Univ, Tel Aviv.
- 1981 Jun 18-19 Haifa (Israel)
Int Academy of Sex Research, 9th Annual meeting, P : 130, P : inv. (B 7343)
Dr Zvi Hoch, Center for Sexual Counselling, Therapy and Education, Dept of Obstet-
rics and Gynecology A, Rambam Medical Center, Haifa or PO Box 16271, Tel Aviv,
Israel.
- 1981 Jun 18-21 Lyon (France)
Congrès européen des labiés ronds.
Promolyon, Palais des Congrès, Quai Achille Lignon, F 69459 Lyon Cedex 3.
- 1981 Jun 19 Haifa (Israel)
Meeting of the society : Journées méditerranéennes de sexologie, P : 200-250
Dr Zvi Hoch, Center for Sexual Counselling, Therapy and Education, Dept of Obstetrics
and Gynecology A, Rambam Medical Center, Haifa or PO Box 16271, Tel Aviv, Israel.
- 1981 Jun 21-25 Columbus (OH, USA)
bit Union of Local Authorities, World conference of local government : Energy, develop-
ing settlements for people, public-private cooperation in urban renewal, science and
comprehensive planning, care of the aged : a question of increasing dimensions. Ex.
(A 2736)
Columbus convention and visitors bureau, 50 W Broad street Columbus OH 43215 or
IULA, 45 Wassenaerseweg, 2596 CG The Hague, Netherlands.
- 1981 Jun 21-26 Jerusalem (Israel)
World Association for Sexology, 5th World congress of sexology : Applied sexology, P.
1300-2000.
Dr Sw. Hoch, Center for Sexual Counselling, Therapy and Education, Dept of Obstetrics
and Gynecology A, Rambam Medical Center, Haifa or PO Box 16271, Tel Aviv.
- 1981 Jun 21-26 Santo Domingo (Dominican Rep)
Interamerican Society of Psychology, 18th Interamerican congress of psychology:
Cross-cultural psychology, P : 3500, Ex. (A 1101)
Dr G Mann, SSMHRC Franz Hall Univ of California, Los Angeles CA 90024, USA.
- 1981 Jun 22-26 Oslo (Norway)
Scandinavian Society of Anaesthesiologists, 16th Congress : Inhalation versus intrave-
nouse therapy, the nurse anaesthetist, aspects of muscle relaxants. (A 3200)
Scandinavian Soc of Anaesthesiologist Univ of Oslo Congress Service, box 55, Blind-
ern, Oslo 3.
- 1981 Jun 23-28 Bergen (Norway)
W Association of Forensic Sciences, 9th Int congress.
Dr John Giersten, Gade Inst Univ, Bergen 5000.
- 1981 Jun 24-26 Rotterdam (Netherlands)
4th Symposium on echocardiography : Echocardiography, P : 500.
Symposium secretariat Erasmus Univ, EE 2302 a, PO Box 1728, 3000 DR Rotterdam.
- 1981 Jun 28-29 Haifa (Israel)
Post congress symposium on : Applied sexology and disability (within the framework of
the Int year for disabled persons), P : 200.
Dr Zvi Hoch, Center for Sexual Counselling, Therapy and Education, Dept of Obstetrics
and Gynecology A, Rambam Medical Center, Haifa or PO Box 16271, Tel Aviv, Israel.
- 1981 Jun 29-Jul 2 Tel Aviv (Israel)
Judge A Carmi, Soc for Medicine and Law in Israel, PO Box 394, Tel Aviv.
- 1981 Jun 28-Jul 3 Kiryat Anavim (Israel)
6th Int symposium on bioelectrochemistry, p : 150.
Prof I Miku, Weizmann Inst of Science, PO Box 26, Rehovot Israel.
- 1981 Jun 28-Jul 3 Stockholm (Sweden)
World Federation of the Society of Biological Psychiatry, 3rd World congress of biologi-
cal psychiatry : Neurobiological correlates to mental disease P : 2000, (B 6620)
Asn Prof Goran Struwe, Dept of psychiatry, Karolinska Sjukhuset S 104 01 Stockholm.
- 1981 Jun 29-Jul 2 Netanya (Israel)
3rd Int seminar on physical education and sport in the Jewish history and culture, P : 40.
Dr U Simri, Wingate inst for Physical education and sport Wingate Post Office, Israel
42901.
- 1981 Jun 29-Jul 3 Tokyo (Japan)
Int Council for Laboratory Animal Science, Int Advisory Committee/Japanese Ogam-
ing Committee, 7th Int symposium on gnotobiology : Gnotobiotic technology, microbial
flora, nutrition and metabolism, cancer, immunology. (B 3229)
S Sasaki, M.D, Chairman, Organizing Cmt, VII Int Symposium on gnotobiology, Dept
Microbiology, School of Medicine, Tokai Univ, Bohasaidai, Isehara, Kanagawa Prefec-
ture 259-11, Japan.
- 1981 Jun 30-Jul 2 Oxford (UK)
7th Thermodynamics and fluid mechanics convention
Conference Dept, Inst of Mechanical Engineers, 1 Birdcage Walk, Westminster, London
SW1H 9JL
- 1981 Jun
Youth Hostels Association 4th European conference P 90,
Hon National Sec, An Oige, 39 Mountjoy Square, Dublin 1
- Singapore
1981 Jun
Int conference on algebra, P : 80,
Univ of Singapore, Bukit Timah Joint Campus, Singapore 1025
- 1981 Jun Warsaw (Poland)
Int Institute of Refrigeration, Commission C1 Meeting ; Low temperature techniques in
biological and medical applications. (A 2159)
IIF: 177 Bd Malesherbes, F75017 Paris, France.
- 1981 Jun Wexford (Ireland)
Junior Chamber of Commerce, European meeting, P : 2000.
Larry Byrne, Heather Hill, Bartmown, Wexford.
- 1981 Jul 5-19 Jerusalem/Tel Aviv (Israel)
12th ZIMRIVA work) assembly of choirs in Israel, P: 1000.
Yerach M Aharon, Hazamir, World assembly of choirs in Israel, PO Box 29334, Tel Aviv.
- 1981 Jul 6-8 Dublin
(Ireland)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, VI/65,3rd Int symposium
on organization and management of construction, (A 1723)
Symposium sec, Education and information section, An Foras Forbartha, St Martin's
House, Waterloo Rd, Dublin 4.
- 1981 Jul 6-16 Ramat Gan (Israel)
Maccabiah World Union, 11th Maccabiah games: including seminars, professional
congresses and cultural competitions, P : 300, (A 2938)
Michael Kevehazi, 11 th Maccabiah Games Org Ort Kfar Hanaccebiah, Ramat Gan.
- 1981 Jul 9-11 Lyon (France)
1eres Journées lyonnaises sur la protection des cultures tropicales.
Promolyon, Palais des congrès, Quai Achille Lignon, F 69459 Lyon Cedex 3.
- 1981 Jul 10-12 Zurich (Switzerland)
World Society/European Society for Stereotactic and Functional Neurosurgery, 8th
meeting and 5th meeting : Neural prosthesis, involuntary movements, technical advan-
ces, P:300, (A4524/B6015)
Prof Dr J Siegfried Neurochirurgische Klinik, Universitätsspital, CH 8091 Zurich.
- 1981 Jul 12-17 Hamburg (Germany Fed Rep)
Int Association of Gerontology, 12th Int congress of gerontology: Interdisciplinary
topics of gerontology, P : 200, (A 1293)
Hamburg Congress Centrum, Congressorganisation PO Box 302360, D 2000 Hamburg
36.
- 1981 Jul 13-16 Oxford (UK)
L H Gray Memorial Trust, 10th Conference : Biological action of radwifrequency, micro-
wave and ultrasonic radiations, P : 250.
Dr G R for Hear, Physics Dept Institute of Cancer Research, Clifton Ave, Sotton, Surrey,
UK
- 1981 Jul 13-17 Haifa (Israel)
European Association for Theoretical Computer Science, 4th Int colloquium on auto-
mata, languages and programming, P : 150.
Prof S Even, Dept of Computer Science, Technion IIT, Haifa.
- 1981 Jul 13-17 Srinagar (India)
Int conference on the applications of the Mossbauer effect
Dr V G Shinde, National Physical Lab, Hilsda rd, New Delhi 110012 India.
- 1981 Jul 19-24 Bristol (UK)
Int conference on the chemistry of the platinum group metals.
Dr PL Goggin, School of chemistry, The University, Bristol BS8 1TS.
- 1981 Jul 20-23 Oxford (UK)
Chemical society, Burlington House, london W1V 0BN, UK.
- 1981 Jul 21-24 London (UK)
Drugs in cardiology, 3rd B H F European symposium, P : 700, Ex.
Conf Sen, 3 Bute Street London SW7 3EY.
- 1981 Jul 28-30 Miami Beach (FL, USA)
Int Association of Auditorium Managers, Conference.
Gay Gelman, 111 E Wacker Dr, Ste 620, Chicago Ill 60601
(B 3628)
- 1981 Jul Dublin (Ireland)
World Council of Credit Unions, Meeting, P : 450.
M O'Doherty, Credit Union, Applian Way, Dublin 6.
(A 0461)
- 1981 Jul Houston (TX, USA)
Int Association of Auto Theft Investigators, Meeting.
T. Horgan, 12416 Feldon St Wharton MO 20906.
- 1981 Jul Lyon (France)
9th Int conference on atomic collisions in solid
Promolyon, Palais des congrès, Quai Achille Lignon, F 69459 Lyon Cedex 3
- 1981 Jul-Aug Indianapolis (IN, USA)
Pentecostal Assemblies of the World.
Bishop FL Smith, 783 Newcastle Dr, Akron, OH 443 03

- 1981 Aug 1-8 Helsinki (Finland)
Int Council of Societies of Industrial Design/Int Council of Graphic Design Associations/Int Fed of Interior Designers, Congress '81 : Towards design integration.
(A 1756 / A 1742 / A 1935)
Int Cl of Societies *Industrial Design, 45 Av LeGrand, B 1050 Brussels, Belgium.*
- 1981 Aug 2-7 Strasbourg (France)
Int Association of Microbiological Societies. 5th Int congress of virology. P : 2000. Ex.
(A 1314)
Mme Vonesch IBMC 15 rue Descartes. F 67084 Strasbourg Cedex.
- 1981 Aug 3-6 Boston (MA, USA)
Int Institute of Refrigeration, Commission C2 (food science and technology), Commission D1 (refrigerated storage), Commission D2 (refrigerated land transport) and Commission D3 (refrigerated sea transport), meeting : Advances in technology in the chilling, freezing, processing, storage and transport of fish, especially underutilized species.
(A 2159)
US National CatVIR, c/o ASHRAE, 345 E 47th Street, New York NY 10017, USA.
- 1981 Aug 3-6 Jerusalem (Israel)
2nd World conference of Jewish deaf. P : 700.
Y Goldrath, World Org of Jewish Deaf, do Helen Keller Center, PO Box 9001, Tel Aviv, Israel.
- 1981 Aug 6-15 Ottawa (Canada)
Int summer school on crystallographic computing.
Dr D Sayre, IBM res Div, PO Box 218, Yorktown Heights NY 10598, USA.
- 1981 Aug 9-15 Helsinki (Finland)
European Society for Rural Sociology, 11 th European congress for rural sociology. P : 400.
(A 0857)
European Soc for Rural Sociology, Dr Ilkka Vainio-Mattila, Simonkatu 6, SF 00101 Helsinki 10.
- 1981 Aug 16-23 Zagreb (Yugoslavia)
World Association for Social Psychiatry, 8th World congress Of social psychiatry. P : 3000.
Vladimir Hudolin, Vinogradska c. 29, Zagreb.
- 1981 Aug 17-20 Aberdeen (UK)
Biodeterioration Society, 5th Int biodeterioration symposium.
Dr J Stewen, c/o Torrey Res Station, PO Box 31, 135 Abbey Rd, Aberdeen A 9 8DG.
- 1981 Aug 17-20 Dublin (Ireland)
Int Association of Biological Standardization, 17th Congress : Heterophiloid cells for vaccine production.
(A 4498)
Dr C Huygelen, HIT, B-1330 Rixensart Belgium.
- 1981 Aug 22-28 Baden-Baden (Germany Fed Rep)
Gesellschaft für Magnesium-Forschung e.Vz. in der SDRM, 3rd Int symposium on magnesium : Sources - supply - requirement physiology/bathophysiology. P : 500.
Or J Helbig, postfach 135, D 8132 Tutzing/Obb, Germany Fed Rep.
- 1981 Aug 23-26 Jerusalem (Israel)
Y Brick, PO Box 16271, Tel Aviv, Israel.
- 1981 Aug 23-28 Helsinki (Finland)
• Euroanalysis-IV - - 4th european conference on analytical chemistry. P : 1000.
Asn of Finnish Chemical Societies, Vaikko Velamo, Exec Dir, Pihoinen Hesperiankatu 3 B 10, SF 00260 Helsinki 26.
- 1981 Aug 24-28 Dublin (Ireland)
10th Int training ana development conference. P : 1000.
Dr B Collins, ESS, Fitzwilliam St Lr, Dublin 2.
- 1981 Aug 25-29 Sao Paulo (Brazil)
Int College of Medicine and Surgery of the Foot/Brazilian Society of Medicine and Surgery of the foot. 14th Congress : Medicine and surgery of the foot. P : 800.
(B 6203)
Doc - Brazilian Medical Assn, flue Estados Unidos 336, 01427 Sao Paulo, SP.
- 1981 Aug 25-30 Dublin (Ireland)
Young Lawyer's Int Association, Meeting. P : 400.
J Kerrigan, E F Collins and Co, 18 Fitzwilliam Sq, Dublin 2.
- 1981 Aug 31-Sep 2 Singapore (Singapore)
7th Int tug conference. P : 1200.
Thomas Reed Pub Ltd, Sarason's Head Bldgs, 36-37 Cock Lane, London EC1A9BY, UK.
- 1981 Aug 31-Sep 3 Manchester (UK)
Society of Chemical Industry, 3rd Int conference on computer applications in fermentation technology. (B 0821)
Cont Secretariat, Society of Chemical Industry, 14 Belgrade Square, Longon SW1X 8PS, UK.
- 1981 Aug 31-Sep 4 Los Angeles (CA, USA)
Int Association for Comparative Research on Leukemia and Related Diseases, 10th Int symposium Comparative research on leukemia and related diseases. P : 400-500.
(B 6383)
Dr David S Yohn, SG, Suite 357, 1560 Cannon Dr, Columbus OH 43210, USA.
- 1981 Aug 31-Sep 4 Paris (France)
Int Committee on Sarcoidosis, 9th Int conference on sarcoidosis and other granulomatous disorders. P : 400.
Dr Mursac, Dr Salbiel, Hôpital Laennec, 42 rue de Sevres, F 75007 Paris.
- 1981 Sep 1-5 Leiden (Netherlands)
Association of Schools Of Public Health in the European Region, 7th Biennial general assembly P : 50-60. C : 14.
(A 4509)
Prof Dr F Doeleman, Dept of Social Medicine, Univ of Leiden, Wassenaarseweg 62, Leiden.
- 1981 Sep 1-5 Singapore (Singapore)
Pacific Science Association, 4th Inter-congress ; Pacific Basin cities in the nighties
(A 3044)
The Congress Sec, Pacific Science Assn, 4th Intercongress, c/o Chemistry Dept, Univ of Singapore, Bukit Timah Rd, Singapore 1025.
- 1981 Sep 2-9 Cambridge (UK)
European high energy physics conference.
Mrs H L Ridout, Tourist Office, Wheeler street, Cambridge.
- 1981 Sep 3-7 Paris (France)
Int Association for Medical Research and Cultural Exchange/Balkan Medical Union, 76 Session des journées médicales balkaniques : Santé publique et économie médicale, actualités médico-chirurgicales s. P : 1000.
(A 1199/A 0182)
AIRMEC, 4 rue de Sèze, F 75009 Paris.
- 1981 Sep 6-9 Jerusalem (Israel)
Dr Danny Rachmilewitz, Gastroenterology Dept Hadassah Hospital Em Kerem Jerusalem.
- 1981 Sep 6-10 Athens (Greece)
Int Cardio-Vascular Society, 15th World congress.
(A 1443)
Int cardio vascular soc. Dr A D Callow, 171 Hamison Ave, Boston MA 02111, USA.
- 1981 Sep 6-11 Jerusalem (Israel)
7th European colloquium on geo-chronology, cos mo-chronology and isotope geology. P : 400.
Prof J Koldny, Dept of Geology, Hebrew Univ, Jerusalem.
- 1981 Sep 7-11 Vienna (Austria)
Int Pharmaceutical Federation, Congress. P : 1200.
(A 2351)
Fed int pharmaceutique, congress, Foundation, Alexanderstraat 11, Den Haag, Netherlands.
- 1981 Sep 7-21 Tel Aviv (Israel)
2nd Int intraocular lens implantation and ophthalmic micro-surgery meeting. P : 300.
Prof Michael Blumenthal, Head, Eye Dept Cham Sheba Medical Centre, Tel Hashomer, Israel.
- 1981 Sep 9-11 Chicago (IL, USA)
for the exchange of information related to the biological behaviour of radiotracers used in biology and medicine. P : 500.
Pharmacology Dept Loyola Univ Stritch Medical Sc, Maywood IL 60153, USA.
- 1981 Sep 10-13 Dearborn (MI, USA)
Int Musical Box Society, Meeting. P : 500.
James Doherty, 3625 McCormick Av, Brookfield III, 60513.
- 1981 Sep 13-18 Jerusalem (Israel)
Int congress on drugs and alcohol. P : 1000.
Organising Secretariat Congress on Drugs and Alcohol, POB 394, Tel Aviv.
- 1981 Sep 13-18 Jerusalem (Israel)
6th Int congress on human genetics. P : 1500.
Prof Batcheva Bonne-Tamir, PO Box 16271, Tel Aviv, Israel.
- 1981 Sep 13-18 Kyoto (Japan)
Int Federation of Societies for Electroencephalography and Clinical Neurophysiology, 10th Int congress of electroencephalography and clinical neurophysiology. P 2100.
(A 2008)
Mitsuru Ebe, MD, Crescent Plaza 103-4-6 Minami-Aoyama 2-chome, Minato-ku, Tokyo 107, Japan.
- 1981 Sep 14-15 Lyon (France)
Congres int d'archéologie industrielle.
Promolyon, Palais des congrès, Quai Achille Lignon, F 69459 Lyon Cedex 3
- 1981 Sep 14-18 London (UK)
4th Paediatric cardiology symposium. P : 300.
Cont Sen, 3 Bute Street London SW7 3EY.
- 1981 Sep 15-18 Albuquerque (NM, USA)
American Fisheries Society, Meeting. P : 800.
Carl Sullivan, 5410 Grosvenor La, Bethesda, MD 20014.
- 1981 Sep 16-18 Helsinki (Finland)
European Foundation for Management Development, European small business seminar, P : 100. (A 0570)
European Foundation for Management development Stia Eriksson, Pihjoiskaari 34, SG 00200 Helsinki 20.
- 1981 Sep 16-18 (Israel)
Int symposium on the dubloot. P : 80.
Dr W B Lehman, Medical Dir, Alyn Children's Orthopaedic Hospital, PO Box 9117, Jerusalem, Israel.
- 1981 Sep 16-20 Kyoto (Japan)
I Matsuoka, M.D. Dept of Otolaryngology, Fac of medicine, Kyoto Univ, Kyoto, Japan.
- 1981 Sep 20-25 Philadelphia (PA, USA)
Federation of Analytical Chemistry and Spectroscopy Societies, 8th Annual meeting.
ACS, 1155-16th Street, N. W., Washington, DC 20036
- 1981 Sep 22-25 Oxford (UK)
ASLIB, 54th Annual conference.
Cont organiser, ASLIB, 3 Belgrave Square, London SW1X SPL, UK.

- 1981 Sep 37-Oct 6 Tel Aviv (Israel)
Int Council for Educational Medite. Meeting : Computation in education P 300. (A 1726)
Mr Shimen Sharoni Dr. Pedagogical Centres. Ministry of education. B David Hamelekh St. Jerusalem, Israel or Israeli Assn of in Teaching. 43 Brodetsky street Ramat Aviv Tel Aviv.
- * 1981 Sep 29-Oct 2 Washington (DC, USA)
Int Monetary Fund/World Bank. Annual meeting of the Boards of governors. P : 5000. (A 1393)
Joint secretariat Annual meeting. IMF-World Bank, Washington DC 20431.
- 1981 Sep Essen (Germany Fed Rep)
Int Institute of Refrigeration. Commissions B1, B2, E1, E2. Meeting : Heat pumps, air circulation in conditioned space. (A 2159)
IIF. 177 Bd Malesherbes. F 75017 Paris. France.
- 1981 Sep Helsinki (Finland)
Int Union of Food Science and Technology. Symposium on the role of food science in the community. (A 1610)
prof P Komstovinen. Inst of Food Chemistry and Technology, Helsinki, Finland.
- 1981 Sep Lyon (France)
Congres Int. des experts comptables.
Promotyon. Palais des congres. Quai Achille Lignon. F 69459 Lyon Cedex 3.
- 1981 Sep Wageningen (Netherlands)
European Association for Breeding Research. Meeting of the section on induced mutations and polyploidy : induced mutations, advanced techniques, polyploidy. (A 0555)
Prof. Dr. Odenbach. Freie Univ. Berlin. FB23. WE 6. Albrecht-Thaer-Weg 6. D-1000 Berlin 33
- 1981 Oct 1-2 Milan (Italy)
3rd European meeting : Plasma proteins in clinical diagnosis. Ex.
Dott Santica Marcovina. Lab di Ricerca. Istituto Scientifico S Raffaele. Via Olgettina 60, 120132 Milan.
- 1981 Oct 3-4 Liege (Belgium)
Congres europeen de kinésithérapie. P : 700.
Fed européenne de thérapie physique. M. Frantquet. Près. 200 rue Belvaux. B 4030 Grievreeg. Belgium.
- 1981 Oct 4-6 New Orleans (LA, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1916 Race St Philadelphia Pa. 19103.
- * 1981 Oct 5-10 Vienna (Austria)
Int Association for Byzantine Studies. Assembly. P : 1000. (A 1178)
Osterreichische Akademie der Wissenschaften. Postgasse 7/9. 1010 Vienna.
- 1981 Oct 6-10 Salt Lake City (UT, USA)
Photographic Society of America. Meeting.
Harold Vermes. 2005 Walnut St. Philadelphia Pa. 19103.
- 1981 Oct 9-11 Kyoto (Japan)
Prof T Oyama. Hiroasaki Univ School of Medicine. Hiroasaki. Aomori-ken. Japan.
- 1981 Oct 11-14 Washington (DC, USA)
Master Brewers Association of America. Meeting. P : 100.
D.C. Sommers. 4513 Vernon Bd. Suite 202. Medison. WI 53705.
- 1981 Oct 11-17 Monte Carlo (Monaco)
Int Glaucoma Congress. Meeting : Glaucomatous diseases. P : 800.
J G Bellows. M D. Th D. 6 North Michigan Ave. Chicago IL 60602. USA
- 1981 Oct 12-16 Berlin (West) (A 2250)
Int Measurement Confederation. 24th General council session.
IMEKO. PO Box 457. 1371 Budapest 5. Hungary.
- * 1981 Oct 14-16 Fribourg (Switzerland) (A 0435)
Council of Europe. 4e Confrontation européenne des villes historiques.
av de l'Europe. F-67000 Strasbourg.
- 1981 Oct 18-20 Fort Lauderdale (FL, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1916 Race St. Philadelphia, Pa 19103.
- 1981 Oct 18-23 Saint Louis (MO, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1916 Race St Philadelphia. Pa 19103.
- 1981 Oct 20-22 Brighton (UK)
Interpecon conference. Ex.
Mrs R Kilgour. Kiver Communications Ltd. 149-155 Ewell Rd. Surbiton. Surrey. UK.
- 1981 Oct 20-23 Hamburg (Germany Fed Rep)
Gastech 81. 8th int LNG-LPG conference: World gas supplies. LPG production and trade. transportation, technology and operations, safety and training, offshore gas developments. Ex.
Gastech secretariat 2 Station rd. Rickmansworth Herts WD3 1QP. UK.
- 1981 Oct 21-24 Singapore (Singapore)
Computa '81 conference. P: 100.
ITF Pte Ltd. Suite 804.8th Fl. World Trade Center. 1 Maritime Square, Singapore 0409
- 1981 Oct Lindau (Germany Fed Rep) (A 2159)
Int Institute of Refrigeration, Commission A3. Meeting : Low temperature treatment of cases
IIF. 177Bd Malesherbes. F 75017 Paris. France
- 1981 Nov 10-12 Athens (Greece)
Int Association Biological Standardization. Int symposium : Standardization of immuno-
G Papaangelou, M D, Athens School of Hygiene. PO Box 3085. Athens 018.
- 1981 Nov 15-20 Tel Aviv (Israel)
Int symposium on : Design for the disabled (within the framework of the Int year of disabled persons). P : 300
Dr E Chiger. Israel Soc for the Rehabilitation of the Disable, to Ion Gvirol street Tel Aviv or c/o PO Box 16271. Tel Aviv.
- 1981 Nov 23-26 Singapore (Singapore)
Institution of Mining and Metallurgy. - Asian mining 81 -. Int conference. Ex.
The sec. Institution of Mining and Metallurgy, 44 Portland Pl, London W1N 4BH, UK. (B 2371)
- * 1981 Nov 30-Dec 3 Jerusalem (Israel) (A 2533)
Int Society and Federation of Cardiology. 2nd World congress on cardiac rehabilitation
Kenes Societariat, po box 16271. Tel Aviv, Israel.
- 1981 Nov Paris (France) (A 3499)
World Council for the Welfare of the Blind. Assemblée générale du comité régional européen.
WCWB, 58 Av Bosquet. F 75007 Paris. France.
- 1981 Dec 6-11 Houston (TX, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1916 Race St. Philadelphia. PA 19103.
- 1981 Dec 8-10 Phoenix (AK, USA)
American Society for Testing and Materials. Meeting.
Patricia Gross. 1916 Race St Philadelphia. PA. 19103.
- 1981 Dec 20-24 Haifa (Israel)
1st Int congress on the psychology of women. P : 500.
Dr M Sallir. Dept of psychology, Haifa Univ. Haifa.
- 1981 Dec Accra (Ghana) (A 1278)
Int Association of Educators for World Peace. 2nd African convention.
IAEWP. Suite 102/104, 549 E 162nd Street South Holland IL 60473, USA.
- * 1981 Dec London (UK) (A 11718)
Int Correspondence Chose Federation. Congress. P: 60-70. C : Si.
ICCF. Postbox 10, 37021 Ces Budajovy, Czechoslovakia.
- 1981 Dec London (UK) (A 1852)
Int Federation of Air Traffic Safety Electronic Associations. Council meeting.
British Tourist Authority. 64 St James's Street, London SW1A 1HF.
- 1981 Dec Yaounde (Cameroon) (A 1199)
Int Association for Medical Research and Cultural Exchange. 2è Journées médicales de Yaounde. Appréciation de l'état de santé des populations. P : 500.
AIRMEC. 4 rue de Sèze. F 75009 Paris. France.
- 1981 Beer Sheva (Israel)
3rd Int seminar on magnetohydrodynamic flows and turbulence. P : 50.
Prof M Branover. Mechanical engineering dept Ben-Gurion Univ of the Negev. Beer Sheva.
- 1981 Edinburgh (UK) (A 1292)
Int Association of Geomagnetism and Aeronomy. Congress.
B Ft Leaton. Inst of Geological Sciences. Geomagnetism Unit Murcaison House. W Mains Rd. Edinburgh EH9 3LA.
- * 1981 Haifa (Israel)
(workshop and scientific meeting). P : 250.
Dr K Fuchs. Specialist in obstetrics and gynaecology, Rambam Hospital, Haifa.
- 1981 Haifa (Israel)
Mrs Mina Ben Zvi. Mount Carmel Int Training Centre. 12 David Pinsky St Haifa.
- * 1981 Jerusalem (Israel)
1st World conference of hungarian jews. P : 800.
Prof A S Kertes. 5 Ramdam Str. PO Box 4340. Jerusalem.
- 1981 Kyoto (Japan)
Epilepsy Int. Symposium.
Epilepsy Int. 2 Bte Chemin Auguste Vilbert. CH 1218 Grand Saconnex. Geneva. Switzerland.
- 1981 Matlock (UK) (A 3860)
Int Friendship League. Meeting.
M L Hooper-Immins. IFL. Publicity Officer. 338 Nevantton Rd. Western Park. Leicester LE3 6DR. UK.
- 1981 Tel Aviv (Israel)
Michael Hendal Dauss. do PO Box 16272. Tel Aviv.
- 1981 Wellesbourne (UK) (A 2483)
Int Society for Horticultural Scienza. Symposium : Timing of field production of vegetables.
Dr D Gray. Nat Vegetable Res Station. Wellesbourne. Warwick. CV35 9EF. UK.